

Conjuguer
les savoir-faire
pour bâtir un monde
en commun

Sharing
Expertise
to build a world
in common







Conjuguer les savoir-faire pour bâtir un monde en commun

10 ans d'Expertise France

Sharing Expertise to build a world in common

10 years of Expertise France



Sommaire

Contents

ENTRETIEN AVEC JÉRÉMIE PELLET, directeur général d'Expertise France INTERVIEW WITH JÉRÉMIE PELLET, Chief Executive Officer of Expertise France	4
UNE HISTOIRE AU CARREFOUR DE PLUSIEURS TRADITIONS, par François Pacquement A HISTORY AT THE CROSSROADS OF SEVERAL TRADITIONS, by François Pacquement	14
AU CŒUR DE L'ACTION INSIDE THE ACTION	26
Valoriser le patrimoine culturel au Cameroun et au Bénin Promoting cultural heritage in Cameroon and Benin	30
Renforcer les capacités des organisations de la société civile libanaise Bolstering the capabilities of Lebanese civil society organisations	38
Préserver la biodiversité dans l'océan Indien Preserving the biodiversity in the Indian Ocean	46
Lutter contre le VIH / sida, la tuberculose et le paludisme avec L'Initiative dans la région du Grand Mékong Combating HIV/AIDS, tuberculosis, and malaria with L'Initiative in the Greater Mekong Region	54

Contribuer à l'écosystème de l'entrepreneuriat en Tunisie Contributing to the entrepreneurship ecosystem in Tunisia	62
Travailler sur un projet à long terme pour réformer l'administration publique grecque Working on a long-term project to reform the Greek public administration	70
Près de vingt ans de coopération entre l'Europe et l'Amérique latine Nearly 20 years of cooperation between Europe and Latin America	77
Stimuler l'économie en favorisant l'emploi des jeunes au Rwanda Boosting the economy by fostering youth employment in Rwanda	86
Renforcer le système de santé après l'épidémie Ebola en Guinée Strengthening the health sector post-Ebola in Guinea	94
Soutenir l'Ukraine dans la réforme de son système judiciaire en vue d'intégrer l'Union européenne Assisting Ukraine with its judicial reforms with an eye to European integration	102
L'ABÉCÉDAIRE D'EXPERTISE FRANCE THE ALPHABET OF EXPERTISE FRANCE	114
ENTRETIEN AVEC RÉMY RIOUX, directeur général du Groupe AFD INTERVIEW WITH RÉMY RIOUX, Chief Executive Officer of AFD Group	128

Entretien avec Jérémie Pellet

DIRECTEUR GÉNÉRAL
EXPERTISE FRANCE

Interview with Jérémie Pellet

CHIEF EXECUTIVE OFFICER
OF EXPERTISE FRANCE



Expertise France fête cette année ses 10 ans. Quels sont les principaux changements à retenir de ces dix premières années ?

L'agence s'est transformée en dix ans, passant d'opérateurs dispersés au sein des ministères à une agence de taille internationale qui regroupe plus de 2 200 collaborateurs. Ce changement d'échelle se traduit aussi au niveau européen : Expertise France est devenue en 2020 la deuxième plus grande agence de coopération technique en Europe. Elle est passée de 115 millions d'euros d'activité annuelle en 2015 à 450 millions en 2024. Ce bilan très positif témoigne de notre dynamisme et de notre capacité à exécuter efficacement les projets qui nous sont confiés.

Dans ce contexte, l'agence a réussi à se forger une identité propre sous le nom d'« Expertise

Expertise France is celebrating its 10th anniversary this year. What changes stand out the most for these first ten years?

The agency has experienced a transformation over the last ten years, from operators scattered among the ministries to an agency with an international dimension and a staff of more than 2,200 people. This change of scale is also reflected at European level: in 2020, Expertise France became the second largest technical cooperation agency in Europe. Its annual business volume has increased from €115 million in 2015 to €450 million in 2024. These extremely positive results reflect our dynamism and our ability to effectively implement the projects entrusted to us.

In this context, the agency has successfully built its own identity under the name "Expertise

France » devenu officiel en 2021, remplaçant ainsi son premier nom de baptême qui était Agence française d'expertise technique internationale en 2014. Sur le terrain, l'image d'Expertise France est celle d'une agence qui sait mobiliser les compétences locales et internationales pour un accompagnement adapté aux besoins et intérêts de nos partenaires, et selon leur vision. L'objectif est de renforcer leurs institutions et mieux mettre en œuvre leurs politiques publiques. C'est ce qui fait notre force.

Autre grande transformation de ces dernières années : l'intégration au groupe AFD, effective depuis le 1^{er} janvier 2022. C'est aussi un changement majeur de dimension pour Expertise France. Quels sont les avantages de cette intégration ?

Avec l'intégration au groupe AFD, Expertise France ne se limite plus à ses propres moyens d'intervention, mais bénéficie désormais de l'ensemble des ressources de la politique de développement solidaire. Il est rare de trouver, dans le monde, une structure regroupant tous les leviers de développement : appui aux États, au secteur privé et coopération technique. La France ne fait plus la politique de ses instruments, elle a les instruments de sa politique de développement. Cela nous confère une grande responsabilité : tirer le meilleur parti de cette synergie. Cette intégration nous offre un immense potentiel qui nous permet de financer des politiques publiques d'envergure grâce aux moyens financiers de l'AFD, auxquels on associe aujourd'hui l'expertise et l'accompagnement d'Expertise France.

Comment les zones d'intervention géographique d'Expertise France ont-elles évolué au cours des dix dernières années ?

La politique d'aide au développement de la France a profondément évolué ces dix dernières années.

France”, which became its official name in 2021, replacing the first name given to it in 2014, “Agence Française d'Expertise Technique Internationale”. In the field, Expertise France enjoys the image of an agency with a capacity to mobilise local and international expertise to ensure that the assistance is adapted to the needs and interests of our partners, and according to their vision. The aim is to strengthen their institutions and better implement their public policies. This is where our strength lies.

Another major transformation in recent years has been the official integration into AFD Group on 1st January 2022. This has also been a major change of scale for Expertise France. What are the benefits of this integration?

With the integration into AFD Group, Expertise France no longer has to rely solely on its own resources for its operations. It now benefits from all the resources of the development and international solidarity policy. Around the world, it is rare to find an institution gathering all the drivers of development, covering support to States, the private sector, and technical cooperation. France no longer implements the policy of its instruments, it has the instruments of its development policy. This gives us a great responsibility, as we need to fully capitalise on this synergy. This integration provides us with an immense potential for financing far-reaching public policies through AFD's financial resources, which are today combined with the expertise and support of Expertise France.

How have Expertise France's geographical areas of operation developed over the last ten years?

France's development policy has seen some major changes over the last ten years.

We have, of course, retained strong areas of focus. Since its inception, the agency is proud to have always maintained a significant presence

Nous avons gardé des axes forts, bien sûr. Depuis sa création, l'agence est fière d'avoir toujours maintenu une présence significative en Afrique. Nous sommes aujourd'hui actifs sur l'ensemble du continent, avec de plus en plus de pays anglophones ou lusophones qui font appel à nous. C'est bien la preuve que nous avons tous besoin de chercher ensemble des solutions aux problèmes mondiaux, de faire œuvre commune.

Jusqu'en 2023, la France concentrait principalement ses efforts sur une liste de pays prioritaires. Aujourd'hui, nous avons un double objectif : consacrer la moitié des moyens budgétaires que l'État nous confie aux pays les moins avancés, et l'autre moitié aux pays émergents en Afrique et au Moyen-Orient, dans l'Indopacifique et sur le continent latino-américain, et aux pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne.

Grâce à ses experts techniques internationaux, à son soutien à la diplomatie européenne et aux réformes structurelles au sein de l'UE, Expertise France intervient bien au-delà des seuls pays dits « en développement ». De fait, le besoin de coopérer techniquement entre pays dépasse cette frontière artificielle du développement.

Afin de piloter nos projets au plus près des partenaires, nous avons créé des directions pays dans nos principales géographies

in Africa. Today, we operate across the continent, with an increasing number of English-speaking and Portuguese-speaking countries that call on our services. This is a clear demonstration of the fact that we all need to work together to seek solutions to global issues.

Up until 2023, France mainly focused its efforts on a list of priority countries. Today, we have two objectives: devote half of the budget resources that the State entrusts to us to the least developed countries, and the other half to emerging countries in Africa and the Middle East, the Indo-Pacific region and Latin America, as well as to candidate countries for accession to the European Union.

In addition, through our international technical experts and the support we provide to European diplomacy and structural reforms within the EU, Expertise France now has a broader scope which extends beyond what we call "developing" countries. The need for technical cooperation between countries goes beyond this artificial boundary of development.

We have set up country offices in our main geographical areas of operation, so that we can manage our projects working closely with our partners. In 2023, Expertise France set up country offices in Côte d'Ivoire, the Comoros, Guinea, Libya and Tunisia. The additions in 2024 include the Democratic Republic of the Congo, Haiti, Jordan, Lebanon, Madagascar and Papua New Guinea.

What operational methods does Expertise France promote among its partners?

Our work is always based on requests from our partner countries seeking support, advice, or knowledge-sharing. We ensure that these requests are matched with the right resources, which may be local, from France, the European Union, or from other international partners. Our strength lies in the fact that we're able to transform these requests into structured support. This ranges from sending one expert

Sur le terrain,
l'image d'Expertise
France est celle
d'une agence qui
sait mobiliser les
compétences locales
et internationales

d'intervention. En 2023, Expertise France a déployé des directions pays en Côte d'Ivoire, en Guinée, aux Comores, en Tunisie et en Libye. S'y ajoutent en 2024 Haïti, la République démocratique du Congo, la Jordanie, le Liban, Madagascar et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Quelles méthodes d'intervention Expertise France promeut-elle auprès de ses partenaires ?

Nous travaillons toujours sur requête de nos pays partenaires qui souhaitent obtenir des appuis, des conseils, du partage de connaissances. Nous veillons à ce que cette demande rencontre les bonnes ressources, qu'elles soient locales, ou qu'elles émanent de la France, de l'Union européenne ou d'autres partenaires internationaux. Notre force, c'est d'être capable de transformer cette demande en un appui structuré allant de l'envoi d'un simple expert à la mobilisation d'équipes plus importantes. Nous avons aujourd'hui 1 400 personnes déployées dans nos pays d'intervention et recrutons environ 30 personnes par mois sur le terrain.

Cet appui est également de plus en plus multidimensionnel. Nous pouvons croiser les thématiques et renforcer les politiques publiques dans toutes leurs dimensions : financières, sociales, de développement durable, etc. C'est l'avantage d'avoir aujourd'hui une agence interministérielle qui est en outre quatre fois plus grande qu'elle ne l'était il y a dix ans.

Consolider les institutions de la société civile, renforcer l'attractivité des territoires, est un travail de longue haleine, qui passe par un accompagnement au changement et la formation des acteurs locaux. Pour renforcer un système de santé, par exemple, il faut repenser l'organisation des soins et la formation des soignants. On s'inscrit donc souvent dans plusieurs cycles de projets qui s'imbriquent et peuvent évoluer pour assurer un soutien adapté et le plus durable possible.

In the field, Expertise France enjoys the image of an agency with a capacity to mobilise local and international expertise

to mobilising larger teams. We currently have 1,400 people deployed in our countries of operation and we're recruiting about 30 people a month in the field.

This support is also increasingly multi-faceted. We can combine different thematic areas and strengthen every aspect of public policies: financial, social, sustainable development, and so on. This is the advantage of having an inter-ministerial agency today, and four times the size it was ten years ago.

Strengthening institutions and civil society, enhancing the attractiveness of regions, it's a long-term process which involves change management and training local stakeholders. For example, to strengthen a health system, we need to rethink the organisation of healthcare and training for care providers. So, this often involves several project cycles that are interlinked and may change over time to ensure that the support is appropriate and as sustainable as possible.

For many years now, Expertise France has been operating in a wide range of essential areas: governance, security, health, education... What new sectors will the agency be operating in over the coming years?

There are, of course, areas in which the agency's expertise is widely recognised. Global health, for example, through the work of the team of

Expertise France intervient depuis de nombreuses années dans des domaines aussi variés qu'essentiels : gouvernance, sécurité, santé, éducation... Quels vont être les nouveaux secteurs d'intervention de l'agence dans les prochaines années ?

Il y a bien sûr des domaines dans lesquels la compétence de l'agence est largement reconnue. La santé mondiale par exemple, grâce au travail réalisé par l'équipe de L'Initiative, main dans la main avec celles du Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose. Je pense en particulier au travail réalisé pour accompagner les agents de santé communautaires dans la région du Grand Mékong, contribuant ainsi à la très forte réduction du paludisme dans cette région. Nous sommes également reconnus dans divers champs d'expertise : les sujets fiscaux et budgétaires, l'économie bleue, la protection civile et bien d'autres. Mais la demande des pays évolue et nécessite que nous nous adaptions en permanence. Nous nous mobilisons, par exemple, pour accompagner nos partenaires dans le déploiement de l'intelligence artificielle pour qu'elle soit porteuse de développement. C'est ce que nous avons fait au Sénégal ou en Égypte, où nous avons appuyé les États dans l'élaboration de leur stratégie nationale d'IA.

De manière générale, le numérique et les nouvelles technologies doivent être intégrés systématiquement dans nos appuis. L'accès aux données satellites, par exemple, est un secteur sur lequel l'Europe et la France ont de vraies compétences et qui a des applications très larges dans le domaine climatique : surveillance des risques naturels comme les inondations, les feux de forêts ou les tempêtes. Il permet aussi de surveiller l'impact des activités humaines sur la biodiversité. Nous travaillons par exemple avec l'Agence spatiale rwandaise ou en Amérique latine sur ces sujets.

The nature of the requests from countries is changing, meaning that we need to constantly adapt

L'Initiative, hand in hand with the teams of the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria. I have in mind, in particular, the work undertaken to assist community-based health workers in the Greater Mekong Region. It has contributed to a significant reduction in malaria in this region.

We're also recognised in many other areas of expertise: tax and budgetary matters, the blue economy, civil protection, the list is long.

But the nature of the requests from countries is changing, meaning that we need to constantly adapt. For example, we're working to help our partners deploy artificial intelligence and use it as a tool for development. This is what we've done in Egypt and Senegal, where we've assisted the governments with the development of their national AI strategies.

Broadly speaking, digital and new technologies need to be systematically integrated into our support. For example, access to satellite data is a sector in which Europe and France have real expertise and they have a very wide range of climate-related applications, such as the monitoring of natural hazards, including floods, forest fires and storms. They can also be used to monitor the impact of human activities on biodiversity. For example, we're working on these issues with the Rwanda Space Agency and in Latin America.

To address the tremendous challenges related to young people in countries experiencing high population growth, it also involves rethinking our approaches to support future employment opportunities, for example, through

Pour répondre aux enjeux massifs liés à la jeunesse dans les pays à forte croissance démographique, nous repensons nos approches pour accompagner les perspectives d'emploi futures, à travers par exemple des politiques de formation professionnelle adaptées. Enfin, nous menons des projets dans le domaine du sport, un formidable levier pour les politiques de santé et d'éducation, ainsi qu'un moteur de création d'activités et d'émancipation des filles.

Avec l'accord de Paris sur le climat, de nombreux pays ont pris des engagements à réduire leurs GES (gaz à effet de serre) mais la question n'est-elle pas plutôt celle de l'adaptation de tous aux dérèglements climatiques ? Quelle synergie mettez-vous en œuvre dès à présent pour accompagner vos partenaires sur ce défi majeur ?

La question de l'adaptation est un sujet central et sur lequel nous resterons très mobilisés dans les années à venir. Une part importante de notre activité récente consiste à collaborer avec les pays insulaires pour les soutenir dans l'élaboration de leurs stratégies d'adaptation. Dans les Caraïbes, nous avons travaillé avec tous les pays et territoires d'outre-mer de l'UE afin que chaque territoire évalue et intègre les impacts du changement climatique dans son modèle de développement à long terme. Ces réflexions se traduisent ensuite sur le terrain par des actions concrètes : anticiper le recul des traits de côte sur le littoral, protéger les aires marines du tourisme sauvage en formant les gardes-côtes,

La demande
des pays évolue
et nécessite que
nous nous adaptions
en permanence

appropriate vocational training policies. In addition, we implement projects in the field of sport, which is a tremendous driver for health and education policies, as well as a force for the creation of activities and girls' empowerment.

With the Paris Agreement, a number of countries have made commitments to reduce their GHGs (Greenhouse gases), but is it not rather a matter of everyone adapting to climate change? What synergies are you putting in place now to assist your partners with this major challenge?

Adaptation is a crucial issue on which we will remain fully mobilised in the coming years. A significant part of our recent activity involves working with island countries to help them develop their adaptation strategies. In the Caribbean, we've worked with all the EU overseas countries and territories, so that they can each evaluate the effects of climate change and integrate them into their long-term development models. This reflection subsequently results in concrete action on the ground: anticipate shoreline retreat in coastal areas, protect marine areas from unregulated tourism by training coast guards, decarbonise and reduce energy dependence by developing solar solutions. These are just a few examples.

Expertise France also works to place biodiversity at the centre of the debate on climate change adaptation. In the European Union, the agency has assisted the Post-2020 Global Biodiversity Framework, a programme to mobilise young people and representatives of society in about 20 countries to give them a voice in the negotiation forums.

What are your objectives for the next ten years in terms of addressing the global challenges for technical cooperation in a multipolar world?

Expertise France has set three main objectives.

décarboner et réduire la dépendance énergétique par le développement de solutions solaires, pour ne citer que ces exemples-là.

Expertise France s'engage également à placer la biodiversité au centre des débats sur l'adaptation aux changements climatiques. L'agence a appuyé au sein de l'Union européenne le programme *Post 2020 Biodiversity Framework*, qui a pour objectif de mobiliser dans une vingtaine de pays des jeunes et des représentants de la société pour que ces voix soient représentées dans les instances de négociation.

Quels objectifs vous êtes-vous fixés pour les dix prochaines années en vue de répondre aux défis globaux de la coopération technique dans un monde multipolaire ?

Expertise France s'est fixé trois objectifs principaux. Le premier est de faire en sorte que nous disposions des meilleurs outils collectifs pour répondre aux besoins de nos partenaires, conformément aux enjeux du plan d'orientation stratégique du groupe. Le deuxième objectif est d'améliorer l'efficacité et la visibilité de l'équipe Europe pour renforcer son impact. C'est le sens de notre implication au sein du Practitioners' Network, qui regroupe toutes les agences de coopération technique en Europe et que je copréside cette année avec l'Autriche. Expertise France est l'une des agences motrices de l'organisation de l'architecture européenne de l'aide et c'est un rôle qui me tient particulièrement à cœur. Enfin, le troisième objectif, crucial pour nous, est de veiller à ce que la mise en œuvre de nos projets s'accompagne de la plus grande satisfaction possible pour les États et les populations que nous servons. Tous nos efforts de structuration, de consolidation et de déploiement de l'agence visent à atteindre cet objectif.

En novembre prochain, cela fera six ans que vous êtes directeur général d'Expertise France. Qu'est-ce qui continue de vous passionner aujourd'hui dans ces fonctions ?

The first is to ensure that we have the best collective tools to address the needs of our partners, in line with the issues outlined in the Group's Strategic Plan.

The second objective is to enhance the effectiveness and visibility of Team Europe to strengthen its impact. This is the purpose of our involvement in the Practitioners' Network. It brings together all the technical cooperation agencies in Europe and I am co-chairing it this year with Austria. Expertise France is one of the lead agencies in the organisation of the European aid architecture and this role is particularly important to me.

The third objective is crucial to us and it's to ensure that the implementation of our projects brings the greatest possible satisfaction to the governments and people we serve. All our efforts towards structuring, strengthening and deploying the agency aim to achieve this objective.

November will mark your 6th anniversary as Chief Executive Officer of Expertise France. What continues to drive your motivation today in these functions?

Expertise France is an agency that reinvents itself every day, and its history is continuously being written. This is what makes our days so exciting! But my greatest motivation is to see the concrete benefits of our activities in our countries of operation. My greatest satisfaction is to go and meet our partners and teams in countries like Colombia, Libya, the Philippines, Ukraine and other countries. This is the most important aspect for me. In fact, our partners appreciate us and our satisfaction rate is high. As a result, we are often better known abroad than in France. Over the last ten years, we've implemented about 700 projects for a total of €3 billion. I wish to take this opportunity to applaud our success. It is first and foremost the result of a collective adventure: from the managers to the teams in the field, and including all our officers

Expertise France est une agence qui se réinvente chaque jour et une histoire qui s'écrit en permanence, ce qui rend nos journées passionnantes ! Mais ce qui me motive avant tout, c'est de voir les bénéfices concrets de nos actions dans nos pays d'intervention. Ma plus grande satisfaction est d'aller à la rencontre de nos partenaires et des équipes en Libye, en Ukraine, aux Philippines, en Colombie et ailleurs. Cette dimension est à mes yeux la plus importante. De fait, nos partenaires nous apprécient, notre taux de satisfaction est élevé. Ce qui fait que nous sommes souvent mieux connus à l'étranger qu'en France.

Sur 10 ans, nous avons mis en place à peu près 700 projets pour 3 milliards d'euros. Je veux saluer ici notre réussite qui est avant tout le fruit d'une aventure collective : des managers aux équipes sur le terrain en passant par les collaborateurs du siège, tous contribuent, quelle que soit leur fonction, à la bonne exécution de nos missions. Un collectif qui grandit vite et qui, pour ce qui est des équipes parisiennes, emménagera bientôt avec les équipes de l'AFD et de Proparco à la Cité du développement, à proximité de la gare d'Austerlitz. C'est un collectif animé par une très forte solidarité, valeur forte de notre agence. On pense à la solidarité internationale bien sûr, qui nous porte tous lorsqu'on travaille dans la coopération internationale. Mais au-delà d'une valeur vis-à-vis des autres, c'est aussi une valeur très forte au sein même de l'agence. C'est d'ailleurs un élément que mettent en avant et qu'apprécient nos collaborateurs lorsqu'ils nous rejoignent.

Dans une agence jeune et en pleine croissance, la solidarité interne est très importante parce que nous n'avons pas des décennies d'histoire qui nous permettent de bâtir un socle commun. Notre mémoire collective est en cours de structuration. Bien sûr, les outils, les procédures que nous continuons à mettre en place aident à bâtir ce socle. Mais je souhaite que nous ne perdions pas au passage cette valeur de partage et d'écoute entre nous.

at headquarters. Irrespective of their positions, they all contribute to ensuring the successful implementation of our missions. Our team is growing fast and in the near future, the teams in Paris will be moving, along with the teams from AFD and Proparco, to the Cité du Développement near the Gare d'Austerlitz.

It's a team driven by a very strong sense of solidarity, which is a core value of our agency. International solidarity obviously comes to mind, which motivates everyone who works in international cooperation. But it extends beyond a value towards others, it's also a very strong value within the agency. Moreover, this is an aspect that officers joining us highlight and appreciate.

And in a young and growing agency, internal solidarity is extremely important, because we don't have decades of history behind us, enabling us to build a common foundation. We're building our collective memory. The tools and procedures that we're continuing to deploy obviously help build this foundation. But I don't want any of this to result in our losing this value of sharing and being responsive to each other.





Une histoire au carrefour de plusieurs traditions

FRANÇOIS PACQUEMENT
ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

Les dix premières années d'Expertise France s'enracinent dans l'histoire de la coopération technique, qui précède les politiques d'aide publique au développement. L'opérateur est l'héritier de nombreuses traditions, qu'il renouvelle par sa croissance et son rapprochement avec l'Agence française de développement (AFD).

Avant 1959 – Naissance du système français de coopération

Les premières actions d'assistance technique¹ remontent à la création de la Société des Nations (SDN), première institution internationale à vocation universelle. Elles prennent ensuite leur essor après la Seconde Guerre mondiale dans le cadre du système multilatéral (Nations Unies, Banque mondiale) où chaque institution offre une expertise aux États qui souhaitent une aide pour transposer normes et conventions.

Puis, dans la perspective des indépendances, les administrations coloniales mettent en place des dispositifs pour que les nouveaux États indépendants puissent prendre le relais. Pour la France, où l'effort engagé après la Seconde Guerre mondiale n'a pas suffi à former une génération de cadres locaux, nombre de membres de l'administration coloniale restent en poste, en tant que coopérants mis à la disposition du pays hôte.

1960-1980 – Mise en place d'une politique française de coopération technique

Dans les années 1960, le paysage de l'aide publique au développement en France se recompose autour de quatre acteurs : le ministère de la Coopération qui gère les subventions et la coopération technique pour les anciennes colonies françaises d'Afrique, le ministère des Affaires étrangères qui se destine aux autres pays, le ministère de l'Économie qui gère les aides à l'exportation, et la Caisse centrale de coopération économique, prédécesseur de l'AFD, qui distribue des prêts. Les deux premiers gèrent directement plus du quart de l'aide française, celle du ministère des Finances passant par les contributions multilatérales et la Caisse centrale. Si on y ajoute les nombreux organismes réalisant des activités de coopération technique à l'international, le système français est donc très complexe et marqué par une absence de coordination gouvernementale.

C'est également dans les années 1960 qu'émergent les premières réflexions sur la nature et l'efficacité de la coopération technique. Un rapport public de 1962 voit dans cette activité « un devoir de morale internationale » dont l'enjeu est délicat : combiner les attentes du pays partenaire, les priorités politiques de la France, la concurrence internationale et l'efficacité à long terme des actions menées. Durant cette période, les institutions multilatérales sont la principale source de doctrine et exercent souvent un rôle d'initiative et de coordination de la coopération technique.

¹ Cf. François Pacquement, *Histoire de la coopération technique : une généalogie d'expertise France*, Paris, Karthala, coll. « Les terrains du siècle », 2021.

En outre, si cette coopération technique était ancrée dans la connaissance des terrains d'opération, attentive aux spécificités de ses diverses situations, elle n'était pas exempte de critiques, notamment sur le fait qu'elle pouvait agir en substitution des compétences locales et non en complémentarité.

En 1965, 260 000 experts sont employés dans les pays en voie de développement, au titre de l'assistance technique bilatérale et multilatérale. Le nombre de cadres formés dans les États nouvellement indépendants progressant au rythme de l'augmentation du nombre de diplômés, les effectifs des coopérants, en particulier français, commencent à diminuer dans les années 1970.

1980-1998 – Ajustements structurels, fin de la guerre froide, mondialisation

Les problèmes de balance des paiements et de dette extérieure des pays en développement consécutifs aux crises des années 1970 suscitent la mise en place par le FMI et la Banque mondiale de processus d'ajustements structurels. Leurs programmes d'économies poussent à la réduction de l'assistance technique tout en mobilisant de nouvelles compétences. Si elle garde son rôle dans la gestion de projets d'investissement, la coopération technique française se redéploie de la même façon sur la formulation de politiques sectorielles ou macroéconomiques. La fin de la guerre froide balaye l'ancien clivage économie de marché/socialisme pour imposer le thème de la « bonne gouvernance », vue comme une gestion efficiente des institutions. Ce thème devient central dans la coopération technique.

Dans cette période, la part de la coopération technique au sein de l'aide française passe de 40 % en 1982 à 15 % en 1996, et le nombre de coopérants techniques de 23 000 à la fin des années 1970 à moins de 2 000 en 2004. La coopération technique est cependant en croissance dans les anciens pays communistes, pour appuyer leur transition vers l'économie de marché, et les pays d'Europe centrale et orientale plus particulièrement dans la perspective de leur adhésion à l'Union européenne.

Pour remobiliser les États, des objectifs internationaux du développement sont formulés dès 1996, repris en 2000 dans la Déclaration du millénaire. Les attentes se transforment : après une approche en termes d'effort économique, il s'agit de lutter davantage contre les inégalités, en mettant notamment en place une protection sociale minimale en faveur des plus pauvres. Dans ce cadre, l'accent est également mis sur la gouvernance et l'efficacité des institutions, consacrant ainsi

le rôle de la coopération technique dans cette politique de développement.

1999–2014 – Réformes et renouveau

2000-2007 –
L'européanisation

En écho à l'aspiration de la Commission de coordonner une politique de développement européenne, un réseau européen des opérateurs de développement, l'European Network of Implementing Development Agencies (EUNIDA), est créé en 2000 pour recevoir des délégations directes de fonds, ce qui améliore l'accès à des marchés importants. Puis, en 2007, le Practitioners' Network for European Development Cooperation constitue une plateforme ouverte d'échange, de coordination et d'harmonisation.

2014 – Une nouvelle loi pour la coopération française

La loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale décide la création d'Expertise France par la fusion de plusieurs entités, pour centraliser et renforcer la coopération technique internationale.

2015 – Refondation de la coopération internationale

En cette année charnière se tiennent, en juillet, la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement, en septembre, l'Assemblée générale des Nations Unies qui adopte les 17 Objectifs de développement durable (ODD), applicables à tous les pays, et en décembre, la COP21 sur le climat où l'accord de Paris entre tous les États de la planète les engage pour contenir le réchauffement climatique.

En 1998, l'absorption du ministère de la Coopération par le ministère des Affaires étrangères redéfinit l'action de l'État en faveur du développement. À l'État et aux ministères l'orientation politique de l'aide au développement, à l'AFD, opérateur « pivot » de cette politique, sa mise en œuvre via la gestion des prêts et des dons aux pays partenaires.

La gestion des assistants techniques est répartie entre le ministère des Affaires étrangères, pour ceux placés en position de conseil auprès des autorités des pays partenaires et organisations internationales, et l'AFD pour la coopération technique sectorielle. En parallèle, un groupement d'intérêt public, France coopération internationale (FCI), est créé en vue de mobiliser experts et opérateurs pour des missions de toute durée sur financement français ou international. Les pays d'Afrique francophone restent les premiers destinataires de l'assistance technique. Leurs besoins sont en termes d'appui aux réformes, d'expertise sectorielle, d'ingénierie administrative, de politiques de développement et de lutte contre la pauvreté.

France coopération internationale devient en 2010 un établissement public à caractère industriel et commercial sous le nom de France expertise internationale (FEI). La France déploie moins de 1 000 experts en 2011. Les effectifs ont fondu et l'activité s'est transformée en profondeur. Il est temps de repenser l'activité.

2015– 2025 – Répondre aux défis de 2030

Le 1^{er} janvier 2015, Expertise France est créé par la fusion de FEI, de l'opérateur des ministères économiques et financiers ADETEF, et de quatre opérateurs de la sphère sociale : ESTHER, GIP Inter, SPSI et ADECRI. Sébastien Mosneron-Dupin, chargé de sa préfiguration, en devient le premier directeur général, et Jean-Christophe Donnelier le premier président de son conseil d'administration. En cette année de mobilisation pour le développement, Expertise France réalise un changement d'échelle pour de plus grands impacts et une meilleure circulation des bonnes pratiques comme des innovations.

L'organigramme est conçu à partir des secteurs d'intervention regroupant plusieurs activités des différents opérateurs autour de quatre grandes thématiques : gouvernance et droits humains ;

paix, stabilité, et sécurité ; climat, agriculture et développement durable ; santé, protection sociale et emploi.

L'activité d'Expertise France croît très rapidement, portée notamment par les financements de l'Union européenne, et l'opérateur devient de fait une référence au niveau européen, justifiant ainsi l'intuition qui avait précédé sa création en 2014. Une nouvelle culture d'entreprise s'affirme peu à peu. Un premier contrat d'objectifs et de moyens est signé en juin 2016.

En 2017, le président de la République, Emmanuel Macron, fixe l'effort de la France pour la solidarité internationale à 0,55 % du RNB à l'horizon 2022. La direction d'Expertise France connaît plusieurs changements, Bénédicte Fauvarque-Cosson devient présidente par intérim du conseil d'administration, avant la nomination de Nathalie Pilhes en avril 2018 puis de Laurence Tubiana en septembre 2018. Le 30 novembre 2018, Jérémie Pellet prend ses fonctions de directeur général de l'agence.

Après le temps des coopérants, celui des assistants techniques, puis des experts à la recherche de la bonne gouvernance, arrive une génération de prestataires-ensemblers, une expertise nouvelle, tournée vers les objectifs de développement durable des Nations Unies.

La loi de 2014 prévoyait la fusion de tous les opérateurs, c'est fait fin 2020. Ainsi, la rationalisation de la coopération technique étant réalisée pour mieux répondre à la demande des clients et à l'impératif d'efficacité, s'engage le processus d'intégration à l'AFD. Les échanges s'intensifient, les directions régionales accueillent un coordinateur d'Expertise France.

Le groupe ainsi constitué réunit la capacité de financer (AFD), à mettre en œuvre directement des projets (Expertise France), et à promouvoir le secteur privé (Proparco). Ainsi s'ouvre une aventure humaine ambitieuse, à la hauteur des grands défis du monde de demain.

A history at the crossroads of several traditions

FRANÇOIS PACQUEMENT
ACADEMY FOR OVERSEAS SCIENCES

The first ten years of Expertise France are rooted in the history of technical cooperation, which preceded Official Development Assistance policies.

The institution has inherited numerous traditions, which it is reinventing through its growth and its closer ties with Agence française de développement (AFD).

Before 1959 – Birth of the French cooperation system

The first technical assistance activities¹ date back to the creation of the League of Nations, the first international institution with a universal vocation. They subsequently developed after the Second World War in the framework of the multilateral system (United Nations, World Bank), whereby each institution offered expertise to governments seeking assistance to transpose standards and conventions.

Then, with the prospect of independence, the colonial administrations established mechanisms to enable the newly independent States to take over. For France, whose post-Second World War efforts were not sufficient to train a generation of local officials, a number of members of the colonial administration remained in office, as cooperation officers placed at the disposal of the host country.

1960-1980 – Development of a French technical cooperation policy

In the 1960s, the landscape of Official Development Assistance in France was reconfigured around four institutions: the Ministry of Cooperation, which managed grants and technical cooperation for former French colonies in Africa, the Ministry of Foreign Affairs, with a mandate for the other countries, the Ministry of Finance and Economic Affairs, which managed export subsidies, and the Caisse Centrale de Coopération Économique, the predecessor of AFD, which distributed loans. The first two directly managed more than a quarter of French aid, with the Ministry of Finance and Economic Affairs passing through multilateral contributions and the Caisse Centrale. In addition, there were numerous bodies conducting international technical cooperation activities, with the effect that the French system was very complex and marked by a lack of government coordination.

It was also in the 1960s that consideration was given to the nature and effectiveness of technical cooperation for the first time. A public report in 1962 saw in this activity “an international moral duty” with a delicate challenge: combine the expectations of the partner country, the policy priorities of France, international competition, and the long-term effectiveness of the action taken. During this period, multilateral institutions were the main source of doctrine and often played a part in leading and coordinating technical cooperation.

¹ See François Pacquement, *Histoire de la coopération technique : une généalogie d'Expertise France*, Paris, Karthala, coll. « Les terrains du siècle », 2021.

In addition, while this technical cooperation was anchored in knowledge of the fields of operation, attentive to the specific characteristics of their diverse situations, it was not free from criticism, in particular as it could act as a substitute for local competences, rather than being complementary to them.

In 1965, 260,000 experts were employed in developing countries under bilateral and multilateral technical assistance. The number of officials in the newly formed independent States grew with the increase in the number of graduates, while the number of cooperation officers, in particular from France, started to decline in the 1970s.

1980–1998 – Structural adjustments, end of the Cold War, globalisation

The difficulties experienced by developing countries with their balance of payments and external debt following the crises of the 1970s prompted the International Monetary Fund (IMF) and World Bank to introduce structural adjustment programmes. Their cost spending programmes led to a reduction of technical assistance, while mobilising new competences. While French technical cooperation maintained its role in investment project management, it was, in the same way, redeployed for the formulation of sectoral and macroeconomic policies.

The end of the Cold War swept away the former divide between the market economy and socialism, imposing the theme of “good governance”, which was considered as an efficient means of management for institutions. It became a central theme in technical cooperation.

During this period, the share of technical cooperation in French aid fell from 40% in 1982 to 15% in 1996, and the number of technical cooperation officers from 23,000 at the end of the 1970s to less than 2,000 in 2004.

Technical cooperation was on the contrary increasing in the former communist countries, to support their transition towards the market economy, and in Central and Eastern European countries with the prospect of European Union membership.

To rally the efforts of countries, international development objectives were formulated in 1996 and taken up again in the Millennium Declaration in 2000. Expectations were changing: following an approach based on economic effort, the objective was to do more to fight inequalities, in particular by establishing a social protection network for the poorest. In this context, the focus was also on governance and the effectiveness of institutions, thereby enshrining the role of technical cooperation in this development policy.

In 1998, The French Policy for development was redefined through the absorption of the Ministry of Cooperation by the Ministry of Foreign Affairs. The State and ministries now have authority for the orientation of the development assistance policy, with AFD being the central operator for this policy and its implementation through the management of loans and grants to partner countries. The management of technical assistants was distributed between the Ministry for Foreign Affairs, for those in advisory positions with the authorities of partner countries and international organisations, and AFD for sectoral technical cooperation. At the same time, a Public Interest Group, France Coopération Internationale (FCI), was created to mobilise experts and operators for missions of any duration with French or international financing. Franco-phone African countries continued to be the main recipients of technical assistance. Their needs included support for reforms, sectoral expertise, administrative engineering, development policies, and the fight against poverty.

In 2010, France Coopération Internationale became a public industrial and commercial undertaking, taking the name of France Expertise Internationale (FEI). France deployed less than 1,000 experts in 2011. There was a sharp drop in staff numbers and a major transformation in the activity. It was time to rethink this activity.

2000–2007 – Europeanisation

In keeping with the desire of the Commission to coordinate a European development policy, a European network of development operators, the European Network of Implementing Development Agencies (EUNIDA), was created in 2000 to receive direct delegations of funds, which improved access to major markets. Then, in 2007, the Practitioners' Network for European Development Cooperation provided an open platform for exchanges, coordination, and harmonisation.

2014 – A new law for French cooperation

The Act on Guidelines and Programming Regarding Development Policy and International Solidarity established the creation of Expertise France through the merger of several bodies to centralise and strengthen international technical cooperation.

2015 – Overhaul of international cooperation

This milestone year saw the organisation of the Addis Ababa Conference on Financing for Development in July, the United Nations General Assembly in September, which adopted the 17 Sustainable Development Goals (SDGs) applicable to all countries, and COP21 in December on the climate, where the Paris Agreement between every country in the world commits them to contain global warming.

2015– 2025 – Addressing the challenges of 2030

On 1 January 2015, Expertise France was created through the merger of FEI, the operator of the Ministries of Economy and Finance, ADETEF, and four operators from the social sphere: ESTHER, GIP Inter, SPSI and ADECRI. Sébastien Mosneron-Dupin was tasked with the preparation for its creation and became its first Chief Executive Officer, and Jean-Christophe Donnelier the first Chair of its Board of Directors. In this year of mobilisation for development, Expertise France grew in size with a view to achieving greater impact and improving the dissemination of good practices and innovations.

The organisation chart was devised on the basis of sectors of operation combining several activities of the various operators into four main thematic areas: governance and human rights; peace, stability and security; climate, agriculture and sustainable development; health, social protection and employment.

Expertise France's activity experienced extremely rapid growth, driven in particular by European Union financing, making the operator a reference at European level, and thereby giving reason

2022 — Expertise France joins AFD Group

The Programming Act on Inclusive Development and Combating Global Inequalities established the integration of Expertise France into AFD Group on 1 January 2022.

to the intuition behind its creation in 2014. A new company culture was gradually established. A first Means and Objectives Contract was concluded with the State in June 2016.

In 2017, the French President, Emmanuel Macron, set a target for France's international solidarity effort of 0.55% of GNI by 2022. At Expertise France, Bénédicte Fauvarque-Cosson was appointed Acting Chair of the Board of Directors prior to the appointment of Nathalie Pilhes in April 2018, then Laurence Tubiana in September 2018. On 30 November 2018, Jérémie Pellet took office as Chief Executive Officer of the agency.

The periods of cooperation officers, technical assistants, and experts in pursuit of good governance were followed by the arrival of a generation of lead service providers, a new form of expertise focused on the United Nations Sustainable Development Goals.

The 2014 Act provided for the merger of all the operators. This was achieved at the end of 2020. With technical cooperation thus streamlined, to provide a more effective response to client needs and the imperative of effectiveness, the process for the integration into AFD began. The discussions intensified and the regional offices received an Expertise France coordinator.

The Group thus formed gathers the capacity to finance (AFD), directly implement projects (Expertise France), and promote the private sector (Proparco). It thereby paves the way for an ambitious human adventure able to rise to the major challenges facing the world of tomorrow.





Au cœur
de l'action

Inside
the action

Cassilde Brenière

DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE
EN CHARGE DES OPÉRATIONS

Cassilde Brenière

DEPUTY CEO IN CHARGE
OF OPERATIONS



Les équipes d'Expertise France œuvrent sans discontinu sur le terrain avec un objectif fondamental : bâtir un monde plus soutenable, solidaire et en paix. L'agence intervient aujourd'hui dans près de 150 pays à travers le monde pour partager des savoir-faire et renforcer les politiques publiques dans les domaines de la gouvernance financière et démocratique, des droits humains, des migrations, de l'égalité femmes-hommes mais aussi de la stabilité et de la sécurité humaine. Elle intervient également sur des thématiques comme le climat, la biodiversité, l'éducation, la formation professionnelle, la protection sociale, la sécurité alimentaire, la santé, l'entrepreneuriat, la culture, le numérique ou le sport. Afin de marquer nos dix années d'action, nous avons choisi d'interroger les femmes et les hommes qui symbolisent cet engagement et qui témoignent de la confiance que nos partenaires nous accordent.

Et pour mettre en lumière ces dix projets, nous avons choisi de leur donner la parole car ce sont eux qui rendent possible la réussite de chaque initiative.

Expertise France's teams work continuously on the ground with one fundamental objective: to build a more sustainable world based on solidarity and peace. Today, the agency works in nearly 150 countries around the world to share expertise and strengthen public policies in the fields of financial and democratic governance, human rights, migration, gender equality as well as stability and human security. The agency is also involved in issues such as climate, biodiversity, education, professional training, social protection, food security, health, entrepreneurship, culture, digital technology and sport. To mark our 10th year of action, we have chosen to interview the men and women who symbolise this commitment and who testify to the trust our partners have placed in us.

And to highlight these ten projects, we have chosen to give them a voice, because they are the ones who ensure the success of each initiative.





A man with short dark hair, wearing a bright yellow polo shirt, is shown in profile from the chest up, looking towards the right. He is holding a large, dark, heavily textured wooden object, possibly a traditional musical instrument or a ceremonial staff, which has a bulbous, ribbed section. The background is slightly out of focus, showing a white metal structure. The back of his yellow shirt has green text and logos.

**Musée
National Museum**
Yaoundé - Cameroun
Musée National du Cameroun Musée National du Cameroun
Tél: +2371 222 23 85 99 2371 655 56 027

Valoriser
le patrimoine culturel
au Cameroun
et au Bénin

Promoting cultural
heritage in Cameroon
and Benin

Modernisation du Musée national du Cameroun, Yaoundé

Expertise France a commencé à travailler avec le Musée national du Cameroun en 2018 lorsque le ministère camerounais des Arts et de la Culture (MINAC) décida de développer le musée pour valoriser la diversité culturelle du pays afin d'en faire un pôle de référence pour les musées de toute l'Afrique de l'Ouest. Après plusieurs faux départs puis la pandémie de Covid-19 et l'arrivée d'un nouveau directeur de musée, Hugues Heumen Tchana, le projet financé par l'Agence française de développement a été redéfini afin de mieux comprendre les besoins et les attentes du musée. Le projet initial prévoyait beaucoup d'assistance technique, peu d'équipement et aucune coordination sur place. En 2022, le recrutement d'un coordinateur sur place permit de renforcer l'ancrage local. Le travail était souvent réalisé en binôme, avec un expert français et un expert camerounais. Le nouveau programme incluait d'aider le musée à opérer des changements visibles, comme la réorganisation de ses espaces avec une nouvelle scénographie par exemple, et à répondre à ses besoins techniques. Une formation portant sur la conservation préventive et curative des 4 500 œuvres d'art de la collection du musée a été délivrée, et la gestion des réserves où est conservée la collection a été réaménagée et assainie.

Modernising the National Museum of Cameroon Yaoundé

Expertise France began to work with the National Museum of Cameroon back in 2018 when the Cameroonian Ministry of Arts and Culture (MINAC) decided to develop the museum to showcase the country's cultural diversity as well as turning it into a reference point for museums across West Africa. After several false starts, the advent of Covid-19, and the arrival of a new museum director, Hugues Heumen Tchana, the project financed by the Agence française de développement (AFD) was re-oriented to better understand the needs and expectations of the museum. The initial project had envisioned much technical assistance, little provision for equipment, and no on-site coordination. In 2022, an on-site coordinator was brought on board increasing the local foothold; work was often completed in pairs, with one French expert and one Cameroonian expert. The new programme included helping the museum make visible changes such as reorganising its spaces with new scenography, for example, as well as meeting its technical needs. Training was provided for preventive and curative conservation of the museum's 4500 artworks in its collection, and its reserve where the collection is kept was redesigned and sanitised.

Hugues Heumen Tchana

Directeur du Musée national de Yaoundé

Quand avez-vous commencé à vous intéresser à la culture, à l'archéologie et à la muséologie ?

J'ai d'abord étudié le droit et l'histoire, puis j'ai obtenu un master à l'université Senghor d'Alexandrie [Égypte] et c'est là que tout a commencé, avec un diplôme en patrimoine culturel, développement et gestion. J'ai fait des stages dans divers musées de différents pays, puis je suis rentré au Cameroun et j'ai obtenu un doctorat en muséologie.

Comment s'est déroulée la coopération entre le musée et Expertise France ? Quelles ont été les difficultés rencontrées et comment ont-elles été surmontées ?

Lorsque j'ai pris mes fonctions de directeur en 2020, le projet avec Expertise France avait déjà débuté. Une importante assistance technique était prévue, mais le concept me dérangeait. Nous avions davantage besoin d'objectifs concrets en matière de formation et d'équipement. Expertise France était ouverte à cette idée et le budget a été réaffecté, ce qui a fait toute la différence. Au départ, presque aucun Camerounais n'était impliqué, aussi nous avons développé l'expertise locale. Nous avons créé un poste à temps plein occupé par un Camerounais et grâce à cette présence sur le terrain, les choses ont avancé plus rapidement. La formation à la scénographie s'est très bien déroulée, et les instructeurs camerounais et français ont collaboré.

Pouvez-vous décrire l'impact qu'a eu, concrètement, le projet ?

La réserve du musée a été réaménagée et équipée. Des espaces d'exposition ont été réaménagés. Expertise France a contribué à la

Hugues Heumen Tchana

Director of Yaoundé's National Museum

When did you become interested in culture, archaeology, and museology?



I first studied law and history, then I got a master's at the Université Senghor in Alexandria [Egypt] and that's where it all began, with a degree in Cultural Heritage, Development and Management. I completed internships in various museums in different countries and then returned to Cameroon and got a doctorate in museology.

How did the cooperation between the museum and Expertise France go—what were some of the challenges and how were they overcome?

When I arrived as director in 2020 the project with Expertise France had already started. There were provisions for a lot of technical assistance, but the concept troubled me—we didn't need that so much as concrete goals with training and equipment. They were open to that, and the budget was reallocated which made all the difference. Initially there were hardly any Cameroonians involved so we increased local expertise. A full-time position with a Cameroonian was created, and with someone on the ground that meant that things moved forward more quickly. The training for scenography went very well, for example, with Cameroonian and French instructors working together.

Can you describe the tangible impact that the project made?

The museum reserve was redesigned and equipped. There were exhibition spaces that were redesigned. Expertise France helped with training in scenography for a temporary

formation à la scénographie pour une exposition temporaire en collaboration avec le musée d'Angoulême.

Qu'est-ce qui, selon vous, serait important pour l'avenir du musée ?

J'aimerais voir des projets concrets se réaliser, comme la formation à la restauration, l'amélioration du hall d'accueil du Musée national, la rénovation des salles d'exposition des archives photographiques, et l'achèvement de la modernisation des réserves.

exhibition in collaboration with the musée d'Angoulême.

What would be important to you in the future for the museum?

I would like to see concrete projects being realised, such as training in restoration, improvement of the National Museum's reception hall, renovation of the photo archives exhibition rooms, and completion of the modernisation of the reserves.

Jane Echinard

Responsable du laboratoire Arc'Antique

Outre sa fonction de cheffe de service, Jane Echinard dirige la division archéologique du laboratoire Arc'Antique à Nantes et apporte son expertise aux musées en matière de conservation préventive.

À Yaoundé, elle s'est attachée à définir les besoins pour la mise en œuvre du projet de collections, à former le personnel à la gestion des collections et des réserves, et à étoffer les compétences en coordonnant des formations spécifiques : lutte contre les insectes, photographie documentaire, transport de collections lourdes et conditionnement des objets. Le travail sur les collections et les réserves du musée a été un vrai challenge. L'aspect le plus positif du projet a été l'expérience humaine avec le personnel du musée. Toutes les sphères culturelles du Cameroun sont représentées au musée, et le personnel a un réel sens du service public, dit-elle : « le musée représente leur identité et ils ont volontiers partagé leurs anecdotes et leurs connaissances. » Des sessions de formation de quinze jours ont eu lieu à Nantes, et elle a



Jane Echinard

Head of Arc'Antique Lab

Besides being the department head, Jane Echinard runs the archaeological division of the Arc'Antique laboratory in Nantes and provides expert advice in preventive conservation to museums. In Yaoundé she focused on defining what was needed to implement the collections project, training the staff to manage the collections and reserves, and supplementing skills by coordinating specific training courses which included: insect control, documentary photography, transportation of heavy collections and the packaging of objects. Working on the museum's collection and reserve was a real challenge. The most positive aspect of the project was the human experience of working with the museum staff. Because all the cultural areas in Cameroon are represented at the museum, the staff has a real sense of public service, she said, "the museum represents their identity and they willingly shared anecdotes and their knowledge." Fifteen-day training sessions were held in Nantes, and she made a number of visits to Cameroon. "From a professional

effectué plusieurs visites au Cameroun. « D'un point de vue professionnel, mon objectif était de leur donner les outils pour leur permettre de gérer leur patrimoine. » Un conservateur de musée externe, Gamaliel Njoya Ntieche, a également été recruté vers la fin de la mission de Jane Echinard, ce qui lui a grandement facilité la tâche. Formé à l'université de Yaoundé, « il était efficace et motivé par son patrimoine ». Les collections ont été photographiées, fumigées pour éradiquer les termites et autres insectes, emballées et cataloguées en vue de futurs projets de restauration ou d'exposition. « L'objectif consistait à évaluer la collection et à déterminer comment la valoriser au mieux, et je pense que nous avons réussi. » L'un des défis qui s'est posé concernait les produits utilisés lors de la restauration, principalement des produits pétrochimiques importés de Chine ou d'Europe. Cette situation a conduit Jane Echinard à s'intéresser à la manière dont les objets pouvaient être restaurés et préservés à l'aide de moyens moins invasifs et disponibles à l'échelle locale. À l'avenir, il pourrait être utile, selon elle, de coopérer avec le ministère de l'Agriculture, qui connaît bien la production locale, et de cibler les produits qui peuvent être produits localement pour permettre la rénovation ou même la conception d'espaces muséaux. Il s'agit de considérer la valeur patrimoniale et symbolique des objets et de les valoriser pour en tirer le meilleur parti.

point of view my objective was to leave them with a toolbox to be able to manage their patrimony.” An external museum curator, Gamaliel Njoya Ntieche was also recruited towards the end of Echinard’s assignment, which made her job much easier, she said. Trained at the University of Yaoundé, “he was efficient and motivated about his heritage.” Artifacts were photographed, fumigated to eradicate termites and other insects, packed up and catalogued for future restoration or exhibition projects. “The aim was to assess the collection and determine how it could be valued to its fullest, and I think we succeeded,” said Echinard. One challenge that arose was that the products being used for restoration were mostly petrochemicals and imported from China or Europe. This led Echinard to focus on how objects can be restored and preserved using gentler, locally available means. Looking ahead, it might be useful, she said, to establish a link with the Ministry of Agriculture, which is familiar with local production, and target which products for renovation or even design for museum spaces can be produced locally. It’s really about considering the heritage and symbolic value of objects and enhancing them to make the most out of them, says Echinard.

Préserver les palais royaux d'Abomey, un site d'exception au Bénin

En 1985, les palais royaux d'Abomey ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Depuis 2019, Expertise France coordonne, sur fonds de l'AFD, la réalisation des diagnostics techniques afin d'assurer la rénovation et la conservation du site. Un plan de formation a été lancé avec l'Agence nationale de valorisation du patrimoine du Bénin et Expertise France, qui a fait appel aux Compagnons du devoir, une organisation française d'artisans. Les techniques traditionnelles béninoises ont pour la plupart disparu, faute de traces écrites laissées par les anciens artisans. Dimitri Andriot, maçon de formation, a dirigé la formation sur le chantier à Abomey.

Dimitri Andriot

Chargé de développement international des Compagnons du devoir et du Tour de France

Pouvez-vous nous décrire la formation d'Abomey et ce qui vous a le plus surpris ?

Au cours de leur formation à Abomey, les artisans ont suivi un programme intensif de 1 600 heures alliant théorie et pratique. Ils ont appris à lire les plans et les techniques de construction dans différents domaines tels que la charpente, la maçonnerie, la menuiserie, la sculpture sur bois et sur terre, l'électricité et la couverture en chaume. Ce qui nous a le plus surpris, c'est la volonté, le courage et l'enthousiasme des travailleurs. Leur soif d'apprendre et leur attitude toujours positive ont été un réel plaisir et ont motivé



Preserving the royal palaces of Abomey, an exceptional site in Benin

In 1985 the royal palaces of Abomey were inscribed on the UNESCO World Heritage Site roster. Since 2019, with funding from AFD, Expertise France has been coordinating technical diagnostics in order to prepare for the renovation and conservation of the site. A training project was launched with Benin's National Heritage Development Agency and Expertise France which brought in the organisation of craftsmen and artisans, Les Compagnons du Devoir. Traditional techniques in Benin disappeared for the most part as no written records were left by elder craftsmen. Dimitri Andriot, a mason by trade, headed the construction site training in Abomey.

Dimitri Andriot

Head of International Development for *Les Compagnons du devoir* et du *Tour de France*

Can you describe the training session in Abomey, and what surprised you the most?

During their training in Abomey, the craftsmen followed an intensive 1,600-hour programme combining theory and practice. They learned how to read plans and construction techniques in various fields such as carpentry, masonry, joinery, wood and earth carving, electricity and thatch roofing. What surprised us most was the willingness, courage and enthusiasm of the workers. Their eagerness to learn and their consistently positive attitude were a real pleasure and motivated the instructors.

les instructeurs. Les Béninois ont une capacité admirable à aller de l'avant et à trouver une solution à chaque problème, ce qui a grandement contribué à l'atmosphère positive des sessions de formation.

Quels ont été les plus grands défis pendant la formation ?

Le plus grand challenge a été de réaliser un projet de formation dans les délais impartis, tout en transmettant les compétences nécessaires aux artisans en faisant preuve de précision et de rigueur. Nous avons dû gérer la complexité de la construction tout en dispensant une formation de qualité, ce qui a nécessité une coordination impeccable et une flexibilité constante face aux imprévus.

Quels ont été les résultats les plus positifs ?

Les résultats les plus positifs ont été la satisfaction générale des participants et la réussite du chantier-école, qui s'est très bien déroulé. De plus, il est extrêmement gratifiant de voir les artisans mettre en pratique, sur leurs propres chantiers, les méthodes qu'ils ont apprises dès le lendemain de la formation. Leur efficacité et leur évolution rapide témoignent de la qualité de la formation et de leur volonté de mettre en pratique leurs nouvelles compétences.

The Beninese have an admirable ability to move forward and find a solution to every problem, which greatly contributed to the positive atmosphere of the training sessions.

What were some of the greatest challenges during the training sessions?

The greatest challenge was to carry out a training project within the allotted time, while passing on the necessary skills to the craftsmen with precision and rigour. We had to manage the complexity of the construction while providing high-quality training, which required impeccable coordination and constant adaptability to unforeseen circumstances.

What were some of the most positive outcomes?

The most positive results were the general satisfaction of the participants and the success of the training site, which turned out very well indeed. What's more, it was extremely gratifying to see the craftsmen applying the methods they had learned the day after the training course on their own sites. The fact that they were so efficient and evolved so quickly is testament to the quality of the training and also to their commitment to using their new skills.



Renforcer
les capacités
des organisations
de la société civile
libanaise

Bolstering
the capabilities
of Lebanese civil
society organisations

Expertise France travaille depuis de nombreuses années avec des partenaires libanais. Face à l'instabilité récente du pays due aux crises politiques et économiques aggravées par l'instabilité régionale, la présence de plus d'un million de réfugiés syriens, les explosions de 2020 qui ont frappé le port de Beyrouth et la guerre qui sévit à Gaza, le soutien est constant et plus que jamais indispensable.

Propos recueillis en juin 2024

L'un des projets phares de l'agence consiste à travailler avec des OSC libanaises (organisations de la société civile) pour améliorer la prévention et la gestion des crises. Le premier projet Shabake (« réseau », en arabe), débuté en 2019, consistait à renforcer les capacités des OSC afin de répondre aux crises en général, et plus particulièrement à la crise des réfugiés syriens qui a eu un profond impact humanitaire et socio-économique sur le pays. S'appuyant sur le concept de stabilisation et de résilience du premier Shabake, Shabake 2, qui a débuté en 2022 et se poursuivra jusqu'en 2025, travaille avec les OSC au Liban pour mettre en œuvre des projets de réduction des vulnérabilités, renforcer la localisation de l'aide au bénéfice des populations vulnérables, et répondre efficacement aux situations d'urgence et aux crises en cours au Liban.

Shabake 2 est mis en œuvre par Expertise France et financé par l'Agence française de développement (AFD) et le Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Trente-huit OSC sont partenaires du projet Shabake 2, dont l'organisation de développement humain durable Akkarouna à Tripoli, dans

le nord du Liban, Sawa for Development and Aid dans la plaine de la Bekaa, et l'association SHEILD dans le sud du Liban.

SHEILD a été fondée il y a dix-huit ans pour aider les personnes vulnérables dans le Sud. Elle dispose d'une unité d'intervention rapide et de réponse aux crises qui a été particulièrement active depuis l'escalade de la violence le long de la frontière sud du Liban avec Israël depuis le 7 octobre 2023.

Le nombre de victimes civiles a augmenté en raison des frappes aériennes israéliennes, de l'endommagement des systèmes d'approvisionnement en eau ainsi que des installations de soins de santé. Les services de base sont extrêmement limités, les écoles ne sont ouvertes que par intermittence et le nombre de personnes déplacées au sein du pays ne cesse d'augmenter. En outre, de nombreux habitants du Sud vivent de l'agriculture, et les agriculteurs ne peuvent pas accéder à leurs champs ou récolter leurs cultures à cause des bombardements.

Expertise France has worked with Lebanese partners for many years. In light of the country's recent instability due to political and economic crises compounded by regional instability, the presence of over one million Syrian refugees, the 2020 explosions in the Port of Beirut, and the war in Gaza, support is ongoing and more vital than ever.

Interviews conducted in June 2024

One of the agency's flagship projects has been working with Lebanese CSOs (civil society organisations) to improve crisis prevention and management. The first Shabake (network, in Arabic) project began in 2019, working with Lebanese CSOs to build their capacities in order to respond to crises in general, and more specifically to the Syrian refugee crisis which had a profound humanitarian and socio-economic impact on the country.

Building on the first Shabake's concept of stabilisation and resilience, Shabake 2, which began in 2022 and will run until 2025, works with civil society organisations (CSOs) in Lebanon to implement actions that will reduce vulnerabilities, improve localisation of aid for populations in need, and efficiently respond to emergency situations and ongoing crises in Lebanon.

Shabake 2 is implemented by Expertise France and financed by the Agence française de développement (AFD) and the Centre de Crise et de Soutien (CDCS) of the French Ministry for Europe and Foreign Affairs.

38 CSOs are partners of the Shabake 2 project, including the sustainable human development organisation, Akkarouna, in Tripoli, in northern Lebanon, Sawa for Development and Aid in the

Bekaa Valley, and the SHEILD association in southern Lebanon.

SHEILD was founded 18 years ago to help vulnerable people in the south. It has a rapid response and crisis response unit which has been particularly active since the escalation of violence along Lebanon's southern border with Israel since October 7, 2023.

Civilian casualties have surged due to Israeli airstrikes, water infrastructures have been damaged as have healthcare facilities. Basic services are extremely limited, schools have only been open periodically, and the number of internally displaced people is increasing. Furthermore, the livelihood of many people in the south comes from agriculture, and farmers are unable to reach their fields or harvest crops because of shelling.

Eva Homsî

Directrice du programme de protection
SHEILD

Eva Homsî vit à Marjayoun, à dix kilomètres de la frontière israélienne. Elle dirige le programme de protection SHEILD qui se concentre sur les zones d'intervention suivantes : Saïda, Jezzine, Zahrani, Tyr, Nabatieh, Bint-Jbeil, Hasbaya et Marjayoun. Le projet Shabake 2 a débuté sa collaboration avec SHEILD en décembre 2023, en les aidant à mettre en place cinq cliniques mobiles dirigées par des travailleurs sociaux qui gèrent des groupes de soutien psychosocial pour les familles locales et déplacées, avec une attention particulière portée aux enfants. Depuis le début du mois d'octobre, 30 000 enfants ont fui le sud du Liban avec leur famille et on estime que 20 000 enfants ont été privés d'enseignement.

Étant donné que le Sud est en situation d'urgence, l'un de ses principaux défis consiste à veiller à la sécurité de son personnel, souligne-t-elle, faisant référence aux frappes israéliennes quasi quotidiennes. Elle échange continuellement avec les différentes municipalités afin de « s'efforcer de prendre des risques calculés en ce qui concerne les bombardements, même s'il est impossible de garantir une quelconque sécurité ».

Les défis sont multiples et concernent notamment « un énorme manque de services de santé mentale ». « Les déplacés ont besoin de suivre une thérapie réelle et approfondie, et ce, pendant plus de trois mois. »

La plupart du temps, dit-elle, les ONG distribuent des objets physiques, comme des matelas, des oreillers ou des couvertures, mais les populations ont aussi besoin de soins de santé et n'ont pas les moyens d'y accéder. Seules deux ou trois organisations implantées dans le Sud fournissent des services de santé. Eva Homsî se souvient d'un enfant diabétique

Eva Homsî

Director of the SHEILD Protection
Programme



Eva Homsî lives in Marjayoun, ten kilometres from the Israeli border. She heads SHEILD's Protection Programme which concentrates on the following areas of intervention: Saida, Jezzine, Zahrani, Tyre, Nabatiyeh, Bint Jbail, Hasbaya and Marjayoun.

The Shabake 2 project began working with SHEILD in December 2023, helping them organise five mobile clinics headed by social workers who run psychosocial support groups for families both local and displaced with a particular focus on children.

Since early October 30,000 children have fled southern Lebanon with their families and an estimated 20,000 children have not been able to go to school.

Given that the south is living an emergency situation, says Homsî, referring to nearly daily strikes by Israel, one of her challenges is trying to ensure that her staff remains safe. She is in constant communication with the various municipalities so that "we can take calculated risks regarding shelling, but still, you cannot guarantee safety."

The challenges are innumerable, among which "a big lack of mental health services," says Homsî. "People need real and deep therapy and for longer than just three months."

Most of the time, she says, NGOs distribute physical objects, such as mattresses or pillows and blankets, but people are also in need of healthcare and are unable to pay for it. There are only two or three organisations in the south which provide health services. Homsî recalled a child with diabetes who is displaced with his family from his home in Bint Jbail. "They used to receive medication for him for free but now they are in Nabatiyeh where they couldn't find his medication. The mother started having panic attacks because she couldn't find

qui a été déplacé avec sa famille de sa maison située à Bint-Jbeil. « Ils avaient l'habitude de recevoir les médicaments de l'enfant gratuitement, mais maintenant qu'ils vivent à Nabatieh, ils ne parviennent pas à trouver ses médicaments. Sa mère a commencé à avoir des crises d'angoisse parce qu'elle n'arrivait pas à trouver de médicaments pour son enfant et tous les membres de la famille étaient bouleversés. » Heureusement, cette histoire a connu une fin heureuse temporaire. Eva Homsy a trouvé un médecin à Nabatieh qui a suivi le cas du garçon auprès du ministère de la Santé et lui a fourni des médicaments pour les six mois à venir.

« Cette initiative s'est bien terminée et a eu un impact positif, mais les difficultés sont indépendantes de la volonté de chacun. »

D'après les enseignements qu'elle a tirés du projet Shabake 2, Eva Homsy estime qu'il serait constructif, à l'avenir, d'examiner les situations à haut risque qui nécessiteraient la création d'un budget d'urgence flexible. Venir en aide à des familles en situation d'urgence engendre des coûts inattendus et il est indispensable de faire preuve de flexibilité en pareils cas.

La coordination et la communication directe au sein de Shabake 2 ont été très fructueuses, souligne-t-elle. Lorsqu'on travaille dans des situations d'urgence, « il est très utile de bénéficier d'un système de soutien ». L'équipe de Shabake 2 « ne demandait pas seulement des objectifs et des résultats, elle s'inquiétait aussi de savoir si nous étions en sécurité, et parfois il nous arrivait de rester au téléphone ensemble jusqu'à 23 heures ».

medicine for her child and everyone in the family was overwhelmed.” Luckily this particular story has a temporary happy ending with Homsy finding a doctor in Nabatiyeh who followed up on the boy's case with the Ministry of Health and ensured medication for him for the next six months.

“This initiative was successful and had a positive impact, but the challenges are beyond everyone's control,” she says.

Based on the lessons learned from the Shabake 2 project Homsy says it would be constructive in the future to look into high-risk situations where a flexible emergency budget could be designed. There are many examples of unexpected costs in close case management of families in emergency situations and flexibility in these cases is a necessity.

Coordination and direct communication within Shabake 2 have been very successful, Homsy underlines. When working in emergency situations “having a support system is so helpful,” says Homsy. The Shabake 2 team “wasn't just asking for goals and numbers, they were also asking if we were safe, and sometimes we stayed on the phone together until 11pm.”

Maha Abla et Zeinab Hamdan

Deux bénéficiaires

Deux personnes ont, entre autres, bénéficié du programme Shabake : Maha Abla, qui est restée à Marjayoun où les affrontements et les bombardements sont quotidiens, et Zeinab Hamdan, déplacée du village frontalier de Meiss El Jabal, qui a subi d'importants dégâts à la suite de frappes aériennes et de bombardements. Toutes deux ont trois enfants et les deux petits-enfants de Zeinab Hamdan accompagnent également la famille déplacée.

Les filles de Maha sont toutes inscrites à l'université mais ne peuvent pas aller en cours de manière régulière pour des raisons de sécurité. Son mari était plombier et ses filles avaient un emploi à temps partiel, mais tous ont perdu leur travail.

« Tout est difficile et représente un défi », déclare Maha. « Notre vie entière a été détruite et nous avons peur chaque fois qu'un avion nous survole. » Maha a de la famille à Beyrouth mais il est dangereux de s'y rendre, si bien que les familles sont séparées et que leur vie est à l'arrêt. Auparavant, Maha n'avait jamais entendu parler de l'association SHEILD mais aujourd'hui, elle a participé à deux sessions de soutien psychosocial. Les participants ont pris part à des activités de groupe et ont bénéficié d'outils pour soulager la tension et le stress.

Maha a vécu de nombreuses attaques israéliennes et se souvient du jour où elle était dans un convoi avec ses enfants en 2006, qui fut pris pour cible par des frappes. Ses filles travaillent aujourd'hui avec la Croix-Rouge libanaise et la défense civile, et elle est encore plus inquiète pour leur sécurité. Le programme Shabake 2 a aidé Maha à « rencontrer de nouvelles personnes » et à prendre conscience qu'elle et sa famille n'étaient pas seules.



Maha Abla and Zeinab Hamdan

Two beneficiaries

Two of Shabake's beneficiaries are Maha Abla, who has remained in Marjayoun where there are clashes and bombardments on a daily basis, and Zeinab Hamdan who is displaced from the border village of

Meiss El Jabal which has suffered extensive damage from airstrikes and shelling.

Both women have three children, and Hamdan's two grandchildren are also with the displaced family.

Abla's daughters are all enrolled in university but can't go to classes on a regular basis because of safety issues. Her husband was a plumber and her daughters all had part-time jobs, but everyone has lost their job.

"Everything is hard, everything is a challenge," says Abla. "Our entire lives have been destroyed and we are afraid every time we hear a plane overhead." Abla has family in Beirut but traveling there is unsafe, so the families are separated, and life is suspended she says.

Abla hadn't heard about the SHEILD association before but since finding out about it has attended two psychosocial support sessions. Participants engaged in group activities and were given tools to relieve tension and stress.

Abla has lived through numerous Israeli attacks and recalls being in a convoy with her children in 2006 that was targeted by Israeli strikes. Her daughters now work with the Lebanese Red Cross and the Civil Defence which makes her even more frightened for their safety. For Abla the Shabake 2 program helped her to "meet new people and made us feel like we weren't alone."

Hamdan and her family moved several times since October but have temporarily settled in Nabatiyeh. She found group therapy to be a

Zeinab Hamdan et sa famille ont déménagé à plusieurs reprises depuis octobre, mais se sont temporairement installées à Nabatieh. Elle a réalisé que la thérapie de groupe représentait une aide importante, et précise que sa fille a été suivie par un psychologue car elle faisait des cauchemars récurrents et souffrait de dépression, ce qui rendait la vie quotidienne « impossible ».

La famille de Zeinab travaillait dans l'industrie du textile et de l'ameublement, ainsi que dans la récolte des olives, mais tous ces moyens de subsistance ont aujourd'hui disparu.

Le projet SHEILD/Shabake 2 a fait une énorme différence dans sa vie, dit-elle. « Avant, j'avais peur de sortir de chez moi, même pour prendre l'air, mais j'ai découvert que je pouvais sortir et échanger avec d'autres membres de la communauté. »

substantial help, and says her daughter received additional care from a psychologist as she had recurring nightmares and suffered from depression, making daily life “impossible.” Hamdan’s family used to work in the textile and furniture industry as well as harvesting olives but now all livelihood has ceased to exist. The SHEILD/Shabake 2 project has made a huge difference in her life, she says. “Before, I was afraid to leave my house even for a breath of fresh air, but I’ve learned that I can go out and exchange with other members of the community.”



Préserver
la biodiversité
dans l'océan Indien

Preserving
the biodiversity
in the Indian Ocean

L'objectif du programme Varuna est de mettre la biodiversité au cœur de toutes les décisions afin de protéger la biodiversité exceptionnelle de la région et d'atténuer la menace d'érosion due à l'activité humaine qui pèse sur elle. L'océan Indien est considéré comme un point chaud de biodiversité hautement prioritaire au niveau mondial, et Varuna vise à rassembler les partenaires de la région pour travailler à sa préservation au bénéfice de ses habitants.

Le programme Varuna a débuté en 2022 et se poursuivra jusqu'en 2026. Il est financé par l'Agence française de développement (AFD) et mis en œuvre par Expertise France. Intervenant directement dans les îles du sud-ouest de l'océan Indien, Varuna se compose de huit projets, mis en œuvre à l'aide d'un réseau de sept partenaires ayant une grande expérience de la région de l'océan Indien, avec un objectif commun : mettre la biodiversité au cœur de toutes les décisions. Les huit projets de Varuna sont structurés autour de trois composantes qui comprennent la structuration des réseaux d'acteurs régionaux pour encourager les efforts coordonnés de préservation de la biodiversité, l'appui à l'intégration des enjeux de transition écologique auprès des acteurs économiques de la région, et l'appui et la promotion du dialogue sur les questions de biodiversité entre les scientifiques et les communautés afin d'accroître la prise de conscience. Ces projets incluent la structuration d'un réseau de gestionnaires d'aires marines protégées afin de partager des outils et des bonnes pratiques, ou le développement d'un réseau d'universitaires impliqués dans la production de connaissances et d'outils sur le capital naturel et les services

écosystémiques afin d'éclairer la prise de décision. Deux autres projets visent à renforcer le dialogue entre les acteurs publics et privés en travaillant avec l'union des chambres de commerce et d'industrie de la région pour mettre l'accent sur la biodiversité, le capital naturel et les solutions fondées sur la nature. Expertise France s'intéresse également à cette thématique en finançant des initiatives du secteur privé dans la région avec le Business Biodiversity Fund Indian Ocean. Deux projets culturels ont été lancés : une exposition itinérante à Madagascar organisée avec le Muséum national d'histoire naturelle visant à sensibiliser le grand public, prévoyant des formations et des outils disponibles notamment pour les jeunes, et le lancement d'une revue de vulgarisation scientifique, *Gecko*, diffusée à Madagascar et dans d'autres régions. Enfin, un projet « Living Labs » (« laboratoires vivants » en français) visant à développer des innovations techniques et sociales dans le domaine de la conservation et des systèmes forestiers est mis en œuvre.

The Varuna programme's goal is to put biodiversity at the heart of all decisions in order to protect the region's exceptional biodiversity and lessen the threat of its erosion brought on by human activity. The Indian Ocean is considered a high priority biodiversity hotspot on a global level and Varuna aims to bring together partners in the region to work on its preservation for the benefit of the region's inhabitants.

The Varuna programme began in 2022 and will run until 2026. It is financed by the Agence française de développement (AFD) and implemented by Expertise France. Working directly within the South West Indian Ocean Islands, Varuna includes eight projects, carried out with a network of seven partners with extensive experience in the Indian Ocean region, all dedicated to the overarching goal of the programme: to put biodiversity at the heart of all decisions. Varuna's eight projects are implemented within a three-component framework which includes building networks of regional actors to encourage coordinated efforts to preserve biodiversity, supporting the integration of ecological transition among the region's economic players, and backing and promoting the dialogue on biodiversity issues between scientists and communities in order to raise awareness. These projects include coordinating a network of marine-protected area managers in order to share tools and good practices, or the development of a network of academics involved in the production of knowledge and tools on natural capital and ecosystem services to inform decision-making. Two other projects aim to strengthen

the dialogue between public and private actors, working with the union of the region's chambers of commerce and industry to emphasise biodiversity, natural capital and nature-based solutions. Expertise France also focuses on this theme via an endeavour to finance private sector initiatives in the region, with the Business Biodiversity Fund Indian Ocean. Two culture-based projects were launched with a travelling exhibition in Madagascar organised with the National Museum of Natural History to foster general public awareness, with training and tools available in particular for young people, and launching a popular science journal, *Gecko*, that is distributed in Madagascar and other regions. Finally, a "Living Labs" project aimed at developing technical and social innovations in conservation and forest systems is set up.

Sevahnee Pyneeandy

Coordinatrice et animatrice du réseau des gestionnaires d'aires marines protégées, Réserves naturelles de France (RNF)

Basée à La Réunion, Sevahnee Pyneeandy a étudié les sciences de l'environnement et la biologie marine, mais c'est à l'île Maurice, où le tourisme est très développé au détriment des communautés et de l'environnement, qu'est née sa vocation, dès sa plus tendre enfance. « Mes parents m'ont sensibilisée à ces questions et j'ai pris conscience de la nécessité de prendre des mesures de protection. Le changement climatique, par exemple, avec l'érosion des racines des arbres côtiers, était également alarmant, et j'en ai été le témoin direct. » Après ses études universitaires, elle a travaillé sur des projets multinationaux dans le domaine de l'écologie terrestre avant d'occuper son poste actuel chez RNF et Varuna, où elle coordonne un projet axé sur les aires marines protégées dans tout le sud-ouest de l'océan Indien. Elle coordonne notamment le renforcement des capacités et les actions concrètes par le biais de formations et d'interactions entre pairs. Sevahnee Pyneeandy estime qu'il est important de faire preuve d'inclusivité et de parler de territoires plutôt que de pays : « nous devons travailler avec tous les réseaux, et pour nous, le réseau comprend toutes les îles. » Selon elle, un autre obstacle qui survient lorsque l'on parle de zones de conservation est d'avoir connaissance et d'inclure les communautés qui ne sont parfois pas « officiellement » reconnues par la loi, connues sous le nom d'AMCEZ (Autre Mesure de Conservation Efficace par Zone). Il peut s'agir de sites localisés en dehors des zones protégées mais qui sont néanmoins concernés par la conservation de la biodiversité. « Lorsque des personnes issues de sept territoires se réunissent pour discuter et que l'une d'entre elles déclare que "nous sommes une famille", nous avons atteint notre objectif et nous savons



Sevahnee Pyneeandy

Coordinator and facilitator for the network of marine protected area managers, Réserves naturelles de France (RNF)

Based on Reunion Island, Sevahnee Pyneeandy studied environmental science and marine biology, but her interest was already piqued while growing up in Mauritius where tourism is highly developed to the detriment of communities and the environment, "My parents made me aware of this and I understood the need to take protective measures. Climate change, for example, with the erosion of coastal tree roots, was also alarming, and I witnessed this first-hand." Following her university studies, Pyneeandy worked on multinational projects in the field of terrestrial ecology before taking up her current position with RNF and Varuna, where she coordinates a project focusing on protected marine areas across the entire South West Indian Ocean. This includes coordinating capacity-building and concrete action through training and peer-to-peer dynamics. Pyneeandy believes it's important to be inclusive and to talk about territories, not countries. "We need to work together with all the networks, and for us, the network includes all the islands." According to Pyneeandy, another hurdle to overcome when talking about conservation areas is to be aware of and include communities that are sometimes not "officially" recognised by law, known as OECMs (Other Effective Area-based Conservation Measures). These may be sites located outside protected areas, which are nonetheless attentive to biodiversity conservation. "When you get people from seven territories together to talk, and one of them says 'we are a family' then we have achieved our goal, and we know that people will continue to exchange with each other," she says. These exchanges are useful for a wide range of actions such as mentoring, where,

que les personnes continueront à échanger entre elles», explique-t-elle. Ces échanges sont utiles pour permettre diverses initiatives telles que le mentorat, dans le cadre duquel, par exemple, une personne d'une aire marine des Seychelles voudra mettre en place une initiative qui a bien fonctionné à Madagascar, auquel cas Varuna couvrira les frais de voyage et facilitera la coopération. Des échanges peuvent également avoir lieu entre les personnes travaillant sur le terrain et les scientifiques, créant ainsi des liens et des synergies importants, explique-elle, donnant l'exemple de trois grandes organisations universitaires travaillant ensemble : WIOMN (Western Indian Ocean Mangrove Network) sur les mangroves, WIOSN (Western Indian Ocean Seagrass Network) sur les habitats des herbiers marins et CORDIO (Coastal Oceans Research and Development in the Indian Ocean) sur les récifs coralliens. Parmi les autres points positifs, citons le grand nombre de personnes ayant pris part aux sessions de formation conçues et structurées à la demande du réseau. Son équipe veille à «toucher des personnes qui n'ont jamais bénéficié d'une formation auparavant. Nous essayons de donner des opportunités à des personnes plus jeunes et plus récentes dans le réseau, afin de le stimuler et le dynamiser». En 2024, des sessions de formation ont été organisées avec seize participants venus des îles de Madagascar, Mayotte, Rodrigues, des Seychelles, de l'île Maurice et des Comores. De plus en plus de partenaires structurent également des projets sur leur propre territoire pour bénéficier des opportunités de petites subventions fournies par Varuna. Des échanges réguliers avec l'unité de gestion de projet (UGP) Varuna d'Expertise France ont contribué à la bonne mise en œuvre du projet, déclare-t-elle. Sevahnee Pyneeandy se dit très attachée aux systèmes créés par Varuna, car elle a le sentiment d'avoir identifié et constitué un réseau et une expertise que les habitants de la région utilisent et partagent.

for example, someone from a marine area in the Seychelles will want to observe an initiative that has worked well in Madagascar—Varuna will cover travel expenses and enable the cooperation. Exchanges can also take place between people working in the field and scientists, creating important bonds and synergy, she says, giving the example of three major academic organisations working together on mangroves, WIOMN (Western Indian Ocean Mangrove Network), seagrass habitats, WIOSN (Western Indian Ocean Seagrass Network), and coral reefs, CORDIO (Coastal Oceans Research and Development in the Indian Ocean). Other positive signs include the large number of participants in training sessions designed and structured at the network's request. Pyneeandy adds that her team is mindful to “attract people who haven't benefitted from training before. We try to give opportunities to younger and newer people in the network, because we are trying to stimulate the networks and make them more dynamic.”

In 2024, training sessions were organised with 16 participants who came from the islands of Madagascar, Mayotte, Rodrigues, the Seychelles, Mauritius, and Comoros. An increasing number of partners are also structuring projects in their own territories to qualify for the small grants opportunities that Varuna offers. Regular exchanges with Expertise France's Varuna Project Management Unit (PMU) have contributed to the smooth implementation of the project, says Pyneeandy. Pyneeandy says she is very attached to the systems created by Varuna, as she feels she has identified and built up a network and expertise that people in the region use and share.

Allaouiya Hatubou

Garde forestière du Parc national Cœlacanthe, sur l'île de la Grande Comore, chargée de la surveillance de l'environnement, de la sensibilisation et de l'éducation.

Comment avez-vous commencé à vous intéresser aux sciences de la Terre ?

Je m'intéresse à l'environnement depuis mon enfance. C'était naturel car le village dans lequel j'ai grandi comprenait une vaste mangrove où nous allions jouer. Je n'y connaissais pas grand-chose, mais ça avait un lien avec la nature, et plus tard, à l'école, un professeur de biologie m'a parlé de la mangrove de mon village, Simamboini, et cela a renforcé mon intérêt. Après l'université, j'ai travaillé sur le changement climatique, puis j'ai rejoint l'équipe du projet de parc national.

Pouvez-vous nous parler un peu du Parc national Cœlacanthe ?

Il s'agit d'un parc marin et de forêt tropicale qui longe la côte. Le parc existe depuis 2017 mais a été officialisé en 2022 par décret présidentiel. La réserve marine du Parc national de Mohéli, une autre île de l'Union des Comores, existe depuis 2001, mais nous faisons partie de cinq autres parcs, marins et terrestres, qui ont été créés récemment. Le changement climatique est devenu un sujet important pour le gouvernement, qui nous apporte son soutien. Le tourisme est insuffisamment développé et nous essayons d'attirer des visiteurs, mais pour l'instant, ce sont surtout les habitants de la région et les enfants en voyage scolaire qui viennent. Nous travaillons à la sensibilisation du public dans la région, soit lors de grands rassemblements, soit au sein des communautés par le biais de représentants locaux. La richesse de la biodiversité est telle que nous devons adopter des procédures pour la protéger.

Allaouiya Hatubou

Park ranger at the Cœlacanthe National Park on the Grande Comore island, responsible for environmental monitoring, awareness-raising and education.

How did you become interested in earth sciences?



I've been interested in the environment since I was a child. It was natural because in my village there was a vast mangrove where we used to go and play. I didn't know much about it, but it was connected to nature, and later at school, I had a biology teacher who told me about the mangrove in my village, Simamboini, and that increased my interest. After university, I worked on climate change, then joined the National Park project team.

Can you tell us a little about Cœlacanthe National Park?

It's a marine and rainforest park that runs along the coast. The park has existed since 2017 but was formalised in 2022 by presidential decree. Mohéli's National Park marine reserve, another island in the Union of the Comoros, has existed since 2001, but we are part of five other parks, both marine and terrestrial, that were recently created. Climate change has become an important issue for the government, which supports us. Tourism is under-developed and we're trying to attract visitors, but for the moment it's mainly locals and children on school trips who come. We work on public awareness in the area either at large gatherings or within the communities with local representatives. We have such [biodiverse] wealth that we need to adopt procedures to protect it.

À quels défis êtes vous confrontée ?

Les parcs nationaux sont récents aux Comores et les communautés locales ont l'habitude de faire ce qu'elles veulent. Par exemple, dans mon village, lorsque les habitants veulent construire des maisons ou des routes, ils utilisent du sable, or l'érosion par le sable est un gros problème. Ou bien ils prélèvent du bois dans les mangroves pour le brûler. Nous avons donc sensibilisé les populations à ce sujet et elles sont devenues plus réceptives, même si d'autres sont moins compréhensives.

En quoi le programme vous a-t-il été utile ?

J'ai participé à deux sessions de formation : l'année dernière aux Seychelles et cette année aux Comores. Nous avons un groupe WhatsApp parmi les participants qui nous permet de rester en contact. Nous partageons des idées, nous nous demandons mutuellement des conseils et nous échangeons des informations sur notre travail, ce qui m'a permis de développer mes contacts et mon réseau.

Qu'est-ce qui vous semble important dans un avenir proche ?

Nous sommes pleins d'espoir car nous travaillons avec des étudiants de tous âges, des jeunes écoliers aux lycéens. Aujourd'hui, les enfants veulent déjà travailler dans le domaine de la préservation de l'environnement. Auparavant, nous avions des sites en voie d'extinction et aujourd'hui, les gens en ont conscience. Nous espérons que nous pourrions sauver ces sites et que les gens seront de plus en plus sensibilisés. Toutefois, nous devons développer une stratégie de communication pour nos parcs. Nous aimerions présenter les événements que nous avons organisés, comme un voyage scolaire avec des enfants de différentes régions pour la Journée mondiale de l'environnement, parce qu'après tout, l'environnement devrait concerner tout le monde.

What challenges are you facing?

National parks are new to the Comoros and local communities are used to doing what they want. For example, in my village when they want to build houses or roads they use sand, and sand erosion is a big problem. Or they chop down mangroves for wood to burn. So we've raised people's awareness about this issue, and they've become more sensitive, even if others may be less understanding.

How has the Varuna programme been helpful to you?

I participated in two training sessions — I went to the Seychelles last year, and this year a session was held in the Comoros. We have a WhatsApp group among the beneficiaries, which keeps us in touch. We discuss ideas, ask each other for advice, and exchange information about our work, which has enabled me to develop my contacts and network.

What do you see as important in the near future?

We are hopeful because we work with students of all ages, from younger ones to high school students. Children now already want to work with the environment. Before we had sites that were going extinct and now people understand. We hope that we can save these sites and that people will become more and more sensitive. But we need to develop a communications strategy for our parks. We would like to showcase the events we've held, such as a school trip with children from different regions for World Environment Day, because after all, the environment should be for everyone.



EXPERTISE FRANCE
Outreach Service



www.expertise-france.org

Lutter contre le VIH/
sida, la tuberculose
et le paludisme avec
L'Initiative dans la région
du Grand Mékong

Combating HIV/AIDS,
tuberculosis,
and malaria with
L'Initiative in the Greater
Mekong Region

L'Initiative, l'outil opérationnel d'Expertise France en matière de santé mondiale, intervient dans quarante pays, principalement en Afrique subsaharienne, mais aussi en Asie du Sud-Est, où le niveau de développement des pays est variable en matière de soins de santé.

En plus de se concentrer sur les trois maladies ainsi que sur leur prévention, leur détection et leur traitement, en particulier parmi les personnes marginalisées et stigmatisées, les systèmes de santé publique doivent être renforcés, notamment en consolidant les infrastructures, en formant des agents de santé communautaires ou en déployant des services pour les communautés rurales qui n'ont pas accès aux centres de santé.

L'Initiative est financée et supervisée par le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères. Elle a été créée en 2011 pour renforcer l'efficacité des subventions du fonds mondial destinées à lutter contre les pandémies de VIH/sida, de tuberculose et de paludisme dans les pays éligibles. Le rôle d'Expertise France est de mobiliser des experts techniques et de financer des projets qui renforcent les systèmes de santé et améliorent l'accès des patients aux services. L'Initiative soutient et lance des projets de recherche catalytiques et opérationnels qui comprennent la formation d'agents de santé communautaires dans des régions isolées, l'élaboration de stratégies de ciblage, de dépistage et de traitement des maladies parmi

Expertise France's global health operational tool, L'Initiative, is present in 40 countries, mainly in Sub-Saharan Africa, but also in Southeast Asia, where countries are in a varying state of development as far as healthcare is concerned.

Besides focusing on the three diseases and their prevention, detection and treatment, in particular among marginalised and stigmatised people, public health systems are in need of strengthening, whether it means reinforcing infrastructures, training community health workers, or reaching communities in rural villages with no immediate access to health centres. L'Initiative is funded and supervised by the French Ministry for Europe and Foreign Affairs. It was created in 2011 to boost the impact of Global Fund grants to fight HIV/AIDS, tuberculosis, and malaria pandemics in eligible countries. Expertise France's role is to mobilise technical experts and fund projects that strengthen healthcare systems and improve patients' access to services. L'Initiative supports and initiates catalytic and operational research projects which include training community health workers in isolated areas, developing strategies for targeting, screening, and treating diseases in marginalised populations, as well as supporting initiatives that tackle taboos surrounding mental health issues or stigmas, which can prevent patients from seeking help. These projects range from studying the

les populations marginalisées, ainsi que le soutien d'initiatives destinées à lever les tabous liés à la santé mentale ou à briser les stigmates qui peuvent empêcher les patients de demander de l'aide. Ces projets vont de l'étude des mécanismes de transmission du paludisme dans les zones forestières du Cambodge à l'effort d'éradication totale du paludisme dans la région en raison de l'émergence inquiétante d'une résistance à la quasi-totalité des médicaments antipaludiques. Le projet NAPNEUNG-2, déployé en Thaïlande, cherche à faciliter l'accès au dépistage du VIH tout en proposant simultanément des tests pour l'hépatite B, l'hépatite C et la syphilis, ou la distribution de la PrEP, un médicament qui prévient l'infection par le VIH. Au Viêt Nam, L'initiative a travaillé dans sept provinces avec une ONG, Le Centre de soutien aux initiatives de développement communautaire (SCDI), sur un projet intitulé « Saving the future » qui se concentre sur les jeunes usagers de drogue.

mechanisms of malaria transmission in the forest areas of Cambodia, to a push to completely eradicate malaria in the region because of a worrying emergence of resistance to nearly all antimalarial drugs. The NAPNEUNG-2 project in Thailand makes access to testing for HIV easier, with a test that includes detection for hepatitis B and C, and syphilis, or the introduction of PrEP which prevents infection from HIV.

In Vietnam, L'Initiative worked in seven provinces with an NGO, The Centre for Supporting Community Development Initiatives (SCDI), on a project called "Saving the future" which focuses on young drug users.

Dr Oanh Thi Hai Khuat

Cofondatrice et directrice exécutive du Centre de soutien aux initiatives de développement communautaire (SCDI), Viêt Nam

Pouvez-vous décrire votre travail dans le cadre du programme L'Initiative ?

Nous avons travaillé ensemble sur plusieurs programmes, mais le projet le plus important et le plus long que nous avons soumis à Expertise France en 2015 consistait à travailler avec de jeunes consommateurs de drogues. Les programmes de lutte contre le VIH n'interviennent qu'auprès des consommateurs de drogues injectables, or la façon de consommer de la drogue a changé au cours des quinze dernières années.

Dr. Oanh Thi Hai Khuat

Co-founder and Executive Director of the Center for Support Community Development Initiatives, (SCDI), Vietnam

Can you describe your work with L'Initiative programme?

We've worked together on several programmes but the biggest and most long-term project that we submitted to Expertise France in 2015 was to work with young people who use drugs.

HIV programmes only provide intervention for people who inject drugs, but the drug scene has changed in the past 15 years. People used to inject heroine, but now young people take synthetic stimulants which they don't



Autrefois, les gens s'injectaient de l'héroïne, mais aujourd'hui, les jeunes consomment des stimulants synthétiques qu'ils ne s'injectent pas, de sorte qu'ils ne sont pas éligibles aux programmes habituels de lutte contre le VIH.

Quel traitement reçoivent habituellement les consommateurs de drogues au Viêt Nam ?

Au Viêt Nam, la consommation de drogue est illégale. Les consommateurs de drogue sont arrêtés, condamnés à payer une amende et peuvent être envoyés dans des programmes de réhabilitation obligatoires, mais cette intervention ne repose pas sur des données probantes. En outre, la consommation de stimulants synthétiques peut entraîner de nombreux problèmes de santé mentale, y compris des épisodes psychotiques, ce qui a créé une certaine paranoïa au sein de la société à l'égard des stimulants. La violence engendrée par les problèmes de santé mentale fait peur. La réaction a été assez radicale, puisque la société souhaitait enfermer les consommateurs de drogue et instaurer des politiques plus punitives à leur encontre. Nous nous sommes dit que si nous n'agissions pas rapidement, les jeunes consommateurs de drogue auraient à faire face à des mesures punitives sévères, ce qui n'aiderait personne.

Comment avez-vous mis au point votre modèle d'aide aux consommateurs de drogue ?

L'élaboration d'un cadre conceptuel a nécessité beaucoup de temps. Nous sommes passés par une phase d'apprentissage, car nous ne pouvions nous appuyer sur aucun modèle existant dans ce domaine. Le système de santé mentale est encore insuffisamment développé et n'est pas prêt à prendre en charge les consommateurs de drogue. Pour lutter contre leur stigmatisation, nous avons conçu un modèle d'intervention communautaire en collaboration avec des personnes ayant de l'expérience en matière de consommation de drogue et n'ayant

injecté, ils ne sont donc éligibles pour les programmes de lutte contre le VIH.

What is the usual treatment for drug users in Vietnam?

Drug use in Vietnam is illegal. Drug users are arrested, fined, and can be sent to compulsory rehabilitation programmes but this is not evidence-based intervention. Additionally, the use of synthetic stimulants can cause many mental health problems including psychotic episodes, which has made society become paranoid about stimulant drugs. The violence caused by mental health frightens them, and reactions have been quite drastic, society wanted people locked up, with policies towards drug users more punitive. We believed if we didn't act quickly, young people who use drugs would have to face harsh punitive measures and this wouldn't help anyone.

How did you develop your model for helping drug users?

It took a long time to develop a conceptual framework. It was a learning process for us because there was no model in our context that we could just copy. The mental health system is still under-developed and not ready to deal with people who use drugs. To overcome the stigma towards drug users, we devised a model of community-based intervention, working with people who have experience using drugs who are not afraid of drug users. We were also lucky because we had addiction experts from France, US, Australia and the Netherlands working with communities of people who use drugs to help develop this model of intervention, which is a combination of science, experience, and culture-specific drug practices in Vietnam. We found that there are links between mental health, drug use and HIV so the framework incorporates different elements such as safe sex, HIV testing and treatment support, childhood

pas peur des usagers de drogue. Nous avons également eu la chance de pouvoir compter sur des experts en toxicomanie originaires de France, des États-Unis, d'Australie et des Pays-Bas qui ont travaillé auprès de consommateurs de drogue pour contribuer au développement de ce modèle d'intervention, qui combine science, expérience et pratiques spécifiques à la culture vietnamienne en matière de dépendance à la drogue. Nous avons constaté qu'il existait des liens entre les problèmes de santé mentale, la consommation de drogue et le VIH, de sorte que le programme se concentre sur différents éléments tels que les rapports sexuels protégés, le dépistage du VIH et un accompagnement dans le cadre du traitement, la guérison des traumatismes subis pendant l'enfance et, bien sûr, la fourniture de conseils en matière de drogue et de santé mentale. Toutes ces interventions reposent sur la communauté.

Qu'est-ce qui vous semble le plus urgent pour l'avenir ?

Nous n'avons pour l'instant fait qu'effleurer le problème. Nous devons élargir le champ des interventions en matière de santé mentale. Nous aurions besoin de soins de santé mentale à destination de la communauté LGBTQI+, des travailleurs et travailleuses du sexe qui sont confrontés à de nombreux traumatismes, à la pauvreté et à la marginalisation. Nous avons défini les mesures qui s'imposent et nous pouvons tirer parti de ces connaissances pour étendre le programme à des personnes qui ne sont pas uniquement des usagers de drogue. Nous pouvons nous appuyer sur « Saving the Future ».

Nous aimerions également partager notre expérience et étendre le modèle que nous avons mis au point et qui s'avère efficace à d'autres pays confrontés à une situation similaire. Nous avons la chance de bénéficier d'un investissement de la part d'Expertise France, et nous devrions en profiter pour que d'autres pays ne passent pas dix ans à trouver un modèle.

trauma healing, and of course, drug counselling and mental health services. All these interventions are community based.

What do you see as most pressing for the future?

We have only scratched the surface; we need to widen the scope for mental health intervention. We would need mental health care for the LGBTQI+ community, for sex workers where there is lots of trauma, poverty and marginalisation. We have learned what to do and can benefit from this knowledge and expand the programme to people who are not only drug users. We can build on "Saving the Future".

We would also like to share our experience and the model we found that works with other countries in similar situations. We are lucky to get investment from Expertise France, so we should capitalise on it so that other countries don't have to spend 10 years to find a model.

Dr Ni Ni Tun, de Medical Action Myanmar (MAM)

Responsable de la recherche innovante sur le VIH au sein de l'Unité de recherche clinique Myanmar Oxford (MOCRU)

L'Initiative et le Fonds mondial soutiennent des initiatives de traitement du paludisme, de la tuberculose et du VIH/sida au Myanmar, dans des zones reculées implantées le long des frontières chinoise, thaïlandaise et indienne. Le Dr Ni Ni Tun supervise la gestion de 2 100 agents de santé villageois (ASV) dans tout le pays ainsi que dans les régions situées aux frontières septentrionales, où les habitants doivent voyager pendant plusieurs jours pour pouvoir bénéficier de soins de santé. « Nous faisons parvenir les soins de santé dans ces zones reculées grâce à 459 agents de santé villageois, soutenus par L'Initiative. Au début, nous les avons formés au diagnostic et au traitement du paludisme, et nous avons constaté une diminution du nombre de cas. Toutefois, pour éradiquer le paludisme, il est nécessaire de continuer à tester tous les cas de fièvre », explique le Dr Tun. Les tests ont également montré que les personnes qui avaient de la fièvre souffraient souvent d'autres affections, telles qu'un rhume, une pneumonie, une tuberculose, des diarrhées ou des infections cutanées. Différents soins de santé de base ont été rajoutés et, à la suite de cette initiative, « de nombreux patients se sont adressés aux ASV », indique le Dr Tun. Nous avons dû former davantage d'agents de santé villageois. MAM dispose de soixante-dix équipes médicales mobiles qui travaillent dans les villages isolés de vingt-huit municipalités du Myanmar. Soixante-dix pour cent des agents de santé villageois sont des femmes, précise le Dr Tun. Ils reçoivent une formation théorique, puis une formation pratique sur le terrain supervisée par l'équipe mobile, qui se compose d'un médecin et d'assistants de terrain parlant les langues locales, ce qui



Dr. Ni Ni Tun, of Medical Action Myanmar (MAM)

The lead for HIV innovative research for the Myanmar Oxford Clinical Research Unit (MOCRU)

L'Initiative along with the Global Fund have been supporting initiatives to treat malaria, tuberculosis and HIV/AIDS in Myanmar in remote areas along the Chinese, Thai and Indian borders. Dr. Ni Ni Tun supervises the management of 2100 village health workers (VHW) throughout the country as well as in areas on the northern borders where health care for inhabitants is a few days journey away. "We are bringing health care to these remote areas with 459 village health workers, supported by L'Initiative. At first we trained them to diagnose and treat malaria, and we saw the cases go down. But to eliminate malaria you have to keep the momentum of testing malaria for all fever cases," said Dr. Tun. Testing also showed that people who had fever often had other ailments, such as a common cold, pneumonia, tuberculosis, diarrhoea or skin infections. An additional basic healthcare package was added, and following this initiative "lots of patients came to the VHW," said Dr. Tun. This meant that more village health care workers needed to be trained. MAM has 70 medical mobile teams working in the remote villages across 28 townships in Myanmar. Seventy percent of the village health workers are women, says Dr. Tun. They receive theoretical training, then get on-the-job, hands-on training supervised by the mobile team, which consists of a medical doctor and field assistants who speak local languages, which boosts villagers' confidence in the local health care workers. "Continuous field-based monitoring, on-the-job training and patient home visits by the mobile team is essential," says Dr. Tun. A second important component of this remote health care is a TB mobile team that screens for tuberculosis

renforce la confiance des villageois à l'égard des agents de santé locaux. « Le suivi continu sur le terrain, la formation pratique et les visites à domicile des patients par l'équipe mobile sont essentiels », explique le Dr Tun. Le deuxième élément important de ces soins de santé à distance est l'équipe mobile de dépistage de la tuberculose dans les villages. Le Dr Tun explique que 50 % des patients sont asymptomatiques ou présentent des symptômes atypiques et sont réticents à l'idée de voyager plusieurs jours pour se rendre à l'hôpital. De nombreux patients ont reçu un diagnostic de tuberculose et ont été transférés vers des hôpitaux où ils ont reçu le traitement dont ils avaient besoin. Les équipes identifient également les membres de la famille des patients suspectés d'être infectés par la tuberculose et les envoient en même temps à l'hôpital pour y être traités.

La phase 2 du projet avec L'Initiative prévoit un nouveau volet qui consistera à former les agents de santé villageois dans les zones reculées afin qu'ils puissent dispenser des conseils, effectuer des tests de dépistage du VIH et proposer des services de réduction des risques aux consommateurs de drogue. Selon les Nations Unies, le Myanmar est aujourd'hui le plus grand producteur d'opium au monde et la frontière nord avec la Chine est exposée à un réel problème de drogue. L'équipe du Dr Tun forme actuellement les agents de santé villageois à la fourniture de services de réduction des risques via la distribution d'aiguilles et de seringues propres, le conseil sur le VIH ainsi que le dépistage et l'orientation vers un traitement des usagers par voie intraveineuse dans les zones reculées. Selon elle, le soutien qu'apporte L'Initiative aux services de Medical Action Myanmar dans les zones reculées est extrêmement bénéfique, malgré les difficultés rencontrées. Elle ajoute que le soutien de L'Initiative, combiné à l'aide du Fonds mondial, est très important car il « permet au projet de répondre à tous les besoins des communautés ».

in the villages. Dr. Tun explains that 50 percent of patients are asymptomatic, or have atypical symptoms and are reluctant to travel for several days to reach a hospital. Many patients were identified with TB and referred to hospitals where they received treatment. The teams also identify family members of suspected TB patients and refer them to the hospital for treatment at the same time.

A new activity for the phase 2 project with L'Initiative will provide training to the village health workers in the remote areas to do counselling, testing for HIV and harm reduction services for drug users. According to the United Nations, Myanmar is now the world's largest opium producer and there is a drug problem along the northern border with China. Dr. Tun's team is now training the village health workers for the provision of harm reduction services, providing clean needles and syringes, HIV counselling, testing and referral for treatment among injecting drug users in remote areas. She says L'Initiative's support to Medical Action Myanmar's services in remote areas is extremely beneficial, despite the difficulties. She adds that L'Initiative's support combined with Global Fund's aid, is very important as "the project is able to address all the communities' needs."

Contribuer
à l'écosystème
de l'entrepreneuriat
en Tunisie

Contributing
to the entrepreneurship
ecosystem in Tunisia

Les programmes ont été conçus pour développer et promouvoir les startups et les entrepreneurs en plein essor. Ils soutiennent les entreprises vertes et engagées dans la transition écologique.

The programmes were designed to develop and promote startups and burgeoning entrepreneurs. They support companies that are green and committed to an ecological transition.

Lancé en 2019, le projet Innov'i - EU4Innovation, financé par l'Union européenne, est mis en œuvre par Expertise France. Innov'i se décline en trois composantes pour soutenir les startups et les entrepreneurs sélectionnés, en commençant par la création d'un hub et d'un incubateur pour l'innovation numérique où un soutien technique et financier est fourni.

Innov'i a également soutenu la déclinaison opérationnelle du *Startup Act* mis en place par le gouvernement tunisien, tout en encourageant le dialogue public-privé. En outre, il a contribué à la promotion des startups tunisiennes.

La création d'une marque pour les startups tunisiennes innovantes et l'établissement de contacts entre les écosystèmes tunisiens, européens et internationaux ont favorisé les échanges.

Le hub digital The Dot est au cœur du projet Innov'i - EU4Innovation. Fondé en 2021, The Dot a été créé pour héberger les startups tunisiennes en herbe. Depuis sa création, 400 startups ont bénéficié des ressources du hub et The Dot héberge les bureaux de 152 startups, dont près de 50 % sont dirigées par des femmes.

S'appuyant sur les bonnes pratiques et le savoir-faire d'Innov'i, le projet Greenov'i, qui a débuté en 2023, se poursuivra jusqu'en 2028.

Launched in 2019 the Innov'i/EU4Innovation funded by the European Union, is implemented by Expertise France. Innov'i took a three-prong approach to supporting selected startups and entrepreneurs, beginning with the creation of a hub and incubator for digital innovation where technical and financial support was provided. Innov'i also supported the operational implementation of the Tunisian government's Startup Act, as well as encouraging public-private dialogue. Additionally, it assisted in the promotion of Tunisian startups.

A label for innovative Tunisian startups was created, and contacts between Tunisian, European, and international ecosystems were made, fostering exchange. At the heart of Innov'i/EU4Innovation lies the digital hub, The Dot. Founded in 2021, The Dot was created as a home for budding Tunisian startups. Since its creation, 400 startups have benefitted from the hub's resources and 152 startups have their offices at The Dot, nearly 50% of which are led by women. Building on Innov'i's good practices and know-how, the Greenov'i project, which began in 2023 will run until 2028.

Seen as a catalyst for green businesses, it will focus on start-ups or existing companies

Considéré comme un catalyseur de l'écosystème des entreprises vertes, il se concentrera sur les startups ou les entreprises existantes dont le cœur de métier est la commercialisation de biens ou de services verts, ainsi que sur les entreprises établies qui souhaitent opérer une transition écologique.

Zeineb Messaoud

Directrice du pôle d'innovation The Dot

Quels défis avez-vous rencontrés lors de la création de The Dot ?

Au départ, notre objectif était de fédérer un écosystème naissant qui dépendait fortement de financements internationaux. The Dot se veut un lieu de rassemblement et de soutien pour l'écosystème entrepreneurial tunisien. Pour commencer, nous devons absolument rassembler un noyau initial pour consolider la position de The Dot. Parallèlement, nous nous sommes engagés à créer une passerelle solide entre la capitale, Tunis, et les régions, dans le but d'offrir aux jeunes les mêmes chances à l'échelle de tout le pays.

L'un de nos principaux défis consistait à harmoniser les visions et les objectifs des cofondateurs de The Dot, à savoir le ministère tunisien de la Communication et des Technologies, la Fondation Tunisie pour le développement, Expertise France et la GIZ (agence de coopération internationale allemande pour le développement), dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). En favorisant une collaboration étroite et un alignement entre ces parties prenantes, nous avons veillé à ce que The Dot puisse soutenir efficacement l'écosystème entrepreneurial sans créer de frustration ou de concurrence avec d'autres structures de soutien qui recherchent également un financement similaire ou offrent un soutien similaire. Nous avons réussi à donner vie à ce

whose core business is the marketing of green goods or services, and established companies that want to make an ecological transition.

Zeineb Messaoud

Director of the innovation hub, The Dot

Can you describe some of the challenges you overcame when The Dot was founded?



At the outset, our goal was to federate a nascent ecosystem that heavily relied on international funding.

We envisioned The Dot as a gathering place for Tunisia's entrepreneurial support ecosystem. Starting from the ground up, it was crucial to bring together an initial core group to establish The Dot's position. In parallel, we were committed to creating a solid bridge between the capital, Tunis, and the inland regions, with the aim of offering youth equal opportunities across the country.

One of our key challenges was to harmonise the visions and objectives of The Dot's co-founders, namely The Tunisian Ministry of Communication and Technologies, The Fondation Tunisie pour le Développement, Expertise France, and GIZ (German Agency for International Cooperation); within the framework of a public private partnership (PPP). By fostering close collaboration and alignment between these stakeholders, we ensured that The Dot could effectively support the entrepreneurial ecosystem without creating frustration or competition with other support structures also seeking similar funding or offering similar support.

We successfully brought this initial core to life, transforming The Dot's premises into a

projet initial en transformant les locaux de The Dot en un pôle d'activité dynamique. Notre message était simple : « Venez, travaillons ensemble ! »

Les premières startups que nous avons accueillies ont joué un rôle crucial dans la construction de la culture de The Dot, en favorisant un environnement basé sur la communication ouverte et la bienveillance. Ces premiers entrepreneurs ont créé une atmosphère dynamique, animée par des échanges constants sur des sujets allant de la transformation numérique à l'IA. L'énergie était telle que par moments, même ceux qui, parmi nous, géraient The Dot, n'arrivaient pas à suivre. Cette effervescence traduisait clairement l'écosystème florissant que nous avons mis en place.

Pouvez-vous donner quelques exemples de ce que vous considérez comme des réussites ?

The Dot est fondé sur un esprit communautaire partagé, notre plus grande réussite étant d'avoir réuni des acteurs clés et des cocréateurs. Nous avons aidé des startups à lever des fonds et à se développer, tout en élargissant notre impact grâce au programme Bridge'Up en Jordanie, au Liban et en Palestine, où nous avons aidé à la fois des startups et des organisations de soutien à l'entrepreneuriat à professionnaliser leurs opérations.

Nous avons donné aux jeunes les moyens de continuer à rêver et à réaliser leurs ambitions, en leur offrant les ressources et le soutien nécessaires pour réussir. Notre programme pour la diaspora aide les innovateurs tunisiens à l'étranger à créer leur entreprise en Tunisie, tandis que le programme d'atterrissage en douceur soutient les entreprises internationales qui s'installent en Tunisie. Ces initiatives, combinées à la collaboration entre la Tunisie, la France et l'Allemagne, ont fait de The Dot un hub d'innovation de premier plan dans la région.

vibrant hub of activity. Our message was simple: "Come, let's work together!". The first startups we welcomed played a pivotal role in shaping the culture of The Dot, fostering an environment built on open communication and goodwill. These early entrepreneurs created a dynamic atmosphere, with constant exchanges on topics ranging from digital transformation to AI. The energy was so high that at times, even those of us managing The Dot couldn't keep up with everything happening. It was a clear sign of the thriving ecosystem we had set in motion.

Can you give a few examples of what you consider to be successes?

The Dot is built on shared community spirit, with our greatest success being the ability to unite key actors and co-creators.

We've supported startups in raising funds and scaling, while also expanding our impact through the Bridge'Up program in Jordan, Lebanon, and Palestine, where we've helped both startups and entrepreneurs support organisations professionalise their operations.

We've empowered youth to keep dreaming and achieving their ambitions, offering them resources and the support needed to succeed. Our diaspora program supports Tunisian innovators abroad to set up their businesses in Tunisia, while the soft landing programme supports international enterprises entering Tunisia. These initiatives, combined with the collaboration between Tunisia, France and Germany, have solidified The Dot as a leading innovation hub in the region.

How do you see the future of the Dot?

The future of The Dot is focused on empowering Tunisia's youth, providing them with the resources and opportunities to turn their ideas into reality. By fostering innovation and collaboration, we aim to inspire the next generation to pursue

Comment voyez-vous l'avenir de The Dot ?

L'avenir de The Dot est axé sur l'autonomisation de la jeunesse tunisienne, en lui fournissant les ressources et les opportunités nécessaires pour concrétiser ses idées. En encourageant l'innovation et la collaboration, nous cherchons à inciter la prochaine génération à poursuivre ses ambitions, quel que soit le milieu dont elle est issue.

Au-delà de la Tunisie, The Dot va accroître son impact régional en connectant les startups locales aux marchés mondiaux. Nous créerons un environnement inclusif où les entrepreneurs locaux et internationaux pourront prospérer et avoir un impact durable en contribuant aux ODD mondiaux.

En février 2025, notre collaboration avec Innov'i prendra fin, mais nous gardons l'espoir qu'Expertise France, connue pour sa persévérance, continuera à soutenir The Dot. Nous sommes actuellement en pleine phase de modélisation et de planification avec tous les cofondateurs activement impliqués, et l'avenir de The Dot commence à prendre forme.

Pouvez-vous nous parler de l'un de vos premiers souvenirs à The Dot ?

Cynolia, une startup proposant des services logiciels B2B, faisait partie de la première cohorte de The Dot. Elle a rejoint le Dot Camp avec une équipe de quatre personnes seulement et un modèle d'entreprise très différent de ce qu'il est aujourd'hui. Pendant leur séjour à The Dot, elle a développé son système et, dans le cadre de notre programme de services communautaires, elle a créé le système d'information que nous utilisons aujourd'hui pour gérer les réservations, les interactions avec la communauté et l'assistance. Ce système fait maintenant partie de son offre de produits à d'autres clients. Cynolia a levé des fonds importants, s'est étendue à la France et a agrandi son équipe, qui compte désormais plus de vingt membres.

their ambitions regardless of their background. Beyond Tunisia, The Dot will expand its regional impact, connecting local startups to global markets. We'll create an inclusive environment where both local and international entrepreneurs can thrive and make a lasting impact contributing to global SDGs.

In February 2025, our collaboration with Innov'i will conclude, but we remain hopeful that Expertise France, with its strong perseverance, will continue to support The Dot. We're currently deep into business modelling and planning, with all co-founders actively involved, and the future of The Dot is beginning to take shape.

Can you talk about one of your first memories at The Dot?

Cynolia, a startup offering B2B software services, was part of The Dot's first cohort. They joined Dot Camp with a team of just four people and a business model quite different from what it is today.

During their stay at The Dot, they developed their system and, as part of our community services programme, they created the information system we now use to manage reservations, community interactions and support. This system has since become part of their product offering to other clients. Cynolia has raised substantial funding, expanded to France, and grown its team to over 20 members.

Iheb Triki

Cofondateur de Kumulus Water

Kumulus Water est une startup tunisienne de *greentech* qui fournit un accès à l'eau potable à l'aide d'une machine fonctionnant à l'énergie solaire. Elle extrait l'humidité de l'air et la transforme en eau potable sans avoir recours à des produits nocifs pour l'environnement.

Iheb Triki et Mohamed Ali Abid ont commencé à réfléchir à l'entreprise pendant la pandémie de Covid-19 et ont lancé Kumulus en 2021. Ils ont installé leur bureau à The Dot, et même si aujourd'hui Kumulus n'est plus basée au hub, « nous y retournons souvent. C'est vraiment le centre des startups, et nous lui sommes très reconnaissants. Nous prenons part à des conférences et des rencontres là-bas », explique Iheb Triki.

Lorsqu'il a fondé Kumulus, trouver les ressources humaines et, bien sûr, le financement, figurait parmi les principaux obstacles à surmonter. Le simple fait d'être dans un pays en développement (la Tunisie) a constitué un défi de taille, car son système financier est moins sophistiqué. Attirer et retenir les talents est également un défi, car les jeunes sont attirés par les économies plus développées. S'il avait été basé à San Francisco, dit Iheb Triki « le marché de la *greentech* aurait été plus grand et les budgets plus importants ». Cela dit, « créer une startup dans le domaine de la *greentech* représente un défi où que ce soit. En Afrique, on parle beaucoup de *greentech*, mais en fin de compte, les investisseurs préfèrent les services logiciels ». Bien que le siège de Kumulus soit implanté en France, son premier marché est la Tunisie, où « il faut davantage se battre » pour surmonter les difficultés, même s'il y a de nombreux aspects positifs à être ici ».

Kumulus se concentre sur la Méditerranée en développant des marchés en Espagne et au Maroc : « Nous essayons d'intervenir à l'échelle régionale. Nous pensons que la Méditerranée nous relie encore plus que le monde arabe. Nous essayons de couvrir l'ouest de la Méditerranée, puis l'est, ainsi



Iheb Triki

Co-founder of Kumulus Water

Kumulus Water is a tunisian *greentech* startup that provides access to drinking water with the help of a solar-powered machine. It extracts moisture from the air and transforms it into drinking water without resorting to products that are harmful to the

environment. Co-founder Iheb Triki says he and Mohamed Ali Abid began thinking about the company during the Covid-19 pandemic and launched Kumulus in 2021. They installed their office at The Dot, and even if today Kumulus is no longer at the hub, “we still go there. It’s really the centre for startups, and there’s a notion of giving back. We participate in conferences and panels there,” says Triki.

When he first founded Kumulus, some of the biggest hurdles included human resources and of course, financing. Simply being in a developing country (Tunisia) was a challenge because its finance system is less sophisticated. Attracting and retaining talent is also a challenge as youth tend to want to move to more developed economies.

Had he been based in San Francisco, Triki says, “the *greentech* market is bigger, and pockets are deeper.” That said, “A *greentech* startup is a challenge everywhere. In Africa there is a lot of talk about *greentech* but in the end investors prefer software services.” Although Kumulus’ headquarters are in France, its first market is Tunisia, where Triki says “you just have to fight harder to get around the challenges but there are multiple positive aspects being here.”

Kumulus is focusing on the Mediterranean, developing markets in Spain and Morocco. “We’re trying to be regional. Our vision is that the Mediterranean links us even more than the Arab world. We’re trying to cover the western Mediterranean, then the eastern, as well as going to the US.” Having programmes like Innov’i is a great support, says Triki, and it helps

que les États-Unis.» L'existence de programmes tels qu'Innov'i est d'un grand soutien selon lheb Triki, et contribue à motiver les gens. Le simple fait que son entreprise fonctionne, crée des emplois, réalise des ventes et reçoive de bons échos est incroyablement positif, mais il hésite à utiliser le mot «réussite» lorsqu'il parle de son parcours. « Dans dix ans, lorsque nous aurons atteint le seuil de rentabilité, nous aurons réussi, mais je pense qu'il ne faut jamais se reposer sur ses lauriers ni perdre de vue la prochaine montagne qu'il faudra gravir.»

Kumulus est cependant sur la bonne voie, dit-il, puisque l'entreprise a été sélectionnée pour le campus de startups très compétitif Station F 40, et qu'elle a réalisé une importante levée de fonds. Kumulus a également remporté le concours 2024 Climate Tech Startup de SelectUSA Tech, un programme qui aide les startups internationales à se développer sur le marché américain au cours des prochaines années. À l'avenir, lheb Triki estime que les agences internationales de développement qui soutiennent les startups en Tunisie pourraient proposer des programmes d'expansion. « Il existe des aides pour les investissements de départ, mais il est également très important de les aider à grandir. Au-delà des dons, il faut des commandes : une fois que vous avez un produit, vous avez surtout besoin de commandes pour que l'activité se concrétise.» Selon lui, il serait également utile aux startups que des entrepreneurs ayant une véritable expérience à leur actif donnent des conseils et forment les nouveaux entrepreneurs. lheb se souvient avec émotion des deux premières ventes de la machine réalisées par Kumulus et de la confiance que les clients lui ont accordée, dans un cas sans même avoir vu son design élégant. Car « changer l'air en eau potable peut sembler fou », dit-il. La société tunisienne d'investissement et de services financiers Africinvest a passé commande, tout comme l'hôtel de luxe La Badira à Hammamet. « Ce soutien et cette marque de confiance nous ont beaucoup aidés.»

to incentivise people. For Triki, just having his company up and running, creating jobs, getting sales, and good feedback is incredibly positive, but he is reluctant to use the word successful when speaking about his journey. “In ten years when we're breaking even we'll be successful, but my advice is to never rest on your laurels, and to always have your eye on the next mountain you'll have to climb.”

Kumulus is on the right track however, he says, given that the company was selected for the deeply competitive startup campus, Station F 40, as well as getting solid funds raised. Kumulus also won the 2024 Climate Tech Startup competition at SelectUSA Tech, a programme that helps international startups that are planning to expand to the US market in the next few years. If Triki were to look to the future, he says international development agencies providing support to startups in Tunisia could help with programmes for scaling up. “There is help for seed investment but scaling up a startup is super important too. Beyond donating, orders are needed—once you have a product you mostly need orders for concrete experience to happen.”

What would also be helpful to startups, says Triki, is to have entrepreneurs with real experience under their belt give advice, and train new founders.

He fondly recalls two of the first sales Kumulus made of the hardware machine and the trust the clients gave him, in one case without even seeing the elegantly designed machine. Considering “that it makes drinking water out of air, it can seem crazy,” he says. The Tunisian investment and financial services company Africinvest placed an order, as did the Badira luxury hotel in Hammamet. “This support and mark of confidence helped us a lot,” says Triki.

10 2022
2012 1



Soutenir la réforme
de l'administration
publique grecque

Supporting the reform
of the Greek public
administration

Au cours des dix dernières années, la Grèce, la France et l'Europe ont collaboré sur de nombreux projets, qu'il s'agisse d'améliorer l'élaboration et la diffusion des politiques publiques, de réformer les ressources humaines au sein de la fonction publique, de procéder à la transformation numérique du gouvernement ou d'aider les institutions grecques à coordonner, préparer et répondre aux situations d'urgence provoquées par le changement climatique.

Expertise France est impliquée depuis longtemps dans le processus de réforme et de modernisation de l'administration et des institutions grecques, et s'inspire souvent de projets antérieurs.

En 2016, Expertise France a travaillé avec l'administration pour améliorer la gestion des ressources humaines en développant un système de contrôle et d'audit pour améliorer la transparence et la responsabilité, et en concevant et en mettant en œuvre une stratégie d'e-gouvernance.

En 2021, un certain nombre de projets ont été lancés, dont l'un pendant la pandémie de Covid-19, lorsqu'un programme quinquennal de santé publique a été instauré et qu'Expertise France a soutenu la modernisation du système de santé publique en restructurant les services et en intégrant des stratégies de prévention et de promotion de la santé. La même année, un projet visant à renforcer la transformation numérique de l'administration a soutenu des initiatives destinées à rendre les technologies de l'information et de la communication plus efficaces et plus transparentes, afin d'offrir un service de qualité non seulement à la société civile, mais aussi aux entreprises.

En 2022, un projet a été lancé en tandem avec le nouveau ministère de la Crise climatique et de la Protection civile (MCCCP) afin de renforcer les systèmes de prévision et mieux protéger les civils face aux catastrophes naturelles engendrées par le changement climatique.

Over the past ten years Greece, France, and Europe have worked together on numerous projects, whether improving the development and dissemination of public policies, reforming human resources within the public service, developing the government's digital transformation, or helping Greek institutions coordinate, prepare, and respond to emergencies created by climate change.

Expertise France has been long involved in Greece's process to reform and modernise its administration and institutions, often building on previous projects.

In 2016 Expertise France worked with the administration to improve human resources management by developing a control and audit system to improve transparency and accountability, and designing and implementing an e-governance strategy.

In 2021, a number of projects were initiated—one of them during the Covid-19 pandemic when a five-year public health programme was launched and Expertise France supported the modernisation of the public health system, restructuring services and integrating prevention and health promotion strategies.

That same year a project to build on the administration's digital transformation supported initiatives to make information and communication technologies more efficient as well as transparent, offering not only quality service to civil society, but also to companies.

In 2022, a project was launched in tandem with the newly created Ministry for Climate Crisis and Civil Protection (MCCCP) to strengthen

forecasting systems and increase the capacity to protect civilians when faced with natural disasters created by climate change.

Mavroudis (Makis) Voridis

Ministre d'État, Grèce

Le ministre Mavroudis (Makis) Voridis a travaillé sur un certain nombre de projets avec Expertise France pour moderniser et améliorer l'administration publique grecque. L'une des tâches les plus difficiles sur laquelle ils ont collaboré, et qui est essentielle pour le bon fonctionnement de toute l'administration publique, a été l'élaboration d'une classification des descriptions de postes. Selon le ministre, pendant une quinzaine d'années, des milliers de descriptions de postes ont été créées, ce qui a donné naissance à «un système complexe qui nous a rendu la vie très difficile». L'établissement d'une nouvelle classification cohérente était indispensable et s'est déroulé sur plusieurs années. En 2022, « nous sommes finalement parvenus à un décret présidentiel portant sur une nouvelle classification des descriptions de postes : un outil moderne et pratique dans le cadre du processus d'embauche. J'ai été très impressionné lorsque je l'ai vu, compte tenu de l'ampleur de la tâche. Cette collaboration constitue l'un des plus beaux exemples de coopération constante avec le ministère de l'Intérieur, ses employés et Expertise France, qui s'est déroulée sans heurt ».

Autre projet que le ministre Mavroudis (Makis) Voridis met en avant : le nouveau cadre réglementaire du télétravail dans le secteur public. Lors de la pandémie de Covid-19, l'absence de cadre a entraîné la fermeture des bureaux du gouvernement, d'où l'urgence de publier un décret ministériel permettant d'apporter un nouveau cadre. Lors des séances de travail, « nous avons discuté des défis posés par le télétravail pour les employés de l'administration publique, tels que la prise en compte du rôle et des responsabilités de chacun, le suivi des résultats, la sécurité et la manière dont les employés pouvaient maintenir un équilibre entre leur travail et leur vie privée ». Un système complet encadrant le télétravail a depuis été mis en place, explique le ministre Mavroudis (Makis) Voridis.

Mavroudis (Makis) Voridis

Minister of State, Greece



Minister Voridis worked on a number of projects with Expertise France to modernise and improve Greece's public administration. One of the most difficult tasks that they worked on together and vital for the entire working order of the public administration, was determining a classification for job descriptions. According to Minister Voridis, over the course of a 15-year period, thousands of job descriptions had been created, resulting in "a universe of complexity that made our lives very difficult." A new, coherent classification had to be made, which took several years. In 2022, "We finally arrived at a presidential decree for a new classification of job descriptions—a modern and practical tool for the hiring process. I was so impressed when I saw it, knowing how huge a task it had been. It was one of the best examples of constant cooperation with the Ministry of Interior, its employees, and Expertise France that worked smoothly."

Another project that Minister Voridis highlights is a new framework for the public sector for teleworking. During the Covid-19 pandemic, because there was no framework, government offices closed, so a ministerial decree for a new framework was urgent. During working sessions "we discussed the challenges of teleworking for public administration employees such as who has priority, how to follow up on results, security, and how employees can keep a balance between work and their private lives." A complete system for teleworking has since been put in place, says Minister Voridis.

Nathalie Berger

Directrice de l'appui aux réformes des États membres de la Commission européenne

Nathalie Berger a rejoint la Commission européenne (UE) en 2000. Parmi ses multiples responsabilités au sein de l'UE, elle a mené plusieurs réformes réglementaires en réponse à la crise financière mondiale de 2007-2008. Dans le contexte européen, la crise grecque a été le point de départ, explique-t-elle en évoquant les partenariats que l'UE a depuis développés avec les États membres pour soutenir les réformes. Lorsque la France a rejoint la « Task Force » pour la Grèce en 2011, créée au sein de l'UE, elle a commencé par soutenir la réforme de l'administration publique au niveau central, ainsi que l'administration fiscale et les douanes. Bien qu'Expertise France apporte un soutien technique depuis plusieurs années déjà, elle a ouvert en 2019 un bureau à Athènes, un détail important pour Mme Berger, tout comme le fait d'embaucher du personnel local et de compter des locuteurs grecs parmi les recrues étrangères. « Lorsque nous nous associons à un fournisseur externe d'expertise technique, nous nous assurons qu'il dispose des connaissances et de la capacité de travailler efficacement avec les gens sur le terrain. »

Nathalie Berger se rend régulièrement en Grèce et suit le grand nombre de réformes auxquelles participe Expertise France. Pour elle, une réforme essentielle qui aboutira d'ici 2026 porte sur l'adoption par la Grèce d'une comptabilité d'exercice, une méthode de comptabilité publique. « Il s'agit d'une réforme ambitieuse et techniquement difficile », explique-t-elle.

« Si l'on remonte aux origines de la crise grecque, on constate que la comptabilité nationale, garante du suivi du budget de l'État, était en grande partie responsable, car elle ne permettait pas d'avoir une idée claire de la situation, étant donné que la Grèce tenait une comptabilité de caisse. Tous les États membres



Nathalie Berger

European Commission Director for support to member state reforms

Nathalie Berger joined the European Commission (EU) in 2000. Among her multiple responsibilities within the EU, she led several regulatory reforms in response to the global financial crisis of 2007/2008. In the European context, the Greek crisis was the beginning of everything, she says, referring to the partnerships the EU has since developed with member states to support reforms. When France joined the Task Force for Greece in 2011 that had been created within the EU, it began with support for public administration reform at the central level, and on tax administration and customs. Although Expertise France had been providing technical support for several years already, in 2019 it opened an office in Athens, which is an important detail for Berger, as is hiring local staff and having Greek speakers among the foreign hires. “When we partner with an external provider of technical expertise, we make sure that they have the knowledge and the capacity to work well with people on the ground.”

Berger travels to Greece regularly and follows the large number of reforms that Expertise France is involved in. For Berger an essential reform that will come to fruition by 2026 is Greece's transition to Accrual accounting, a method for public accounting. “It's an ambitious and technically difficult reform,” she says. “If you go back to roots of the Greek crisis, much had to do with national accounting and the state budget—as they were coming from cash accounting, this made it difficult to have a clear idea of where they were. Not all member states have these public accounting standards, and it has such an impact on how a state can function well.”

A more recent example of an Expertise France project that focused on civil protection began in the aftermath of the devastating multiple wildfires in Greece in 2021. Working with

ne disposent pas de ces normes de comptabilité publique, et cela a un impact considérable sur le bon fonctionnement d'un État.»

Plus récemment, Expertise France a mis en œuvre un projet axé sur la protection civile à la suite des multiples incendies de forêt qui ont ravagé la Grèce en 2021. En collaboration avec le ministère de la Crise climatique et de la Protection civile (MCCCP), le projet visait à renforcer les systèmes de prévision et les capacités de protection civile pour faire face au phénomène croissant des incendies de forêt, l'une des conséquences du changement climatique. Nathalie Berger a été amenée à visiter la salle de crise au nord d'Athènes, où les conditions sont surveillées en temps réel. «J'ai rencontré les personnes qui y travaillent, les pompiers et la police. Nous pouvions visualiser différents lieux sur des écrans géants et zoomer pour suivre par exemple l'évolution d'un incendie. C'était fantastique de voir le résultat de notre travail commun avec le gouvernement grec et Expertise France.»

Un autre projet mis en avant par Nathalie Berger porte sur le partenariat d'Expertise France avec le Centre national grec d'administration publique et de gouvernance locale (EKDDA). Une refonte de l'examen d'admission et du programme de formation de l'EKDDA a été mise en place, de même qu'un programme d'échange avec l'Institut national du service public (INSP, anciennement ENA). Nathalie Berger souligne non seulement l'importance de concevoir une administration publique moderne et efficace pour l'avenir de la Grèce, mais également le rôle que l'EKDDA peut jouer dans le renforcement de sa position régionale en transférant son savoir-faire et ses meilleures pratiques à ses voisins des Balkans. «L'EKDDA peut contribuer de manière significative aux réformes dans les Balkans occidentaux et améliorer l'efficacité de leurs administrations publiques nationales. Elle peut devenir un véritable hub et un point de référence pour contribuer à la stabilisation des Balkans occidentaux et conduire les réformes nécessaires.»

the Ministry for Climate Crisis and Civil Protection the project aimed to strengthen forecasting systems and civil protection capabilities to deal with the increasing phenomenon of wildfires; one of the consequences of climate change. Berger was invited to visit the situation room in northern Athens where conditions are monitored on a real-time basis. "I met with the people who work there—firefighters and the police—we could see different locations on large-scale screens and zoom in to follow the evolution of a small fire, for example. It was fantastic to see the outcome of our common work with the Greek government and Expertise France."

Another project that Berger highlights is Expertise France's partnership with Greece's National Centre for Public Administration and Local Government (EKDDA). A redesign of EKDDA's admissions examination and training programme was put in place, as was an exchange programme with the National School of Public Administration in France (formerly called ENA, now INSP). Berger says that not only is a modern and efficient public administration important for Greece's future, but EKDDA can also enhance its regional role, transferring know-how and best practices to its Balkan neighbours. "EKDDA can do a lot of work to contribute to reforms in the Western Balkans and to drive efficiency of their national public administrations. It can be a hub and point of reference to contribute to stabilising the western Balkans and driving necessary reforms."

Près de vingt ans
de coopération
entre l'Europe
et l'Amérique latine

Nearly 20 years
of cooperation
between Europe
and Latin America



Depuis 2005, le programme EUROsociAL, axé sur la cohésion sociale, a créé une dynamique de coopération et de collaboration entre les deux continents.

Financé par l'Union européenne et mis en œuvre, entre autres agences européennes, par Expertise France, les pays d'Amérique latine et d'Europe ont travaillé main dans la main sur les politiques publiques, le renforcement des capacités institutionnelles et la création d'engagements entre les deux continents, ainsi qu'entre les pays d'Amérique latine.

Le programme EUROsociAL a fonctionné pendant dix-neuf ans en plusieurs phases, avec la présence d'Expertise France depuis le début. La première phase du programme a duré cinq ans, la suivante à nouveau cinq ans, tandis que la troisième, EUROsociAL+, s'est appuyée sur les processus précédemment mis en place, travaillant également sur les politiques publiques et les programmes en prévoyant une composante innovante sur l'égalité de genre dirigée par Expertise France. EUROsociAL+ appuie les pays dans leurs réformes destinées à promouvoir les politiques sociales publiques pour l'autonomisation physique, économique et politique, l'égalité de genre et la gouvernance démocratique. Parmi ces politiques figurent l'autonomie physique et la lutte contre la violence de genre, ainsi que l'autonomie économique et les soins. Un programme d'un an, EUROsociAL Bridge, comprenait des projets tels que la collaboration avec la Conférence interaméricaine des femmes (CIM) sur l'émancipation économique des femmes, et avec l'Uruguay sur les carrières scientifiques

Since 2005, the EUROsociAL programme, focused on social cohesion, has built a dynamic of cooperation and collaboration between the two continents.

Funded by the European Union, and implemented among European agencies, by Expertise France, Latin American and European countries have worked together on public policy, institutional capacity building and creating commitments between the two continents as well as between countries in Latin America. The EUROsociAL programme has operated for 19 years in several phases, with Expertise France present from the start. The first EUROsociAL programme ran for five years, the next for an additional five, while the third, EUROsociAL+, built on processes that were previously put in place, also working on public policies and programmes with an innovative component on gender equality led by Expertise France inequality. EUROsociAL+ worked with countries on reforms to public social policies for physical, economic and political empowerment, gender equality, and democratic governance. Some of these policies included physical autonomy and the battle against gender violence as well as economic autonomy and care. A one-year programme, EUROsociAL Bridge, included projects such as working with the Inter-American Conference of Women (CIM) on the economic empowerment of women, and with Uruguay on scientific and technological careers for girls and teenagers. The ongoing EU programme under the Team Europe Initiative (TEI), "Inclusive and Egalitarian

et technologiques pour les jeunes filles et les adolescentes. Le programme européen en cours dans le cadre de l'initiative Team Europe (TEI), «Sociétés inclusives et égalitaires», sera signé avant la fin de l'année.

Alejandra Mora Mora

Secrétaire exécutive de la Commission interaméricaine des femmes

Avocate, femme politique et militante des droits de l'homme, Alejandra Mora Mora a une grande expérience dans le domaine de la défense des droits des femmes dans son pays d'origine, le Costa Rica, et à plus large échelle. Actuellement basée à Washington, D.C., elle est secrétaire exécutive de la Commission interaméricaine des femmes (CIM) de l'Organisation des États américains (OEA) depuis 2019. Alejandra Mora Mora décrit l'Europe comme un «allié naturel» pour faire progresser l'agenda de l'Amérique latine en matière d'égalité de genre, soulignant qu'EUROSociAL est un partenaire clé pour renforcer le dialogue sur les rôles des femmes dans la société et l'économie. Elle souligne que les femmes ne sont pas pleinement reconnues dans la sphère publique, qu'elles rencontrent des difficultés pour y accéder et qu'elles ne disposent pas des outils nécessaires pour naviguer dans un environnement international. Cette caractéristique est davantage ressortie lors de la pandémie de Covid-19. À titre d'exemple, l'expérience de l'Europe en ce qui concerne les femmes et la prise en charge des personnes dépendantes pendant la pandémie a permis de tirer des enseignements et des recommandations précieuses pour l'Amérique latine. Elle souligne également les résultats positifs de la collaboration avec EUROSociAL dans la lutte contre les violences faites aux femmes, en particulier l'importance des refuges accueillant les personnes touchées. Elle note aussi que

“Societies” will be signed before the end of the year.

Alejandra Mora Mora

Executive Secretary of the Inter-American Commission of Women



Alejandra Mora Mora is a lawyer, politician, and human rights activist with extensive experience advocating for women's rights in her home country, Costa Rica, and beyond. Currently based in Washington, D.C., she has served as the Executive Secretary of the Inter-American Commission of Women (CIM) of the Organization of American States (OAS) since 2019.

Alejandra Mora Mora describes Europe as a “natural ally” for advancing Latin America's gender equality agenda, highlighting EUROSociAL as a key partner in shaping discussions about women's roles in society and the economy. She points out that women are neither fully recognised in the public sphere nor find it easy to enter, lacking the necessary tools to navigate an international environment. This issue became even more evident during the Covid-19 pandemic. For instance, Europe's experiences regarding women and caregiving during the pandemic offered valuable lessons and recommendations for Latin America.

She also emphasises the positive outcomes of collaboration with EUROSociAL in addressing violence against women, particularly the significance of shelters for those affected. She notes that digital violence is another area of concern, with ongoing efforts to gather insights to develop a model law on this issue.

Having worked extensively on recognising women's contributions to care work and

la violence numérique est une autre source de préoccupation, et que des efforts sont en cours de déploiement pour recueillir des informations en vue de l'élaboration d'une loi type sur cette question.

Ayant beaucoup travaillé sur la reconnaissance de la contribution des femmes au travail de soins et sur l'amélioration de leur autonomie économique, elle a récemment appelé à une plus grande implication du secteur privé. Elle considère que le secteur privé joue un rôle essentiel dans la création de conditions de travail permettant de mieux concilier vie professionnelle, vie personnelle et responsabilités liées à la prise en charge des personnes dépendantes. Grâce à la mise en place d'instruments politiques tels qu'un congé parental plus équitable, la carrière professionnelle des femmes risquerait moins d'être interrompue et la participation des hommes à la prise en charge des personnes dépendantes pourrait être encouragée. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre du projet EUROsociAL Bridge, a abouti à la publication des « Lignes directrices pour l'application de mesures de coresponsabilité en matière de prise en charge des personnes dépendantes dans les entreprises », un outil qui soutient et encourage les entreprises à reconnaître l'importance du partage des responsabilités en matière de prise en charge des personnes dépendantes.

Elle affirme que l'égalité de genre est essentielle au développement des pays d'Amérique latine. Bien que les femmes occupent 36 % des sièges parlementaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'égalité totale se heurte encore à de nombreux obstacles. « Nous sommes en première ligne », déclare-t-elle. Elle souligne l'importance que revêtent les relations avec l'Europe en matière de partage d'expériences et de construction d'alliances qui, espère-t-elle, se poursuivront sur le long terme. Elle s'inspire de l'expérience des femmes politiques européennes pour poursuivre son travail en Amérique latine, en s'efforçant d'atteindre la parité à la fois horizontale et verticale entre les hommes et les femmes.

enhancing their economic autonomy, she has recently called for greater private sector involvement. She sees the private sector as crucial in creating work conditions that better balance professional life, personal life, and caregiving responsibilities. Through policy instruments such as more equitable parental leave, women's professional careers are less likely to be interrupted, and men's participation in caregiving can be encouraged. This initiative, which aligns with the EUROsociAL Bridge project, led to the publication of the "Guidelines for the Application of Co-Responsibility Measures for Caregiving in Companies" a tool that supports and advocates for companies recognising the importance of shared caregiving responsibilities.

She asserts that gender equality is essential for the development of Latin American countries. Despite women holding 36 percent of parliamentary seats in Latin America and the Caribbean, there is still resistance to full equality. "We are on the frontlines," she states. She stresses the importance of the relationship with Europe in sharing experiences and building alliances, which she hopes will continue. She draws upon the experiences of European women politicians to further her work in Latin America, striving to achieve both horizontal and vertical gender parity.

Marisol Touraine

Ancienne ministre française de la Santé
et des Affaires sociales

Pouvez-vous décrire votre implication récente au sein des projets EUROsociAL ?

Ce qui est intéressant avec EUROsociAL, c'est qu'il favorise la coopération entre l'Europe et l'Amérique latine pour partager des expériences, identifier des problèmes communs et voir comment le modèle européen de protection sociale, qui a permis l'émancipation des femmes, peut nourrir les discussions sur la protection sociale en Amérique latine. L'Europe et l'Amérique latine ont des histoires différentes mais font face à des défis communs. Comment faire en sorte que les politiques sociales bénéficient aux femmes ? EUROsociAL propose une approche globale de la politique, structurée autour d'un cadre solide, et nous devons définir comment il peut être déployé à travers des projets plus opérationnels. Afin de favoriser les échanges entre pairs, j'ai partagé mes expériences personnelles, mon point de vue politique et les défis que nous devons relever en tant que femmes. Comment mettre en place une politique publique qui permette aux femmes de s'émanciper, ainsi que des politiques publiques globales ayant un impact favorable sur les femmes ?

Comment se déroulent les échanges lors des réunions d'EUROsociAL ?

J'ai eu plusieurs expériences avec EUROsociAL, y compris pendant la pandémie de Covid-19, et elles sont toujours empreintes d'énergie positive et de vrais échanges. Chacun apporte sa propre histoire et son propre contexte afin de mieux comprendre les autres. J'ai toujours senti qu'il y avait un réel désir d'apprendre de ces expériences afin d'élaborer des politiques. C'est un programme très flexible, professionnel

Marisol Touraine

Former French Minister of Health
and Social Affairs

Can you describe your recent involvement with the EUROsociAL projects?



What's interesting about EUROsociAL is that it encourages cooperation between Europe and Latin America to exchange experiences, identify common problems and see how Europe's model of social protection, that has enabled the emancipation of women, can nourish discussions about social protection in Latin America.

Europe and Latin America have different histories but face common challenges. How can we ensure that social policies benefit women? EUROsociAL offers a global approach to policy, with a solid framework and we need to see how it can be rolled out through more operational projects.

In order to encourage exchanges between peers, I shared my personal experiences, my political point of view, and the challenges we must overcome as women. How can we put in place a public policy that allows women to become emancipated, as well as overall public policies that have a favourable impact on women?

What are the exchanges like during EUROsociAL meetings?

I've had several experiences with EUROsociAL including during the Covid-19 pandemic and there is always positive energy and real exchanges going on.

Everyone comes to the table with their own history and background so that they can better understand the others. I've always sensed there is a real desire to learn from these experiences in order to build policies. It's a very flexible programme that is professional and at the same time allows for adaptations.

et qui permet en même temps de procéder à des adaptations.

Quels défis est-il nécessaire de relever dans le cadre de ces projets et comment y faire face ?

Nous devons faire en sorte que cette coopération continue de produire des projets concrets et opérationnels. Les participants doivent avoir une idée claire qui puisse donner lieu à un projet concret. En Argentine, par exemple, nous avons travaillé sur une politique de soutien social, « cuidado » (soins), et les Argentins espèrent progresser, grâce à plusieurs initiatives, vers une politique féministe de soins complets. Au Paraguay, nous avons travaillé sur un cadre de protection sociale. Il est important de toujours garder à l'esprit que les politiques sociales ne contribuent pas seulement à lutter contre la pauvreté, mais qu'elles sont au fondement de la démocratie.

Et pour l'avenir ?

Les principaux problèmes rencontrés concernent les grandes inégalités qui frappent le continent latino-américain, même si cela dépend du pays. EUROsociAL peut vraiment aider, de manière concrète, ces pays qui s'orientent vers des politiques progressistes et inclusives. Ce qui est positif pour les femmes est positif pour la société dans son ensemble. Je suis ravie de constater que l'approche dynamique proposée par EUROsociAL produit des résultats très concrets pour les personnes.

What are some of the challenges involved in these projects and how to get around them?

The challenge is to ensure that this cooperation continues to produce concrete, operational projects—participants need to have a clear idea that can lead to a concrete project. In Argentina, for example, we have been working on a social support policy, *cuidado* (care), and the Argentinians are hoping to move forward with several Initiatives for a feminist comprehensive care policy. In Paraguay, we have been working on a social protection framework. It's important to always keep in mind that social policies not only help fight poverty, but that they are the bedrock of democracy.

And looking towards the future?

The main issues are the great inequalities on the Latin American continent, although it depends on the country. EUROsociAL can really make precise contributions to these countries that are moving towards progressive, inclusive policies. What's good for women is good for society as a whole. I am pleased to see that the dynamic approach proposed by EUROsociAL produces very tangible results for the people.

Ester Mancera

Coordinatrice opérationnelle du programme d'action, d'accompagnement et d'accès à l'information « Sordas Sin Violencia » (PSSV)

Sordas Sin Violencia (PSSV) est basé en Argentine et géré par l'organisation de la société civile Enlaces Territoriales por la Igualdad de Género (Réseaux territoriaux pour l'égalité de genre). Cette association travaille dans le domaine de la violence à l'égard des femmes, en particulier des femmes sourdes, et a collaboré à plusieurs reprises à des projets auprès d'EUROsociAL.

Pouvez-vous décrire votre collaboration avec EUROsociAL et les aspects qui ont été positifs ou qui peuvent être améliorés ?

EUROsociAL nous a ouvert des portes et a créé des espaces pour que notre travail soit visible et valorisé dans la région et dans le monde, ce qui consiste principalement à mettre en lumière la situation des femmes sourdes victimes de multiples formes de violence qui ne sont toujours pas prises en compte par les politiques publiques. Dans ce contexte, EUROsociAL a pris en compte la valeur de notre expérience professionnelle, de notre parcours et de notre expertise pour organiser des réunions et formuler des recommandations sur le besoin urgent d'inclusion ou d'amélioration des politiques publiques.

Quels sont les aspects les plus importants sur lesquels vous devez vous concentrer dans votre domaine ?

En 2016, PSSV a été créé collectivement par des femmes sourdes et entendantes sous la forme d'un programme innovant de soutien global basé sur l'accès à une information de qualité, la communication et l'articulation entre les

Ester Mancera

Hearing operational coordinator of the programme of attention, accompaniment and access to information "Sordas Sin Violencia" (PSSV)



"Sordas Sin Violencia" (PSSV) is based in Argentina and managed by the civil society organisation "Enlaces Territoriales por la Igualdad de Género" (Territorial networks for gender equality). This association works in the field of violence against women, and in particular, deaf women, and has collaborated several times on projects with EUROsociAL.

Can you describe your collaboration with EUROsociAL and the aspects that were positive or can be improved?

EUROsociAL opened doors and created spaces for us to make our work visible and valued in the region and in the world, which is primarily to shine a spotlight on the situation of deaf women who are victims of multiple forms of violence that still remain unaddressed by public policies. Within this framework, EUROsociAL considered the value of our work experience, journey and expertise to hold meetings and put forth recommendations for the urgent need for inclusion and, or improvement of public policies.

What are the most important aspects to focus on in your field of work?

In 2016, the PSSV was collectively built by deaf and hearing women as an innovative comprehensive support programme based on access to quality information, communication and articulation between deaf women and services for access to rights.

It is a pioneering initiative, as it is the only tool of its kind in the region, whose purpose is to give deaf women access to a life free from all forms of violence and discrimination.

femmes sourdes et les services qui facilitent l'accès aux droits.

Il s'agit d'une initiative pionnière car c'est le seul outil de ce type dans la région, dont l'objectif est de permettre aux femmes sourdes d'éradiquer toute forme de violence et de discrimination de leur vie. L'équipe de soutien se compose d'un groupe de trois personnes qui conseille chaque femme de manière conjointe et complémentaire : une professionnelle entendante (possède les connaissances spécifiques, effectue l'évaluation des risques, guide et accompagne la personne concernée à travers son parcours de violence), une médiatrice linguistique interculturelle sourde (apporte sécurité et confiance à la femme sourde puisqu'elle partage sa culture et connaît en profondeur les effets causés par les barrières) et une interprète en langue des signes. Depuis 2016, nous avons soutenu plus de 1 000 femmes, pris en charge près de 800 femmes tout au long de leur parcours et fourni environ 1 800 services.

Quelle est l'importance pour votre organisation de coopérer avec d'autres organisations en Amérique latine ?

Nous considérons qu'il est primordial de nous développer dans la région afin de nous assurer qu'aucune femme sourde ne soit laissée pour compte. Mais pour atteindre ces objectifs, il est à la fois nécessaire et urgent d'avoir accès à des ressources financières, ce qui n'est pas toujours facile ou possible pour les petites et moyennes organisations. La création de réseaux, d'alliances et de collaborations est l'une de nos priorités et PSSV est sur le point de mettre en place un réseau régional de femmes sourdes. Toutefois, pour avancer et assurer la viabilité du réseau, nous avons besoin de ressources économiques.

The support team is made up of a triad that counsels each woman in a joint and complementary manner: a hearing professional (has the specific knowledge, carries out the risk assessment, guides and accompanies to traverse the critical path of violence), a deaf intercultural linguistic mediator (provides security and confidence to the deaf woman since she shares her culture and knows in depth the effects caused by the barriers) and a sign language interpreter. Since 2016 we have supported more than 1000 women, looked after nearly 800 women throughout their critical journey, and provided approximately 1800 services.

How important is it for your organisation to cooperate with other organisations in Latin America?

We consider it would be a priority to scale up in the region to ensure that no deaf woman is left behind. But in order to achieve these objectives it's necessary and urgent to have access to financial resources, which is not always easy or possible for small or medium sized organisations. Networks, alliances, and collaborations are priorities for us and PSSV is on the way to setting up a regional network of deaf women, but we need economic resources to move forward and make the network sustainable.



Stimuler l'économie
en favorisant l'emploi
des jeunes au Rwanda

Boosting the economy
by fostering youth
employment in Rwanda

Bien que le Rwanda connaisse une forte croissance économique continue ces dernières années, il fait face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et à un taux de chômage élevé chez les jeunes. Le gouvernement a décidé de s'attaquer à cette problématique en promouvant la formation technique et professionnelle (TVET - *technical and vocational educational training*) dans des établissements d'enseignement supérieur répartis dans tout le pays. Avec l'essor des industries modernes et automatisées au Rwanda, le gouvernement mise sur les diplômés hautement qualifiés ayant suivi une formation professionnelle pour devenir compétitifs sur le marché du travail et jouer un rôle dans la transformation économique du pays.

Depuis 2019, l'Agence française de développement (AFD) et Expertise France soutiennent le ministère de l'Éducation rwandais en accompagnant Rwanda Polytechnic et le Rwanda TVET Board dans la promotion de la formation professionnelle régionale. Ce projet, nommé AFTER, vise à renforcer la formation au Centre régional polytechnique intégré (IPRC) de Tumba ainsi que dans les écoles professionnelles d'APEKI, Bushoki, Kinyihira et Buyoga, situées dans le district de Rulindo. Il a pour objectif d'améliorer l'insertion professionnelle et de développer l'entrepreneuriat dans la région, tout en fournissant une assistance technique aux responsables du projet. L'un des principaux axes du projet est d'accompagner le lancement d'une filière de formation en mécatronique à l'IPRC Tumba, dans un nouveau bâtiment comprenant quatre ateliers et six laboratoires

couvrant tous les aspects de la formation. De plus, un partenariat entre Rwanda Polytechnic et l'université Paris-Saclay a permis de former des instructeurs en mécatronique, en collaboration avec l'Institut de technologie de Cachan, en France. Le projet s'attache également à soutenir les initiatives entrepreneuriales et à accompagner les diplômés dans leur recherche d'emploi.

Although in recent years Rwanda has continued to experience strong economic growth, it also has a shortage of skilled labour and high youth unemployment. One of the ways the government decided to tackle this issue is by promoting technical and vocational educational training (TVET) in colleges spread across the country. With modern and automated industries on the rise in Rwanda the government is betting on highly skilled graduates from TVET institutions to become competitive on the labour market and to play a role in the country's economic transformation.

Since 2019 the Agence française de développement (AFD) along with Expertise France have been assisting the Ministry of Education by supporting the Rwanda Polytechnic and Rwanda TVET Board in the promotion of regional vocational training in Rwanda. This became the AFTER project and involved strengthening the training at the Integrated Regional Polytechnic College (IPRC) in Tumba as well as at APEKI, Bushoki, Kinihira and Buyoga TVET Schools in the Rulindo district. AFTER also aimed to reinforce and develop professional integration and entrepreneurship in the district and provide technical assistance to those managing the project.

One of the project's main goals was the creation of a mechatronics department at the IPRC Tumba in a new building containing four workshops and six laboratories that cover all aspects of the course. Additionally, Rwanda

Polytechnic and the Paris-Saclay university signed an agreement for technical training of mechatronics instructors that took place in cooperation with the Institut de technologie Cachan, France. Finally, the project also sought to provide support to entrepreneurship projects, and graduates seeking jobs.

Dr Sylvie Mucyo

Vice-présidente de Rwanda Polytechnic

Comment la formation professionnelle a-t-elle évolué au Rwanda depuis que vous avez commencé votre carrière au sein de la direction et de l'administration universitaires il y a plus de dix ans ?

L'évolution s'est faite principalement en termes d'investissement et de formation des formateurs. Depuis 2007, les écoles professionnelles de Tumba et de Kigali ont été pionnières en matière de compétences techniques avancées et la formation technique et professionnelle (TVET) était déjà prise au sérieux.

Tout a commencé par des écoles secondaires techniques, puis l'enseignement supérieur s'est développé. La formation professionnelle a été considérée comme un pilier du développement économique et industriel. Des universités ont ensuite été créées dans toutes les provinces, ce qui a suscité l'intérêt de la population, du gouvernement et de ses partenaires.

L'investissement traduit l'importance du programme d'études et l'implication qu'il suscite. Les diplômés ont été embauchés dans différents secteurs de l'économie et continuent à l'être aujourd'hui. Le chemin à parcourir est encore long, mais l'avenir est prometteur.

Le public perçoit très bien l'importance de la formation professionnelle.

Quels sont les principaux obstacles que vous avez rencontrés dans le cadre du développement de la formation professionnelle dans le pays ?

À l'heure actuelle, la difficulté réside dans le développement des compétences des formateurs. Les universités qui sont des pionnières à un niveau plus élevé manquent d'enseignants qualifiés par rapport aux besoins et aux demandes. À l'étranger, notamment en Corée du

Dr. Sylvie Mucyo

Vice-Chancellor of Rwanda Polytechnic



How has vocational training evolved in Rwanda since you began your career in academic leadership and administration more than ten years ago?

The evolution has mainly been in terms of the investment put into it and the education of trainers. Since 2007, Tumba and Kigali technical colleges have been pioneers in advanced technical skills and TVET was already taken seriously.

At first there were technical secondary schools and then it evolved into higher education. TVET became viewed as a pillar to economic and industrial development. Then colleges were established in all provinces, there was interest among the population, the government and the partners that they work with. The investment shows the importance and involvement in the curriculum.

Graduates have been employed by different sectors of the economy and this is ongoing. We have a long way to go but it's promising.

There's a high perception of TVET's importance among the public.

What are the biggest hurdles you have faced while developing TVET across the country?

Right now, a challenge is the capacity building of the trainers. In the colleges which are pioneers at a higher level, there are a limited number of qualified teachers compared to the needs and demands. There is a lot of short-term TVET training abroad in South Korea, Singapore, or Germany.

With the establishment of more TVET colleges, the graduates are hired as instructors. Another challenge is the equipment in labs and workshops which is a big investment. Here,

Sud, à Singapour ou en Allemagne, on trouve beaucoup de formations techniques et professionnelles de courte durée. Avec la création d'un plus grand nombre d'établissements proposant des formations techniques et professionnelles, les diplômés sont embauchés en tant qu'enseignants. Un autre défi concerne l'équipement des laboratoires et des ateliers, qui représente un investissement important. Expertise France nous a fourni une assistance technique et s'est assurée que nous atteignons nos objectifs dans les délais impartis.

Comment s'est déroulée la collaboration avec Expertise France ?

Nous avons débuté notre collaboration en 2020 et avons commencé à œuvrer en 2021. Le premier projet AFTER a été couronné de succès et un autre cycle de financement est en cours. La collaboration s'est bien passée car nous avons discuté et nous sommes tombés d'accord sur la façon dont les choses devaient se dérouler. De notre côté, nous pensons connaître nos besoins et la façon dont il conviendrait de mettre les choses en œuvre. L'échange et le soutien sont importants. Un partenariat nécessite de mettre en commun des idées pour fonctionner.

Pouvez-vous donner un exemple de l'une des évolutions les plus positives ?

Dans le déroulement d'un projet, le plus important consiste à s'assurer que l'on obtient les résultats escomptés. C'était la première fois que nous collaborions avec la France dans le domaine de l'éducation, et nous n'avions jamais vu un tel niveau d'investissement et de collaboration auparavant. En tant qu'établissement universitaire, nous avons besoin d'établir des programmes d'échanges et, par l'intermédiaire d'Expertise France, nous avons conclu un protocole d'accord avec l'université technique de Paris-Saclay/Cachan, et nous collaborons en matière de formation, de renforcement

Expertise France provided technical assistance and made sure we reached our goals within a time frame.

What was the collaboration with Expertise France like?

We began collaborating in 2020 and started operating fully in 2021.

The first AFTER project was successful and now we have another round of funding ongoing. Collaboration has been good because we discuss things together, find a common understanding on how things should be—on our side we believe we know our needs and how things should be implemented. Exchange and support are important.

In a partnership you bring together ideas to make it work.

Can you give an example of one of the most positive developments?

With projects the most important thing is to see that you get the results expected.

It was the first time we collaborated with France on education, and we hadn't seen such a high level of investment and collaboration before.

As an academic institution we need to connect with others and through Expertise France we have an MOU with the Paris-Saclay/Cachan technical university and we collaborate in training, capacity building and have some exchange programmes. This was a first connection with a project that began late due to Covid-19, but we managed to achieve what was intended. In Tumba, we have a new building, equipment, our students have a good environment for learning, and we can see that they are capable, and employers are happy with graduates. You can see the skills that you put into the students so that they can serve the industry and the community. I would say it's a great achievement because you're building,

des capacités et de programmes d'échange. Il s'agissait d'une première connexion dans le cadre d'un projet qui a démarré tardivement à cause du Covid-19, mais nous avons réussi à atteindre les objectifs fixés. À Tumba, nous avons désormais un nouveau bâtiment et des équipements modernes. Nos étudiants évoluent dans un environnement d'apprentissage favorable, et nous constatons qu'ils acquièrent les compétences nécessaires, ce qui satisfait les employeurs. Nous pouvons ainsi constater que les connaissances théoriques transmises aux étudiants sont concrètement appliquées au bénéfice de l'industrie et de la communauté. Je dirais que c'est une grande réussite d'instruire, de préparer et de former les étudiants, et de voir les résultats et l'impact de ce soutien ainsi que le potentiel de ces projets. Il s'agit également d'améliorer et de renforcer la collaboration avec l'industrie, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Quel élément pourrait être utile aux partenariats à l'avenir ?

L'expérience que nous avons vécue aux côtés d'Expertise France s'est avérée très positive. Expertise France a vu que nous étions très motivés et a été surpris par la rapidité avec laquelle les choses ont avancé. Les processus étaient parfois lents, peut-être parce qu'il n'y avait pas de bureau à Kigali, mais en tout cas, nous sommes sur la bonne voie et sur la même longueur d'onde. J'espère que l'on parviendra à maintenir ce rythme.

equipping and training and you can see the results and the impact of that support and the potential that these projects have. A part of this is also enhancing and strengthening the collaboration with industry that wasn't there before.

What might be helpful with partnerships in the future ?

It has been very positive with Expertise France, and they saw that we are highly motivated and were surprised at how fast things went. Perhaps because they didn't have an office in Kigali, processes were sometimes slow but in any case we are on a good path and on the same wavelength. I hope that this pace can continue.

Eveque Hakizimana

Étudiant en mécatronique
à l'IPRC Tumba

Eveque est étudiant en deuxième année de mécatronique à l'école supérieure de Tumba ; il obtiendra son diplôme d'études supérieures dans un an. Il est originaire des provinces occidentales du Rwanda, à environ 100 kilomètres de Tumba, où il loue un appartement le temps de ses études.

Au lycée, son objectif après l'obtention de son baccalauréat était « d'étudier l'électronique, l'innovation et des idées d'entreprises dans le domaine de l'électronique ».

Eveque nous confie qu'il aime étudier à l'IPRC Tumba « parce que la qualité des études est élevée, que nous avons suffisamment de ressources et de temps à consacrer à la pratique ». Il apprécie également de faire partie d'un club d'innovation où les autres étudiants se réunissent et partagent des idées novatrices dans ce domaine.

Après l'obtention de son diplôme, il cherchera un emploi dans l'industrie, mais son rêve « est de devenir entrepreneur, et peut-être de développer une innovation dans le domaine de l'électronique ».



Eveque Hakizimana

Mechatronics student at IPRC Tumba

Eveque is a second-year student in mechatronics at Tumba college; he will be receiving his Advanced Diploma in a year. He is from the western provinces of Rwanda approximately 100 kilometres from Tumba where he rents a flat while he is a student.

During high school, his aim post-graduation was “to study electronics, and innovation and business ideas in the field of electronics. Eveque says he likes being at IPRC Tumba “because the quality of the studies is high, we have enough resources, and enough time for practice.”

He also enjoys being part of an innovation club where fellow students meet and share innovative ideas about the field.

Following graduation, he will look for a job in the industry but his dream “is to become an entrepreneur maybe developing an innovation in the field of electronics.”



Renforcer le système de santé après l'épidémie Ebola en Guinée

Strengthening
the health sector
post-Ebola in Guinea

En 2014, l'épidémie dévastatrice Ebola a mis en lumière la fragilité du système de santé guinéen, ce qui a poussé le gouvernement à réagir en adoptant une politique nationale de santé de grande envergure.

Après une refonte ambitieuse du système de santé, la France et les partenaires internationaux ont contribué à la mise en œuvre d'un certain nombre de programmes liés à la santé, tandis que d'autres projets à l'échelle du pays sont en cours.

Expertise France accompagne la Guinée dans le renforcement de son système de santé depuis plus de dix ans. Après Ebola, différents projets financés par la France et l'Europe ont été déployés afin de promouvoir la sécurité sanitaire : agir sur la prévention et le contrôle des infections, lutter contre la résistance aux antimicrobiens, réorganiser les services d'urgence hospitaliers, améliorer l'hygiène dans les services hospitaliers et renforcer le système de santé dans son ensemble. L'un des premiers programmes mis en œuvre par Expertise France a été le projet d'appui à la santé (PASA), visant à aider le ministère de la Santé au niveau institutionnel et à soutenir la Pharmacie centrale de Guinée qui a pour mission d'approvisionner en médicaments essentiels les établissements de santé publics et les services de santé en Guinée forestière. En 2021, un programme quadriennal, aligné sur la priorité nationale du gouvernement en matière de santé, a été lancé pour soutenir la prévention et le contrôle des infections (PCI) dans les établissements de santé.

Le projet adoptait une approche à trois volets : opérer au niveau central en renforçant la gouvernance au sein du ministère de la Santé, décentraliser la gouvernance afin d'améliorer

l'hygiène et les installations médicales dans d'autres régions, et enfin améliorer les connaissances et la mobilisation sur l'infection et la prévention au niveau de la communauté. Suite du projet PASA, le PASA2 entendait renforcer le système de santé au niveau central ainsi que dans les départements décentralisés de la région de Nzérékoré. Surtout, l'objectif principal de PASA2 était d'aider les mères et les enfants de moins de 5 ans de la région forestière de Guinée à accéder aux services de santé et d'améliorer les structures sanitaires mises à leur disposition. Expertise France a également travaillé sur les mécanismes d'alerte et de réponse aux épidémies ainsi que sur la mise en place d'un réseau de laboratoires de diagnostic et de suivi des malades.

During the devastating Ebola epidemic in 2014 the fragile state of the Guinean health system was revealed, which led the government to respond by adopting a sweeping national health policy. An ambitious overhaul of the health system took place, with France and international partners helping to implement a number of health-related programmes while other country-wide projects are ongoing.

Expertise France has been working with Guinea on its health sector for over ten years. Post-Ebola, a variety of projects funded by France and Europe were deployed in Guinea in order to promote health security—such as acting on infection prevention and control, fighting antimicrobial resistance, reorganising hospital emergency services, improving hygiene in hospital services, and the overall strengthening of the health system. One of the first programmes implemented by Expertise France was a project to support health (PASA) by helping the Ministry of Health at an institutional level and upholding the mission by the Central Pharmacy of Guinea to supply essential medicines to public health facilities, and health services in Forest Guinea. In 2021, a four-year programme in keeping with the government's national priority on health began to support infection prevention and control in health facilities (IPC). The project takes a three-prong approach, operating at a central level by strengthening the governance within the Ministry of Health while at the same time decentralising the governance so that hygiene and medical facilities are improved in other regions, and finally, increasing knowledge and mobilisation about infection and prevention at a community level. At the same time PASA2,

building on the initial PASA project, was put in place, continuing to strengthen the health system at a central level as well as in the decentralised departments in the Nzérékoré region. Most importantly, PASA2's main goal was to help mothers and children under the age of five in Guinea's forest region gain access to health services as well as improving the health facilities available to them. Expertise France has also worked on epidemic alert and response mechanisms as well as helping to implement a network of laboratories that can diagnose and monitor patients.

Dr Sékou Condé

Ancien secrétaire général du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique

Pouvez-vous nous parler des débuts de votre collaboration avec Expertise France ?

J'ai eu l'occasion de rencontrer Expertise France lors de l'épidémie Ebola en 2014 et nous avons commencé à travailler ensemble en 2015. C'était une période très préoccupante et la France et le Maroc ont accepté de collaborer dans la lutte contre cette épidémie. Expertise France a apporté son aide, avec des laboratoires mobiles, dans les zones où la maladie était présente, puis avec le projet LAB-NET qui a renforcé les capacités de diagnostic de l'Institut national de santé publique. Il n'est désormais plus nécessaire d'envoyer des échantillons à Dakar ou à Bordeaux. Il y a ensuite eu la création d'une équipe régionale d'alerte et de riposte aux épidémies (ERARE) qu'Expertise France a contribué à mettre en place et à former. Cette équipe a permis la détection précoce et le traitement rapide des maladies à caractère infectieux et a renforcé la capacité de réaction aux futures épidémies.

Quels sont les défis et les réalisations que vous souhaitez mettre en avant ?

Avec Ebola, nous avons pris conscience de la fragilité de notre système de santé et de la nécessité d'agir différemment. Le plan de relance du système de santé prévoyait la mise en place de centres de soins dans tout le pays. Chaque juridiction dispose à présent d'un centre de soins.

La plupart du personnel de santé n'était pas formé pour faire face aux épidémies ou à la gestion des épidémies. Grâce au soutien de nos partenaires, nous avons formé des médecins et du personnel de santé dans toutes les régions. Nous avons également pu renforcer la logistique.

Dr. Sékou Condé

Former Secretary General of the Ministry of Health and Public Hygiene

Can you talk about how your initial collaboration with Expertise France began?



I had the opportunity to meet with Expertise France during the Ebola outbreak in 2014 and we began working together in 2015. It was a very frightening time and France and Morocco accepted to collaborate in the battle against this disease. Expertise France helped with mobile laboratories in areas where the disease was present, and then with the LAB-NET project which strengthened the diagnostic capabilities of the national public health institute. Samples no longer needed to be sent to Dakar or Bordeaux. Then there was the creation of a regional team of warning and response to epidemics (ERARE) which Expertise France helped create and train. This involved early detection and rapid treatment of infectious diseases and strengthened their capacity for response for future epidemics.

What are some of the challenges and achievements you would like to point to?

With Ebola we realised that our health system was fragile, and that we needed to do things differently. The healthcare system recovery plan called for care centres to be set up throughout the country—there are now care centres in every jurisdiction. Most healthcare staff was not trained to deal with epidemics or epidemic management. With the support of our partners, we've trained doctors and healthcare staff in all regions. We were also able to strengthen logistics. Before the epidemic, there was no means of transportation for patients. With support from our partners, we increased the number of ambulances from 33 to 480, which is a major achievement in terms of transportation. In the

Avant l'épidémie, aucun moyen de transport n'était prévu pour les patients. Avec l'appui de nos partenaires, nous sommes passés de 33 ambulances à 480, ce qui constitue une avancée majeure en termes de transport. Dans le cas spécifique d'Expertise France, je mettrais en avant la formation en épidémiologie permettant de faire face aux situations d'urgence.

À l'avenir, quelle est votre priorité en ce qui concerne le système de santé ?

Nous ne devons pas nous concentrer uniquement sur les épidémies. Avec le projet PASA, nous améliorons la gouvernance. Pour améliorer la planification, nous devons élaborer des manuels de procédures, renforcer les capacités structurelles et d'audit, et améliorer le cadre institutionnel. Nous devons par ailleurs renforcer la décentralisation. Les communautés locales doivent s'approprier les soins de santé. Pour cela, nous avons développé le concept de soins de santé communautaires, et les autorités locales piloteront les politiques concernées. Nous devons également améliorer les services de santé, car notre taux de mortalité maternelle est très élevé. Nous avons besoin de nouvelles infrastructures dotées de meilleurs centres de santé et maternités. Enfin, nous devons continuer à intégrer une nouvelle dimension dans la prévention et le contrôle des infections, y compris dans la lutte contre les maladies dans les établissements de santé.

specific case of Expertise France, I'd highlight the training in epidemiology in order to deal with emergency situations.

Going forward, what do you see as a priority as far as the healthcare system is concerned?

We mustn't focus only on epidemics. With the PASA project, we are improving governance. To improve planning, we need to draw up procedural manuals, strengthen structural and audit capacities, and improve the institutional framework. Another aspect is to strengthen decentralisation. The grassroots communities need to take ownership of healthcare. For that, we have developed the concept of community healthcare, and the local authorities will pilot the politics involved. We also need to improve healthcare services—we have a very high maternal mortality rate—we need new infrastructures with better health centres and maternity wards. And we need to continue to integrate a new dimension into prevention and control of infection including disease control in healthcare settings.

Abdoulaye Bah

Doctorant en anthropologie médicale, travaillant sur des projets PCI (Projet d'appui à la maîtrise des risques infectieux)

Abdoulaye Bah s'est intéressé à la sociologie dès le secondaire et a commencé à étudier l'anthropologie médicale pendant son master en France, en se concentrant sur la santé maternelle. «J'ai une passion naturelle pour ce sujet, étant donné les situations tragiques qui m'entourent en Guinée. Dans quasiment chaque famille, on entend parler d'un décès maternel.» Dans le cas d'Abdoulaye Bah, il s'agissait de sa sœur aînée et d'une cousine. «C'est un sujet qui me préoccupe et qui m'a amené à m'intéresser au développement d'une expertise permettant de contribuer à la réduction du taux de mortalité maternelle dans mon pays.»

Abdoulaye Bah travaille avec le Centre de recherche et de formation en infectiologie de Guinée (CERFIG), un établissement public à caractère scientifique, en collaboration avec le programme PCI d'Expertise France. Le premier projet sur lequel il a travaillé consistait à mener des recherches sur la culture de l'hygiène hospitalière dans les structures urbaines et rurales. «Le fait d'avoir passé plusieurs mois dans un hôpital m'a permis de me rendre compte de la difficulté et de la pénibilité du travail du personnel, dans un contexte où bon nombre d'entre eux sont des stagiaires non rémunérés. Ils étaient confrontés à de nombreuses urgences tout en bénéficiant de ressources limitées, notamment un manque de matériel. C'est la valeur ajoutée de la sociologie et de l'anthropologie : essayer de comprendre et analyser une situation et ne pas la juger.» Abdoulaye Bah dirige actuellement deux nouveaux projets : le premier est une approche multidisciplinaire de la santé et des droits sexuels et reproductifs (DSSR) dans la région de Boké en Guinée, tandis que le second est une approche multidisciplinaire de l'analyse de l'accès aux

Abdoulaye Bah

PhD candidate in medical anthropology, working on IPC projects (Project to Support Infection Prevention and Control)



Abdoulaye Bah became interested in sociology from the time he was in secondary school and began studying medical anthropology during his Masters in France, focusing on maternal health. “I have a natural passion for this subject, given the tragic situations around me in Guinea—in almost every family we hear about a maternal death.” In Bah's case it was his older sister as well as a cousin. “It's a subject that alarms me and that has led me to take an interest in developing an expertise to help reduce the rate of maternal mortality in my country.”

Bah works with the Centre de recherche et de formation en infectiologie de Guinée (CERFIG), a public scientific institution in conjunction with Expertise France's IPC programme. The first project he worked on was conducting research on the culture of hospital hygiene in urban and rural structures. “The fact that I was at a hospital for several months allowed me to realise how difficult and gruelling the staff's jobs are, in a context where many of them are trainees who aren't getting paid. They were dealing with a number of emergencies in a context of limited resources such as a lack of equipment. That's the added value of the field of sociology and anthropology: to try to understand a situation, analyse it and not to judge it.” Bah is now leading two new projects: the first is a multidisciplinary approach to sexual and reproductive health and rights (SRHR) in the Boké region of Guinea, while the second is a multidisciplinary approach to analysing access to emergency care in Guinea in the context of the fight against malaria, tuberculosis and HIV/AIDS. For Bah, investing in scientific research as a prerequisite for all political and public de-

soins d'urgence en Guinée dans le contexte de la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/Sida. Pour Abdoulaye Bah, investir dans la recherche scientifique constitue une étape indispensable avant toute prise de décision politique et publique. Ensuite vient l'investissement dans l'organisation, le matériel et le renforcement des capacités. « Chaque intervention doit prendre en compte les logiques sociales, matérielles et culturelles du contexte et éviter stricto sensu d'imposer un seul modèle. »

Dr Alpha Kabinet Keita

Recteur de l'université
Gamal-Abdel-Nasser de Conakry

Comment évaluez-vous l'importance de la formation et de la formation continue en Guinée ?

La formation et la formation continue dans le domaine de la santé sont essentielles en Guinée pour assurer des soins de qualité, répondre aux besoins spécifiques de la communauté et surtout renforcer la structure et le fonctionnement du système de santé. Le plus difficile n'est pas d'acquérir des compétences, des savoir-faire et des savoir-être par le biais de la formation initiale, mais de mettre en place un mécanisme de maintien des connaissances acquises. C'est une condition essentielle pour offrir des soins de qualité aux patients. Il est urgent d'adapter les connaissances aux évolutions médicales et technologiques. En maintenant les compétences des professionnels de santé à jour, nous avons le pouvoir de réduire les erreurs médicales et de répondre correctement aux besoins des personnes.

La formation est également un moyen de maintenir la motivation des professionnels de la santé. Elle leur permet de progresser dans leur carrière.

...cisions is essential. Then there's investment in organisation, materials, and capacity building, he says. "Each action must take into account the social, material and cultural logic of the context and avoid, strictly speaking, imposing a single model."

Dr. Alpha Kabinet Keita

Rector of the Gamal Abdel Nasser
University of Conakry

How has training and continuing education had an effect on the future of healthcare in Guinea?



Training and continuing education in healthcare is essential in the Guinean context to ensure quality care, to meet the specific needs of the community and, above all, strengthen the structure and operation of the healthcare system. The hardest part is not acquiring skills, know-how and interpersonal skills through initial training, but putting in place a mechanism to maintain the knowledge that has been acquired. This is essential if we are to provide quality care to patients. There is also a pressing need to adapt knowledge to medical and technological developments. With up-to-date healthcare professionals, we can reduce medical errors and provide the right responses to people's needs. Training is also a way of keeping healthcare workers motivated. It enables them to progress in their careers.



Soutenir l'Ukraine
dans la réforme de
son système judiciaire
en vue d'intégrer
l'Union européenne

Supporting Ukraine
with its judicial reforms
with an eye to European
integration

Peu après la révolution de Maïdan en 2014, l'Ukraine a lancé une vaste réforme judiciaire. L'Union européenne l'a soutenue avec le projet « Soutien à la réforme du système judiciaire ukrainien ». En 2017, ce projet a été remplacé par le projet européen Pravo-Justice, qui a poursuivi les activités de son prédécesseur.

Propos recueillis en juin 2024

Depuis son lancement, le projet européen Pravo-Justice est mis en œuvre par Expertise France. Il promeut un meilleur état de droit en Ukraine, en accord avec les normes européennes. Le projet s'est d'abord concentré sur le soutien à la réforme du système judiciaire et du système de justice en général.

Après l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie au début de l'année 2022, le projet a été réorienté pour aider les autorités ukrainiennes à faire face aux problèmes humanitaires. L'assistance aux enquêtes sur les crimes de guerre et le soutien au système judiciaire national dans l'examen de ces affaires sont également devenus des domaines d'intervention importants. Malgré la guerre, les réformes judiciaires se sont poursuivies. En outre, elles se sont rapidement intensifiées après la candidature ukrainienne à l'adhésion européenne, avec l'introduction d'une sélection par concours des juges de la Cour constitutionnelle d'Ukraine et le rétablissement crucial du HCJ (Haut Conseil de la justice) et de la HCQJ (Haute Commission de qualification des juges), les deux principaux organes de gouvernance judiciaire, qui sélectionnent les juges, présentent les candidatures pour leur nomination, les révoquent et les soumettent à la responsabilité disciplinaire. L'équipe du projet Pravo-Justice de l'UE travaille sur divers aspects de la réforme judiciaire, fournit un soutien spécialisé aux autorités judiciaires

et contribue également au renforcement des capacités institutionnelles des organes de gouvernance et d'administration judiciaires. L'équipe Pravo-Justice est également impliquée dans le développement professionnel des juges, l'amélioration des interventions du système judiciaire ukrainien et la garantie de sa résilience en temps de guerre, ainsi que dans la création des conditions nécessaires au bon examen des affaires de crimes de guerre par les tribunaux nationaux. Au début de l'année 2023, le HCJ a repris ses activités et Hryhorii Usyk a été élu à sa présidence. La sélection des candidats membres du HCJ est effectuée avec l'aide d'un Conseil d'éthique spécialement créé, qui vérifie leur conformité aux critères d'éthique professionnelle et d'intégrité. Le projet Pravo-Justice de l'UE a fourni une expertise et un soutien logistique à toutes les étapes du fonctionnement de cet organe. L'Ukraine manque de juges (beaucoup sont partis à la retraite et n'ont pas été remplacés) mais également d'inspecteurs disciplinaires pour aider à résorber un important arriéré d'affaires. Une commission de sélection est en train d'examiner les candidats à ce poste. Malgré la guerre, le long et difficile processus de réforme judiciaire en Ukraine se poursuit, motivé en partie par le désir du pays d'adhérer à l'Union européenne.

Shortly after Ukraine’s 2014 Maidan Revolution, the country launched a comprehensive and sweeping judicial reform. The European Union backed it with the “Support to Justice Sector Reform in the Ukraine” project. In 2017 it was replaced by the EU project Pravo-Justice which has continued the activities of its predecessor.

Interviews conducted in June 2024

Since the beginning of its operation the EU project Pravo-Justice has been implemented by Expertise France. It promotes greater rule of law in Ukraine in line with European standards. The project focuses first and foremost on supporting judicial reforms and the justice system in general.

After Russia launched its full-scale invasion of Ukraine in early 2022, the project was reformatted to help Ukrainian authorities cope with humanitarian issues. Assistance in the investigation of war crimes and support for the national judicial system in the consideration of these cases has become an important area of intervention as well. Despite the war the judicial reforms continued. Moreover they intensified rapidly after Ukraine was granted the status of EU candidate with the further introduction of a competitive selection of judges to the Constitutional Court of Ukraine and the crucial reestablishment of HCJ (High Council of Justice) and HQCJ (High Qualification Commission of Judges), which are the two main judicial governance bodies which select judges; submit applications for their appointments; dismissals, and treat disciplinary cases. The EU project Pravo-Justice team works on various aspects of judiciary reform, provides expert support to judicial authorities, and also contributes to institutional capacity-building of judiciary governance and administration bodies.

The Pravo-Justice team is also involved in

judges’ professional development, improving the operations of Ukrainian judiciary and ensuring its resilience in wartime, as well as creating the necessary conditions for national courts to properly consider war crimes cases. In early 2023, HCJ restored its operation and Hryhorii Usyk was elected as its chairman. The selection of candidate HCJ members is carried out with the help of a specially created Ethics Council, which checks for compliance with the criteria of professional ethics and integrity. The EU project Pravo-Justice has been providing expert and logistical support at all stages of this procedure. Ukraine is lacking judges—many have retired and have not been replaced, as well as a lack of disciplinary inspectors needed to help clear a significant backlog of cases. A selection commission is in the process of vetting candidates for the role. Despite the ongoing war, the long and challenging process of Ukraine’s judicial reform is moving ahead, motivated, in part, by the country’s desire to join the European Union.

Hryhorii Usyk

Président du Haut Conseil de la justice ukrainien

En juin 2024, l'Ukraine a officiellement lancé les négociations d'adhésion à l'UE. Pouvez-vous nous dire comment le HCJ se prépare aux négociations bilatérales ? Quelles étapes ont déjà été franchies et quelles sont les prochaines ?

L'Ukraine s'est engagée sur la voie irréversible de l'adhésion européenne, soutenue par le peuple ukrainien, et il s'agit d'un choix délibéré. En même temps, nous avons conscience que devenir un État membre de l'UE ne se fait pas du jour au lendemain et que, outre notre désir de rejoindre l'UE, nous devons adhérer à de nombreuses normes pour devenir un État membre à part entière. Bien sûr, l'intégration européenne est notre objectif ultime, mais il est essentiel que notre pays réponde aux normes strictes actuellement en vigueur dans l'UE.

En juin, nous avons commencé à préparer la feuille de route et les réunions bilatérales entre les représentants de l'Ukraine et de la Commission européenne.

Nous ne pouvons pas encore parler de résultats spécifiques, mais nous sommes en train de rédiger les documents nécessaires. Outre le Haut Conseil de la justice, les autorités suivantes sont également impliquées dans le travail sur la sous-section Justice : la Cour suprême, la Haute Commission de qualification des juges, l'administration judiciaire d'État, le bureau du Procureur général, le ministère de la Justice, et l'Agence nationale pour la prévention de la corruption. Chacune de ces autorités prépare des propositions dans son domaine de compétence. Le Haut Conseil de la justice en fera ensuite la synthèse et nous commencerons à organiser des consultations internes conjointes sur la version finale du document. Je voudrais également souligner que nos

Hryhorii Usyk

Chairman of Ukraine's High Council of Justice.



In June 2024, Ukraine officially launched the EU accession negotiations. Please tell us how the HCJ is preparing for bilateral negotiations. What has already been done and what are the plans?

Ukraine is committed to the irreversible path of European integration, which is what Ukrainians want, and it is a conscious choice. At the same time, we are well aware that becoming an EU member state does not happen overnight and that, apart from our desire to join the EU, we must implement many standards to become a full-fledged member state. Of course, European integration is our ultimate goal, but the most important thing is for our country to meet the high standards currently applied in the EU. In June we started actively preparing the roadmap and bilateral meetings between representatives of Ukraine and the European Commission. We cannot yet discuss any specific results; but we are now in the process of preparing the necessary documents. Apart from the High Council of Justice, the following authorities are also involved in working on the Justice sub-section: the Supreme Court, the High Qualification Commission of Judges, the State Judicial Administration, the Office of the Prosecutor General, the Ministry of Justice, and the National Agency for Corruption Prevention. Each of these authorities are preparing respective proposals in their purview. Then the High Council of Justice will summarise them, and we will start holding joint internal consultations on the final version of the document.

I would also like to emphasise that our international partners, such as EU project Pravo-Justice, USAID, GIZ, are assisting us in this effort.

partenaires internationaux, tels que le projet Pravo-Justice de l'UE, l'USAID et la GIZ, nous aident.

Comment gérez-vous le manque général de juges et d'autres défis majeurs ?

Lorsque nous avons commencé, la Haute Commission de qualification des juges avait cessé de fonctionner, ce qui signifie qu'aucun juge n'avait été nommé.

Notre tâche la plus importante consistait à restaurer le niveau de confiance du public à l'égard du système judiciaire, qui s'était considérablement dégradé. La priorité était de nommer les membres de la HCQJ responsables des qualifications et de la nomination des juges. Je pense que nous avons réussi à faire preuve de rapidité dans les entretiens et la nomination des candidats. En juin 2023, les premières nominations ont été rétablies et il a été possible de compléter les qualifications.

Nous devons chercher des solutions, même temporaires. Il est possible de détacher des juges auprès des tribunaux qui en ont le plus besoin, et un concours visant à pourvoir les postes vacants de juges des cours d'appel s'est ouvert. Nous avons l'intention de nommer ces juges d'ici le milieu de l'année 2025. Des changements ont été apportés à la procédure de sélection, qui était lourde et longue. Le législateur en a tenu compte et désormais, la période de formation a été considérablement raccourcie.

Nous avons hérité d'un énorme retard dans le traitement des affaires disciplinaires et nous devons absolument relancer la fonction. En raison de la guerre, nous avons dû modifier la compétence territoriale des affaires traitées par les tribunaux proches de la ligne de front et transférer les juges vers d'autres tribunaux.

Nous réfléchissons à la manière d'attirer les candidats les plus qualifiés et les plus intègres dans le système judiciaire. Les gens hésitent à devenir juges en raison de la surveillance publique, du suivi du mode de vie et des exigences

How are you dealing with the overall lack of judges and other major challenges?

When we started, the High Qualification Commission of Judges was not functioning which mean that there were no appointments of judges in place.

The most important task for us was to restore the level of public trust in the judiciary which had declined dramatically. The first priority was to appoint a High Qualification Commission of Judges (HCQJ) whose members are responsible for qualifications and appointment of judges. I believe we managed to be quite quick with interviewing and appointing candidates. In June 2023 the first appointments were restored, and it was possible to complete qualifications.

We need to look for solutions and even temporary solutions. There can be the secondment of judges to courts in most need, a competition for vacant positions of judges of courts of appeal was announced. We intend to appoint these judges by mid-2025. Changes were made to the selection process which was cumbersome and long. The legislature took that into account and as of today, the training period has been considerably shortened.

Regarding the disciplinary cases, we inherited a huge backlog and it was necessary to revive the disciplinary function. Because of the hostilities, we had to change the territorial jurisdiction of cases handled by courts close to the frontline, as well as transfer judges from these courts to other courts.

We are discussing how to attract the most qualified candidates with integrity into the judiciary. People are reluctant to become judges because of public scrutiny, lifestyle monitoring, and strict professional ethics and integrity requirements. Last but not least, there is the war. Courts in Ukraine continue to administer justice, risking their lives and health under missile attacks. However, such strict requirements for candidates give us hope that the best of the best will apply for the position of judge.

strictes en matière d'éthique professionnelle et d'intégrité. Enfin, il y a la guerre. Les tribunaux ukrainiens continuent de rendre la justice au péril de leur vie et de leur santé, sous les attaques de missiles. Toutefois, des exigences aussi strictes à l'égard des candidats nous permettent d'espérer que les meilleurs d'entre eux se porteront candidats au poste de juge.

Nous essayons également d'examiner les réseaux existants de tribunaux en Ukraine et de les remodeler par le biais d'un système à distance. Cette démarche est actuellement développée avec le soutien d'organisations internationales et du projet Pravo-Justice de l'UE. Nous espérons que le système sera bientôt disponible, car la mise en place d'une communication et de télécommunications adéquates améliorerait la qualité de la justice.

D'une manière générale, les principaux défis auxquels le système judiciaire est confronté sont d'ordre logistique, financier et humain.

En quoi le fait d'avoir obtenu le statut de candidat au Réseau européen des Conseils de la justice (RECJ) vous a-t-il aidé ? Pouvez-vous donner quelques exemples concrets ?

Le HCJ d'Ukraine a acquis le statut d'observateur et s'est réuni à Ljubljana en 2023. Nos relations avec le RECJ constituent une occasion unique et une plateforme d'échange avec des juges de pays européens. Faire partie du RECJ est une chance unique de rencontrer plus de vingt personnalités de toute l'Europe, ce qui représente un atout considérable dans le cadre de notre démarche d'intégration à l'Union européenne. En ce qui concerne le rétablissement de l'État de droit, grâce à ce statut d'observateur, nous sommes en mesure de participer à des groupes de travail qui abordent de multiples questions liées à l'éthique judiciaire ainsi que de nombreux autres sujets pertinents. Par exemple, l'utilisation de l'IA dans le système juridique, sa pertinence et sa portée sont discutées. Il s'agit d'une approche très moderne. Dans le cadre de

We are also trying to review the existing networks of courts across Ukraine and remapping them with a remote system. This is currently being developed with the support of international organisations and EU project Pravo-Justice. We hope that the system will shortly be available as having proper communication and telecommunications in place would increase the quality of justice.

Overall, the main challenges the judiciary faces include logistical, financial and HR issues.

How has acquiring the European Network of Councils for the Judiciary (ENCJ) candidate status helped you? Can you give a few concrete examples?

HCJ of Ukraine acquired the status of observer which met in Ljubljana in 2023. We perceive our relations with the ENCJ as a unique possibility and platform to exchange with judges from European countries. Being part of the ENCJ is a singular possibility to meet with more than 20 contacts from across Europe which is a great help on the Euro integration path. Regarding the reestablishment of rule of law, thanks to this status of observer, we are able to participate in working groups which work on multiple issues that relate to judicial ethics as well as on many other topics which are relevant. For instance, the use of AI in the administration of justice and its relevance and scope is being discussed so this is a very modern approach. In the framework of our cooperation, we were very surprised that certain problems in Ukraine also exist in stable democracies. And that in almost all European countries there is a significant decline in the attractiveness of judicial career.

What would you say your greatest priorities are as of now, and how do you see them evolving in the future?

The range of issues which are currently prioritised for the judiciary includes court remapping,

notre coopération, nous avons été très surpris de constater que certains problèmes que rencontre l'Ukraine frappent également des démocraties stables, et que dans la quasi-totalité des pays européens, l'attractivité des carrières judiciaires connaît un déclin significatif.

Quelles sont, selon vous, vos principales priorités à l'heure actuelle et comment les voyez-vous évoluer à l'avenir ?

Les sujets qui sont actuellement prioritaires pour le pouvoir judiciaire comprennent la cartographie des tribunaux, la mise en place d'un service d'inspecteurs disciplinaires relevant du Haut Conseil de la justice, la résolution de la crise du personnel dans le pouvoir judiciaire, l'amélioration des procédures de concours, l'amélioration des outils visant à garantir l'indépendance judiciaire, l'élaboration de critères d'intégrité unifiés pour les juges, la garantie de la viabilité et de la cohérence de la jurisprudence, la garantie de l'accès à la justice et l'amélioration de sa qualité et de son efficacité, l'exécution des décisions de justice, la numérisation du système judiciaire, la formation des juges et l'enseignement du droit en général.

Olena Fonova

Titulaire d'un doctorat, juge au tribunal de commerce de la région de Louhansk, coordinatrice du Conseil régional de réforme de la justice du Donbass

Pouvez-vous donner un exemple de résultat tangible que vous avez obtenu dans votre domaine depuis la réforme judiciaire ?

J'ai commencé à travailler comme juge en 2008 et les réformes judiciaires ont débuté en 2010 et se poursuivent aujourd'hui. Aucune autre institution n'a subi autant de changements.

establishing the Service of Disciplinary Inspectors under the High Council of Justice, overcoming the personnel crisis in the judiciary, improving competition procedures, improving tools to ensure judicial independence, developing unified integrity criteria for judges, ensuring sustainability and consistency of jurisprudence, ensuring access to justice and enhancing its quality and efficiency, enforcement of court decisions, digitalisation of the judiciary, training of judges and legal education in general.

Olena Fonova

PhD, Judge at the Commercial Court of Luhansk region, Donbas Regional Justice Reform Council Coordinator

Can you give an example of a tangible result you have had in your area of work since the judicial reform?



I began working as a judge in 2008 and saw judicial reforms start in 2010 which are ongoing. No other institution has undergone as many changes. Time will tell how effective they are, but despite the difficulties, there are many positive aspects,

L'avenir nous dira dans quelle mesure ils sont efficaces, mais malgré les difficultés, ils ont entraîné de nombreux aspects positifs, dont beaucoup ont été mis en œuvre grâce à des partenaires internationaux, en particulier issus de l'UE.

En 2017, à l'initiative du projet Pravo-Justice de l'UE, les conseils régionaux de réforme de la justice ont été créés et ont favorisé le dialogue entre les autorités centrales et les régions, tout en surveillant la mise en œuvre des réformes sur le terrain.

Autre résultat positif : l'amélioration de la qualité des décisions de justice, qui contribue à rétablir la confiance du public à l'égard des tribunaux. L'introduction de la justice électronique est une évolution importante pour plus d'ouverture. Elle simplifie l'accès à l'information et permet aux citoyens d'interagir directement avec le système judiciaire. Cela réduit les risques de manipulation et augmente la transparence des processus internes. L'attribution automatisée des affaires, qui accroît la transparence et réduit le risque de corruption, est devenue un autre élément important.

La présence de bénévoles dans les tribunaux, les salles de détente et les salles dédiées aux enfants, les espaces où l'on peut travailler sur des ordinateurs portables ou encore les dispositifs de recharge mis à la disposition des visiteurs des tribunaux sont autant de résultats du dispositif « Model Courts Initiative » lancé par le projet Pravo-Justice de l'UE.

C'est formidable que des initiatives aussi utiles aient été mises en œuvre avec le soutien de partenaires européens.

Quels sont, selon vous, les problèmes les plus urgents à résoudre dans le cadre des réformes judiciaires en cours ?

Parallèlement aux résultats positifs des réformes judiciaires, certains problèmes doivent être résolus dès que possible, à savoir le manque de juges. Les personnes qui travaillent

many of which have been implemented thanks to international partners, in particular from the EU.

In 2017, upon the initiative of the EU project Pravo-Justice, the Regional Justice Reform Councils were established, and promoted dialogue between the central authorities and the regions, while also monitoring the implementation of reforms on the ground.

Other positive results include greater quality of court decisions, which contributes to restoring public trust in the courts. The introduction of e-justice is an important step towards openness. It simplifies access to information and enables citizens to interact directly with the judicial system. This reduces the likelihood of manipulation and increases the transparency of internal processes. The automated allocation of cases, which increases transparency and reduces the risk of corruption, has become yet another important benchmark.

The service of court volunteers, recreation rooms and children's rooms, spaces where one can work on laptops, charging devices available to court visitors – these are all outputs of the Model Courts Initiative launched by the EU project Pravo-Justice.

It is wonderful that such useful initiatives have been implemented with the support of European partners.

What do you see as the most urgent issues to tackle with the ongoing judicial reforms?

Along with the positive achievements of judicial reforms, there are also issues that need to be solved as soon as possible, namely the lack of judges. Those who are currently working have an excessive workload which can have an effect on efficiency and is one of the key reasons for lengthy proceedings.

Salaries for employees of the court need to be increased—there is a critical lack of secretaries for court sessions, assistant judges, and other employees due to meagre wages and immense

actuellement ont une charge de travail excessive qui peut avoir un effet sur l'efficacité et constitue l'une des principales raisons de la longueur des procédures.

Les salaires des employés de la cour doivent être augmentés, il y a un manque critique de secrétaires pour les sessions de la cour, de juges assistants et d'autres employés en raison des maigres salaires et de l'immense charge de travail. De plus, les salaires des juges n'ont pas été augmentés depuis 2021. Les juges doivent également être protégés des pressions extérieures afin de pouvoir prendre des décisions en toute indépendance.

Enfin, il est important de poursuivre l'harmonisation du système judiciaire ukrainien avec les normes juridiques européennes. La mise en œuvre de toutes ces tâches nécessite une approche complexe et des efforts coordonnés au niveau de l'État et de la société. Il reste beaucoup de travail à faire.

Une présence renforcée pour soutenir l'Ukraine

Expertise France soutient l'Ukraine via des programmes de coopération technique européens et bilatéraux depuis 2006. L'agression russe de 2022 a provoqué une réorganisation de cette aide pour mieux répondre aux besoins.

Malgré des progrès contre le VIH et la tuberculose, l'Ukraine reste l'un des pays européens les plus touchés. Le pays entend éradiquer la tuberculose d'ici 2030 avec le soutien de L'Initiative. Douze millions d'euros ont été alloués à Expertise France pour le projet APPUI Santé, qui vise à améliorer les services d'accès aux soins en période de crise. Depuis 2023, le programme mAIDan soutient la reconstruction du pays dans des secteurs tels que la mobilité, le développement urbain, la gouvernance et la culture. Des actions concrètes ont été menées, dont la réparation du théâtre régional de Tchernihiv, permettant la reprise des activités culturelles (cf. illustration).

workloads. Moreover, judges' salaries have not increased since 2021. Judges also need to be protected from outside pressure so that they can make decisions in an independent manner. Lastly, it's important to continue the harmonisation of the Ukrainian judiciary with European legal norms. The implementation of all these tasks requires a complex approach and coordinated efforts at the state and societal level—much work remains to be done.

A stronger presence to support Ukraine

Since 2006, Expertise France has supported Ukraine through European and bilateral technical cooperation programmes. The 2022 Russian aggression led to a reorganisation of this aid to better meet the needs.

Despite progress against HIV and tuberculosis, Ukraine remains one of the most affected European countries. With L'Initiative's support, it aims to eradicate tuberculosis by 2030. €12 million has been allocated to the APPUI Santé project to improve access to healthcare during crises. Launched in 2023, the mAIDan programme aids Ukraine's reconstruction in sectors like mobility, urban development, governance, and culture. Key actions include repairing the Chernihiv Regional Theatre, allowing cultural activities to resume.





Agence de coopération

Agence publique de coopération technique internationale, Expertise France intervient dans des domaines essentiels comme la gouvernance, la santé, la sécurité, le climat et l'éducation pour soutenir le développement durable dans les pays en développement et émergents. L'agence accompagne ses partenaires sur le terrain, de l'identification des besoins à la mise en œuvre des projets, en passant par l'évaluation finale des activités menées. Ses outils incluent le conseil, l'appui technique, la mobilisation de l'expertise et la gestion de projets. Favorisant le transfert de savoir-faire et le dialogue entre pairs, ses actions visent à renforcer les capacités des pays partenaires à définir

et mettre en œuvre des politiques publiques de qualité. Fidèle à sa raison d'être, Expertise France s'engage dans des projets qui contribuent à la construction de sociétés plus résilientes et inclusives à travers le monde.

Confiance

Construire une relation de confiance durable avec ses partenaires, c'est toute l'ambition d'Expertise France. En travaillant main dans la main avec une grande variété de partenaires locaux et internationaux, l'agence mène ses projets au plus près des réalités du terrain, ce qui lui permet de répondre de manière plus précise et efficace aux besoins spécifiques de chaque partenaire. Au-delà des ministères des pays partenaires, principaux commanditaires des projets, elle collabore avec les organisations internationales comme la Banque mondiale et l'ONU, les acteurs de la société civile, mobilise les

expertises issues de think tanks, des instituts de recherche et des universités locales, pour financer et mener à bien ces projets.

Décentraliser

Expertise France a lancé un plan de décentralisation pour mieux répondre aux besoins spécifiques de ses 147 pays et 27 territoires d'intervention. En 2023, l'agence a créé un département géographique au siège parisien pour accroître son agilité face à la croissance de ses activités. Pour un pilotage des projets plus proche des réalités locales, dix directions pays ont été créées aux Comores, à Madagascar, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Rwanda, en Tunisie/Libye, en Jordanie/Liban, en Haïti, en Ukraine et en République démocratique du Congo (RDC). L'implantation régionale est renforcée par des coordinateurs régionaux, couvrant cinq zones distinctes – l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest, le Proche et Moyen-Orient et l'océan Indien –, avec le soutien des chargés de mission prospection pour identifier les opportunités de développement.

Objectifs de Développement durable

Expertise France s'engage résolument dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 et 2050, avec un accent particulier sur des thématiques d'avenir comme le numérique, l'intelligence artificielle, les énergies renouvelables et l'égalité de genre. Malgré des avancées significatives en matière

de réduction de la pauvreté, d'accès à la santé et à l'éducation, les inégalités persistent, exacerbées par les dérèglements climatiques, l'émergence de nouveaux conflits et les crises sanitaires. En tant qu'agence française de coopération technique internationale, Expertise France joue un rôle clé dans la mise en œuvre des ODD et de l'Accord de Paris, contribuant ainsi aux politiques publiques de développement durable et de réduction des inégalités. Cet engagement s'inscrit dans les orientations fixées par la diplomatie française, le groupe AFD et la stratégie de l'Union européenne Global Gateway.

Équipe France

Agence interministérielle, intégrée au groupe AFD, Expertise France travaille en concertation étroite avec les administrations et institutions publiques françaises, dont l'expertise est recherchée en matière de politiques publiques. Selon les besoins des projets, elle peut faire appel à de l'expertise française issue du secteur privé, du milieu associatif ou encore du monde de la recherche et de la culture. En fédérant les compétences de l'Équipe France, l'agence peut ainsi mener à bien des projets de développement couvrant plusieurs thématiques, pour apporter une réponse ajustée aux besoins des populations.

Europe

L'Union européenne est le premier bailleur de fonds de l'agence. Ce partenariat solide permet à Expertise France de réaliser de nombreux projets sur fonds européens, souvent en collaboration avec d'autres agences de coopération européennes. Ce travail conjoint participe à la mise en œuvre de la stratégie de partenariats internationaux de l'UE, le « Global Gateway », qui vise à développer des infrastructures innovantes, durables et sûres dans les domaines du numérique, de l'énergie et des transports, et à renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de recherche à une échelle mondiale. Entre 2021 et 2027, environ 300 milliards d'euros seront investis, dont 150 milliards destinés au continent africain. En outre, Expertise France occupe une position centrale au sein de l'architecture européenne de l'aide, en étant membre actif du Practitioners' Network, un réseau regroupant vingt-quatre agences de coopération de l'UE. En 2023, Expertise France en a pris la présidence, qu'elle partage en 2024 avec l'agence autrichienne ADA.

Gouvernance

Améliorer la gouvernance est un enjeu clé pour le développement pérenne des sociétés. Expertise France contribue à structurer et renforcer les institutions qui garantissent l'État de droit, les processus démocratiques et le développement économique et social. L'agence oriente une grande partie de son action vers la transparence et la redevabilité des institutions publiques et des gouvernements, critère majeur pour garantir une gouvernance efficace et l'adhésion des citoyens. Sa contribution à l'accord d'« Escazù » – premier traité environnemental d'Amérique latine et des Caraïbes – illustre

bien les ambitions d'Expertise France en matière de gouvernance. Ce projet renforce les capacités des acteurs de la justice en droit de l'environnement, avec un volet de formation pour les agents publics et les professionnels du droit, tout en favorisant la participation citoyenne dans les processus décisionnels.

Groupe AFD

L'intégration effective depuis le 1^{er} janvier 2022 d'Expertise France au groupe AFD témoigne de l'ambition de la France d'impulser un renouveau de la coopération internationale. Pour accompagner et encadrer l'action de ce groupe augmenté, la loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales a été votée à l'unanimité et promulguée le 4 août 2021. Le texte renforce l'objectif donné au groupe AFD de lutter avec tous ses partenaires contre les causes profondes des crises, en accompagnant les pays les plus vulnérables, en particulier en Afrique, vers des modèles de croissance plus résilients et plus inclusifs. Cette offre conjointe financement/appui technique permet de créer des synergies, de mutualiser les réseaux et d'offrir des solutions de développement et de coopération mondiale renforcées et plus lisibles.

Habiter la planète

Face à l'urbanisation galopante, l'agence concentre ses actions sur la promotion d'une urbanisation durable pour répondre à l'accroissement de la demande de logements abordables et aux besoins en infrastructures de transport, dans le contexte du

changement climatique. Elle intervient en particulier sur la planification urbaine, le développement d'infrastructures, la gestion des ressources naturelles et la réduction des inégalités sociales et spatiales. Ainsi, dans le cadre du projet de soutien à la Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne, l'agence accompagne des villes au Togo, en Ouganda et au Kenya : quinze villes élaborent actuellement des plans locaux pour le climat et l'accès à l'énergie. Pour appuyer ces dynamiques territoriales, Expertise France promeut la diffusion des bonnes pratiques entre villes (Sud-Sud et Nord-Sud).

Inclusion

L'UE a débuté en 2024 une nouvelle phase de l'Initiative Équipe Europe Amérique latine-Caraïbes, dont l'objectif est de réduire les inégalités femmes-hommes en incitant les pays partenaires à renforcer la prise en compte du genre dans leurs politiques publiques. Expertise France est chargée de la mise en œuvre de sa composante « égalité de genre ». L'agence soutient par exemple la cause des femmes en Colombie en accompagnant la mairie de Bogota et onze autres collectivités territoriales dans la valorisation de la place des femmes dans les plans territoriaux. Elle améliore également les mécanismes de prévention, de prise en charge et de protection des victimes de violences liées au genre. Plus généralement, l'égalité de genre et l'inclusion sociale sont des priorités transversales pour Expertise France. Ces deux dimensions sont intégrées dans tous les projets de l'agence, en veillant à ce que les femmes et les groupes marginalisés bénéficient équitablement des initiatives de développement.

Mobilisation

Expertise France assure, pour le compte du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de la Direction générale du Trésor, la mobilisation des experts techniques internationaux (ETI). Présents dans 110 pays, les ETI sont des experts reconnus dans leur secteur, recrutés pour des missions de haut niveau. L'agence a lancé en 2023 le portail de mobilisation de l'expertise à l'international, qui fait mieux connaître les opportunités de missions et accompagne les experts tout au long de leur engagement. Ces missions d'experts présentent un intérêt majeur pour la politique de rayonnement de la France, et leur action est pleinement intégrée au réseau de coopération.

Nous

Notre action repose sur l'engagement sans faille de nos équipes qui œuvrent quotidiennement à la réussite de nos projets à travers le monde. L'agence regroupe 2 200 collaborateurs dont 1 400 sur le terrain et 800 au siège. À l'image de nos initiatives, ces équipes rassemblent des talents et des profils variés allant des chargés de projets aux experts en passant par les fonctions transverses. Ensemble, nous partageons un même objectif : œuvrer pour un monde plus inclusif et solidaire. À Paris et dans près de 150 pays à travers le monde, nos équipes travaillent avec conviction pour relever les défis mondiaux aux côtés de nos partenaires.

Résilience

L'agence s'engage pour garantir la résilience des populations face aux crises en soutenant les organisations de la société civile (OSC) qui, par leur proximité et leur implantation dans les zones les plus affectées, jouent un rôle essentiel en faveur des populations les plus vulnérables.

Santé

La santé est un axe majeur de l'action d'Expertise France.

Le renforcement des systèmes de soins, la formation des ressources humaines et la lutte contre les pandémies constituent un levier

de développement dans l'ensemble des pays partenaires. La prévention est un des axes de travail privilégiés afin d'atteindre un développement sanitaire pérenne. Dans cette intention, le programme de prévention secondaire SUCCESS, déployé en Côte d'Ivoire, au Guatemala, aux Philippines et en Guinée, aide à prévenir le cancer chez les femmes atteintes du papillomavirus humain (PVH) en dépistant et en traitant les lésions précancéreuses. Cette prise en charge précoce correspond pleinement à la nouvelle stratégie mondiale de l'OMS pour la période 2020-2030 sur l'élimination du cancer du col de l'utérus. En Mauritanie, Expertise France coordonne le programme Temeyouz pour améliorer la santé de la mère et de l'enfant. Le projet vise à renforcer les services de santé primaire, sexuelle et reproductive en comblant le manque de soins dans l'est du pays et en appuyant la formation des sages-femmes. Il contribue également à réduire les inégalités femmes-hommes dans l'accès aux soins et à lutter contre les violences faites aux femmes.

Talents

Expertise France renforce les capacités

entrepreneuriales des acteurs privés et de la société civile en mettant en valeur les talents locaux, notamment les jeunes et les femmes, et en mettant en œuvre des initiatives comme le projet Pour Elles en RDC et l'initiative « Investing in Young Businesses in Africa ». Cette initiative soutient les nouvelles entreprises et aide les jeunes entrepreneurs à démarrer des activités économiques viables et génératrices d'emplois. Par ailleurs, Expertise France reconnaît le rôle crucial des diasporas dans le développement international. C'est pourquoi l'agence appuie les initiatives des talents issus des diasporas à travers le projet Meet Africa notamment, qui accompagne les entrepreneurs africains et de la diaspora en Europe dans la création d'entreprises en Afrique. Il a pour objectif de stimuler le développement économique durable sur le continent.

Transition

La crise écologique est

un enjeu considérable des décennies à venir. Face à ce défi, Expertise France considère que la transition à mettre en œuvre doit être une transition juste, c'est-à-dire qui intègre la dimension sociale et prenne en compte les inégalités. C'est en garantissant aux populations des conditions de vie décentes que la transition écologique pourra être réellement mise en œuvre via les projets d'adaptation au changement climatique (actions de sensibilisation aux enjeux environnementaux, réduction des gaz à effet de serre dans l'industrie, création d'emplois verts, etc.). Expertise France appuie les institutions locales dans l'adoption des énergies renouvelables (EnR) et contribue à développer des infrastructures durables.

Citons par exemple les projets Transition bas carbone et Ecler Ivoire en Côte d'Ivoire – ce dernier consiste en la rénovation énergétique d'un bâtiment public à Abidjan et à offrir un accès à l'électricité solaire dans seize localités rurales du pays. Ce faisant, Expertise France accorde aussi une attention particulière à la préservation des espaces forestiers et des écosystèmes marins et côtiers.

À-Venir

Innovation et numérique, sport

et culture, et convergence vers les normes de l'UE, sont trois domaines dans lesquels Expertise France s'engage résolument pour préparer l'avenir. Les technologies de l'information, le big data et, plus récemment, l'intelligence artificielle, permettent d'apporter des solutions innovantes dans plusieurs domaines. De la gestion des ressources naturelles à l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des services publics, la souveraineté digitale est un enjeu majeur pour assurer l'indépendance et la diversification des économies des pays en développement et émergents.

Au Viêt Nam par exemple, le projet d'appui à la réforme électronique de l'administration améliore le déploiement des services publics en faveur des usagers. Autre exemple, les programmes numériques UNI AO en Angola ou EQUIP au Soudan facilitent la formation continue à distance des enseignants. Plus qu'une simple activité physique, le sport est un puissant levier de développement, dépassant les frontières nationales et culturelles et favorisant l'inclusion, la paix et l'égalité. Via des projets aussi variés que Basketball Experience au Maroc, Sénégal, Kenya et Nigeria, ou Pour Elles en RDC, Expertise France accompagne la transformation des organisations sportives, la montée en compétences

des acteurs du sport et encourage les valeurs comme l'éducation, la confiance en soi, l'égalité de genre et le développement durable. Quant à la culture, elle est non seulement un enjeu de cohésion sociale mais aussi de développement économique et d'attractivité des territoires. À ce titre, Expertise France met en œuvre le projet Patrimoine 3000, qui comporte un volet d'appui à la réhabilitation du Musée de Carthage et de ses abords. L'agence intervient donc à la fois sur la valorisation et la préservation des patrimoines, et sur la structuration des filières d'industries culturelles et créatives (ICC) dans les secteurs du spectacle vivant, de la musique et du livre, de la création audiovisuelle ou du jeu vidéo.

La guerre en Ukraine a démontré la nécessité de renforcer l'unité européenne et de faire de l'adhésion à l'UE un enjeu central des projets de l'agence à l'avenir. C'est pourquoi Expertise France soutient les pays candidats comme l'Ukraine, les Balkans occidentaux et la Moldavie, notamment via l'harmonisation des normes administratives et la promotion de l'État de droit et de la bonne gouvernance. En Bosnie-Herzégovine, entre autres, Expertise France a lancé en 2023 le projet UE4Justice qui a pour objectif de soutenir l'indépendance du secteur judiciaire afin de lutter contre la corruption et le crime organisé, conformément aux normes de l'UE.

The alphabet of Expertise France

Cooperation agency

As the French public agency for international technical cooperation, Expertise France operates in key areas such as governance, health, security, climate and education to support sustainable development in developing and emerging countries. The agency assists its partners in the field, from the identification of needs to the implementation of projects, and up to the final evaluation of the activities carried out. Its tools include consulting services, technical assistance, the mobilisation of expertise, and project management. Focusing on the transfer of expertise and dialogue among peers, its activities aim to build the capacities of partner countries to define and implement high-quality public services.

AFD Group

The integration of Expertise France into AFD Group, which took effect on 1 January 2022, bears witness to France's determination to drive a renewal of international cooperation. To support and set guidelines for the action of this enlarged Group, the Programming Act on Inclusive Development and Combating Global Inequalities was adopted unanimously and enacted on 4 August 2021. This Act reinforces the objective given to AFD Group, with all its partners, of addressing the root causes of crises, by assisting the most vulnerable countries, in particular in Africa, towards more resilient and more inclusive growth models. This joint financing/technical support offer enables create synergies, brings networks together, and provides enhanced and clearer solutions for development and international cooperation.

In keeping with its core mission, Expertise France engages in projects that contribute to building more resilient and inclusive societies around the world.

Decentralise

Expertise France has launched a decentralisation plan to provide a more effective response to the specific needs of its 147 countries and 27 regions of operation. In 2023, the agency set up a geographical department at its Parisian headquarters to increase its agility in handling the growth in its activities. To manage projects closer to local realities, ten country offices have been opened in the Comoros, Côte d'Ivoire, the Democratic Republic of the Congo (DRC), Guinea, Haiti, Jordan/Lebanon, Madagascar, Rwanda, Tunisia/Libya, and Ukraine. The regional base is strengthened by regional coordinators, covering five different regions: North Africa, East Africa, West Africa, the Middle East, and the Indian Ocean. They are supported by prospect research officers who identify development opportunities.

Europe

The European Union is the agency's main donor. This strong partnership enables Expertise France to carry out many projects with European funds, often in collaboration with other European cooperation agencies. This joint work contributes to the implementation of the EU's Global Gateway strategy for international partnerships, which aims to develop innovative, sustainable and safe infrastructure in the fields of digital technology, energy and transport, and strengthen health, education and research systems around the world. Between 2021 and 2027, about €300 billion

will be invested, including €150 billion earmarked for Africa. In addition, Expertise France occupies a central position within the European aid architecture, as an active member of the Practitioners' Network, which gathers 24 EU cooperation agencies. In 2023, Expertise France took over its presidency, which it is sharing in 2024 with the Austrian agency ADA.

Future

Innovation and digital technologies, sports and culture, and convergence towards EU standards are three areas in which Expertise France is firmly committed to prepare for the future. Information technologies, big data and, more recently, artificial intelligence can provide innovative solutions in several fields. From managing natural resources to improving the quality and efficiency of public services, digital sovereignty is a major issue for ensuring the independence and diversification of the economies of developing and emerging countries. For example, in Vietnam, the project to support the digital reform of the administration is improving the deployment of public services for users. Other examples include the digital programmes UNI AO in Angola and EQUIP in Sudan which facilitate distance in-service teacher training. Sport is much more than just a physical activity. It is a powerful driver for development, transcending national and cultural boundaries. It also fosters inclusion, peace and equality. Through a diverse range of projects, including Basketball Experience in Kenya, Morocco, Nigeria and Senegal, and "Pour Elles" in the DRC, Expertise France supports the transformation of sports organisations, skills development among sports operators, and promotes values such as education,

self-esteem, gender equality, and sustainable development. Culture is not just about social cohesion, it also involves economic development and the attractiveness of areas. In this respect, Expertise France is implementing the Patrimoine 3000 project which comprises a component to support the renovation of the Carthage National Museum and its surroundings. The agency is thus involved in both developing and preserving heritage and structuring cultural and creative industries (CCIs). This includes the sectors of performing arts, music and publishing, and audiovisual and video game creation. The war in Ukraine has demonstrated the need to strengthen European unity and make EU membership a core focus for the agency's future projects. It is for this reason that Expertise France supports candidate countries such as Moldova, Ukraine and the Western Balkans, in particular through the harmonisation of administrative standards and the promotion of the rule of law and good governance. In 2023, Expertise France launched the EU4Justice project in Bosnia and Herzegovina, among other countries, which aims to support the independence of the judiciary and thereby tackle corruption and organised crime, in accordance with EU standards.

Governance

Improving governance is a key issue for the sustainable development of societies. Expertise France contributes to structuring and strengthening institutions that guarantee the rule of law, democratic processes, and economic and social development. The agency focuses much of its action on the transparency and accountability of public institutions and governments, which are major criteria

for ensuring effective governance and the support of citizens. Its contribution to the Escazù Agreement, the first environmental treaty in Latin America and the Caribbean, clearly illustrates Expertise France's ambitions in the field of governance. The Hacia Escazù project is strengthening the expertise of justice operators in environmental law, with a training component for public officials and legal professionals, while promoting citizen participation in decision-making processes.

Health

Health is a major focus of Expertise France's

action. Strengthening healthcare systems, training human resources, and fighting pandemics constitute a pillar of development in all our partner countries. Prevention is a key area of work, with the aim of achieving sustainable health development.

To this end, the secondary prevention programme SUCCESS deployed in Côte d'Ivoire, Guatemala, Guinea and the Philippines is helping prevent cancer among women with human papillomavirus (HPV) infection by screening and treating precancerous lesions. This early treatment is fully in line with the new WHO global strategy for 2020-2030 to eliminate cervical cancer. In Mauritania, Expertise France is coordinating the Temeyouz programme to improve maternal and child health. The project aims to strengthen primary healthcare and sexual and reproductive health services by addressing the lack of access to healthcare in the east of the country and supporting midwifery training. It is also contributing to reducing gender inequalities in access to healthcare and combating violence against women.

Living on the planet

To address rapid urbanisation, the agency focuses its action on promoting sustainable urbanisation in response to the increase in demand for affordable housing and needs for transport infrastructure, in the context of climate change. It is especially involved in urban planning, the development of infrastructure, the management of natural resources, and the reduction of social and spatial inequalities. For example, under the project to support the Covenant of Mayors in Sub-Saharan Africa, the agency is assisting cities in Kenya, Togo and Uganda: 15 cities are currently developing local plans

for the climate and access to energy. To support these regional dynamics,

Inclusion

In 2024, the EU entered into a new phase of the Team Europe Initiative for Latin America and the Caribbean, which aims to reduce gender inequality by encouraging partner countries to mainstream gender into their public policies. Expertise France is responsible for the implementation of its Gender Equality component.

For example, the agency is supporting women's rights in Colombia by helping the Municipality of Bogota and 11 other local authorities give women a more prominent place in regional plans. It is also enhancing mechanisms for prevention, assistance and protection for victims of gender-based violence. More generally, gender equality and social inclusion are crosscutting priorities for Expertise France. These two dimensions are integrated across all the agency's projects, ensuring that women and marginalised groups benefit equally from development initiatives.

Sustainable Development Goals

Expertise France is firmly committed to the achievement of the Sustainable Development Goals (SDGs) for 2030 and 2050, with a strong focus on themes of the future such as digital technologies, artificial intelligence, renewable energies, and gender equality. Despite

Resilience

The agency takes action to ensure the resilience of people in the face of crises by supporting civil society organisations (CSOs) which, through their grassroots base in the most affected areas, play an essential role in helping the most vulnerable population groups.

Mobilisation

Expertise France mobilises international technical experts (ITEs) on behalf of the Ministry for Europe and Foreign Affairs and the Directorate General of the Treasury. Present in 110 countries, ITEs are experts recognised in their sector, recruited for high-level missions. In 2023, the agency launched the portal for the international mobilisation of expertise which gives greater visibility to the opportunities for missions and assists experts throughout their assignment. These expert missions are of major interest for France's outreach policy, and their action is fully integrated into the cooperation network.

Expertise France promotes the dissemination of good practices among cities (South-South and North-South).

significant advances in poverty reduction and access to healthcare and education, inequalities persist, exacerbated by climate change, the emergence of new conflicts, and health crises. As the French agency for international technical cooperation, Expertise France plays a key role in the implementation of the SDGs and the Paris Agreement. It thereby contributes to public policies for sustainable development and the reduction of inequalities. This commitment is in line with the guidelines defined by French diplomacy, AFD Group, and the European Union's Global Gateway strategy.

Talent Expertise France builds the entrepreneurial capacities of private actors and civil society by promoting local talent, especially young people and women, and implementing initiatives such as the "Pour Elles" project in the DRC and the Investing in Young Businesses in Africa initiative. This initiative supports start-ups and helps young entrepreneurs launch viable and job-creating economic activities. Furthermore, Expertise France recognises the crucial role of diasporas in international development. For this reason, the agency supports the initiatives of diaspora talent, for example, through the Meet Africa project which assists African entrepreneurs and the diaspora in Europe with business creation in Africa. Its aim is to stimulate sustainable economic development on the continent.

Team France As an interministerial agency and part of AFD Group, Expertise France liaises closely with French public administrations and institutions, whose expertise in public policies is sought.

Depending on the needs of projects, it can call on French expertise from the private sector, associations, and the world of research and culture. By pooling the expertise of Team France, the agency is able to carry out development projects covering several thematic areas, and thereby provide a response geared to the needs of people.

Transition The environmental crisis poses a major challenge for the coming decades. To address this challenge, Expertise France believes that the transition required must be a just transition, meaning that it integrates the social dimension and takes inequalities into account. It is by ensuring decent living conditions for people that the environmental transition will really be achieved, through climate change adaptation projects (including awareness-raising activities on environmental issues, the reduction of greenhouse gas in industry, and the creation of green jobs). Expertise France assists local institutions with the adoption of renewable energies (ReN) and contributes to the development of sustainable infrastructure. Examples include the low-carbon transition projects and the ECLER IVOIRE project in Côte d'Ivoire, which involves energy rehabilitation works in a public building in Abidjan and providing access to solar energy in 16 rural municipalities in the country. In doing so, Expertise France also pays special attention to the preservation of forest areas and marine and coastal ecosystems.

Trust Building a lasting relationship of trust with its partners is a core ambition of Expertise France. By working together with a diverse array of local and international partners, the agency implements its projects close to the realities in the field. This enables it to respond more precisely and effectively to the specific needs of each partner. Beyond ministries in partner countries, the main contracting authorities for projects, the agency co-operates with international organisations such as the World Bank and the UN, civil society players and think tanks, research institutes and local universities, to finance and carry out these projects.

S Our action relies on the unwavering commitment of our teams who work on a daily basis to ensure the success of our projects around the world. The agency has a total of 2,200 employees, including 1,400 in the field and 800 at head office. As with our initiatives, these teams bring together diverse talent and profiles, from task team leaders to experts, and including cross-functional positions. Together, we share the same objective: work towards a more inclusive and more united world. In Paris and in nearly 150 countries around the world, our teams work with determination to address the global challenges alongside our partners.





Rémy Rioux

DIRECTEUR GÉNÉRAL
DU GROUPE AFD

Rémy Rioux

CHIEF EXECUTIVE OFFICER
OF AFD GROUP



2015-2025. Dix ans déjà depuis la création d'Expertise France, dix ans depuis ce nouveau souffle pour la coopération technique et la mise à disposition de l'expertise française à l'international. Après plusieurs décennies d'attrition et d'éclatement, un nouveau souffle que beaucoup attendaient, ou du moins toutes celles et ceux profondément attachés et convaincus de la force des liens qui se tissent au travers de l'action de coopération. Tout au long de mon parcours dans l'administration, à Bercy et au quai d'Orsay, j'ai toujours été convaincu de la nécessité de réformer et renforcer cet instrument. Je me souviens de l'Adetef, l'opérateur pour la coopération internationale pour les ministères des Finances, du Budget et du Développement durable, du GIP ESTHER pour la coopération hospitalière, ou encore de France Expertise Internationale

2015 – 2025. It has been ten years since the creation of Expertise France. Ten years since this new impetus for technical cooperation and the provision of French expertise at international level. Following several decades of attrition and fragmentation, a new impetus which many people had been waiting for, at least those who are deeply attached to the links forged through cooperation and convinced of their strength. Throughout my career in administration, at the Ministry of Finance and Ministry of Foreign Affairs, I have always been convinced of the need to reform and reinforce this instrument. I remember ADETEF, the operator for international cooperation for the Ministries of Finance, Budget and Sustainable Development, GIP ESTHER for hospital cooperation, and France Expertise Internationale (FEI) with the Ministry of

(FEI) du côté du ministère des Affaires étrangères, actif en particulier dans le domaine de la santé. Au total, six opérateurs à l'héritage riche, pièces d'un puzzle ainsi rassemblées par la loi de 2014. Je me souviens aussi être alors intervenu, déjà, pour articuler l'action de l'AFD et celle d'Expertise France dans le domaine de la gouvernance et éviter à tout prix une concurrence stérile entre les deux agences. Et je n'oublie pas que la création d'Expertise France coïncide avec la grande transformation de 2015 : l'Accord de Paris sur le climat, l'Agenda 2030 des Objectifs de développement durable et la conférence sur le financement du développement d'Addis-Abeba. La dernière grande impulsion multilatérale méritait bien d'être servie par une réforme avec la création d'une nouvelle agence.

Puis, en 2018, vingt ans après la réforme de la coopération de 1998, a été lancé, sur ma proposition, le chantier de rassembler et mettre en cohérence tous les instruments de la politique de développement de la France. La deuxième étape stratégique d'Expertise France a été son intégration au sein du groupe AFD. S'il a fallu attendre le 1^{er} janvier 2022 pour qu'elle soit officiellement intégrée, nous avons commencé à travailler ensemble concrètement dès 2018, avec les équipes des trois entités du futur groupe, à la recherche de la valeur ajoutée de chacune. Avec son double mandat de renforcement des capacités de nos partenaires par la mobilisation d'expertise d'une part, et de maîtrise d'ouvrage directe de projets de développement d'autre part, Expertise France a apporté au groupe AFD des compléments indispensables et une dose de pragmatisme précieuse. Deux métiers, complémentaires, que j'ai plaisir, en tant que président du conseil d'administration d'Expertise France, à voir grandir rapidement et à s'incarner par des visages de plus en plus nombreux. Deux métiers au service d'une offre groupe globale en matière de dialogue de politique publique, de mise en

Foreign Affairs, which was especially active in the field of health. There were a total of six operators, all with a rich heritage, all parts of a puzzle put together by the Law of 2014. At the time, I also remember having already intervened to coordinate the respective action of AFD and Expertise France in the field of governance and avoid at all costs pointless competition between the two agencies. And I have not forgotten that the creation of Expertise France coincided with the great transformation of 2015: the Paris Agreement, the 2030 Agenda of the Sustainable Development Goals, and the Addis Ababa Conference on Financing for Development. The last great impetus at multilateral level fully deserved to be served by a reform creating a new agency.

Then, in 2018, 20 years after the reform of cooperation in 1998, on my proposal, the plan was launched to bring together and establish coherency between all the instruments of France's development policy. The second strategic milestone for Expertise France was its integration into AFD Group. While it took until 1 January 2022 for it to be officially integrated, we actually started working together in 2018, with the teams of the three entities of the future Group, on realising the potential of everyone's added value. With its dual mandate, firstly for capacity building among our partners by mobilising expertise and, secondly, as a direct contracting authority for development projects, Expertise France has provided AFD Group with an essential complement and an invaluable dose of pragmatism. Two complementary activities which, as Chair of the Board of Directors of Expertise France, I have had the pleasure of seeing rapidly begin to flourish, embodied by an increasing number of new faces. Two activities at the service of a comprehensive range of Group services for public policy dialogue, implementation, technical assistance, analysis, knowledge sharing, training and mobilisation, all around the world and tailored

œuvre, d'assistance technique, d'analyse, de partage de savoirs, de formations et de mobilisation, partout dans le monde et en s'adaptant à la diversité des contextes. Dans les États fragiles, comme en Ukraine où Expertise France est active depuis de nombreuses années, et où le groupe intervient désormais pour préparer la reconstruction. Pour la santé mondiale, avec le grand succès de l'Initiative, exemplaire d'une bonne articulation entre action multilatérale et bilatérale. Pour nos biens communs, comme la préservation des forêts ou une économie bleue durable. Le groupe AFD ainsi réuni depuis 2022, c'est comme si la Banque mondiale, la SFI et l'UNOPS devenaient une même entité pour offrir à tous nos partenaires un continuum d'offre financière et d'expertise.

Pour « faire groupe », il convient à présent que cette offre complète fonctionne sans coutures. Disposant de tous les instruments, nous pouvons enfin nous en libérer pour mieux répondre aux attentes des clients et des partenaires de notre groupe. Cela passe par des stratégies pays communes à nos trois organes et par un réseau en commun fort de ses 4 500 collaborateurs déployés dans plus de 150 pays et 11 départements et territoires d'outre-mer. Je me réjouis que notre maillage géographique soit à présent renforcé avec cinq équipes régionales AFD-Expertise France-Proparco, organisées pour proposer une offre groupe sur le terrain dans les régions Andes, Asie du Sud, Asie du Sud-Est, Europe de l'Est et Afrique du Nord. Cinq aujourd'hui, mais à terme toutes les zones géographiques seront, je l'espère, concernées. Et nos synergies opérationnelles se renforcent sans cesse, dans le sens d'une déconcentration accrue des moyens et des décisions pour être toujours plus proches des bénéficiaires finaux, tout en maîtrisant nos risques et nos coûts. Parallèlement, nous installons progressivement des plateformes sectorielles pour capitaliser sur

to the diversity of situations. In fragile countries, such as Ukraine, where Expertise France has been operating for many years, and where the Group is now actively working to prepare the reconstruction. For global health, with the great success of L'Initiative and its outstanding coordination between multilateral and bilateral action. For our commons, such as forest conservation and a sustainable blue economy. The AFD Group thus formed since 2022, it is as if the World Bank, IFC and UNOPS were forged into a single entity to offer all our partners a continuum of financial and expertise services.

“Being a Group” now requires us to ensure that this comprehensive range of services is delivered seamlessly. As we now have all the instruments, we can finally unleash our instruments to be more responsive to the expectations of our Group's clients and partners. This requires common country strategies for our three entities and a common network, building on its 4,500 officers deployed in more than 150 countries and 11 French overseas departments and territories. I welcome the fact that our geographical network has now been reinforced with five regional AFD-Expertise France-Proparco teams, organised to offer a range of Group services in the field in regions such as the Andes, South Asia, Southeast Asia, Eastern Europe, and North Africa. There are currently five, but I hope that this will eventually concern all the geographical areas. And our operational synergies are going from strength to strength towards an increased decentralisation of resources and decision-making to ensure that we move ever closer to the final beneficiaries, while keeping our risks and our costs under control. At the same time, we are gradually establishing sectoral platforms to capitalise on shared knowledge. “Being a Group” is also about the project of being physically together in the same premises by 2027, next to the Gare d'Austerlitz, and receiving our partners and all

des savoirs en commun. «Faire groupe», c'est également le chantier de nous retrouver physiquement, dans un lieu commun, dès 2027, à côté de la gare d'Austerlitz, et accueillir à Paris nos partenaires et l'ensemble des acteurs du développement durable.

Nous contribuons ainsi au renouvellement d'une politique publique, de l'aide publique au développement à l'investissement solidaire et durable, en nous appuyant sur un nouveau plan stratégique, pour la première fois commun à Expertise France, Proparco et l'AFD, valide jusqu'en 2029, veille de l'échéance de l'Agenda 2030. Nous prenons pour cela trois engagements-frontières. Celui d'être un groupe « du côté des autres », adoptant en toutes circonstances une posture d'attention, de respect, à l'écoute des besoins, des cultures, des savoirs et des talents des pays et de nos clients, et capable d'éclairer ainsi nos propres transformations nationales et européennes. Nous voulons être un groupe « 100 % ODD » pour inventer des modèles de développement alliant intégrité des écosystèmes terrestres et aquatiques, réduction des inégalités, prospérité pour tous et recherche de la démocratie. Enfin, nous devenons un groupe « plateforme de mobilisation » d'une finance, d'un engagement citoyen et de savoirs mis au service du développement durable. Ce rôle de plateforme constitue l'ADN même d'Expertise France depuis dix ans. J'en remercie la direction générale, les cadres et tous les collègues d'Expertise France et leur souhaite de vivre une nouvelle décennie de croissance, d'innovation, de talent et d'audace. Vous pouvez compter sur mon soutien et celui de tous les collègues du groupe AFD. Merci à toutes et à tous !

the stakeholders in sustainable development in Paris.

We are thus contributing to reinventing a public policy, from Official Development Assistance to inclusive and sustainable investment. By drawing on a new strategy, the first one in common for Expertise France, Proparco and AFD and valid until 2029, on the eve of the deadline for the 2030 Agenda. On the sidelines, we are making three commitments. To be a Group always “by your side”, showing attention and respect, responsive to the needs, cultures, knowledge and talent of countries and our clients, and with an ability to inform our own national and European transformations. We aspire to be a Group “100% SDGs”, inventing development models combining the integrity of terrestrial and aquatic ecosystems, the reduction of inequalities, prosperity for all, and the pursuit of democracy. And we are becoming a Group that acts as a “platform for mobilisation” for finance, civic engagement and knowledge put to the service of sustainable development. This role as a platform has been the very DNA of Expertise France for ten years. For this, I thank its senior management, its managers and all the colleagues at Expertise France. I wish that they may experience a new decade of growth, innovation, talent and audacity. You can rely on support from me and all the colleagues of AFD Group. I thank each and every one of you!

Légendes et crédits photos Captions and photo credits

PREMIÈRE DE COUVERTURE / FRONT COVER

Photo à gauche / *photo on the left*:
© Tantely Enzo Zald Karim Razafimisa
Photo à droite / *photo on the right*:
© Agence Atalaku

QUATRIÈME DE COUVERTURE / BACK COVER

Photo à gauche / *photo on the left*:
© Droits réservés
Photo à droite / *photo on the right*:
© Minor Act / AFD



CAMEROUN CAMEROON (p. 30)
Un des objectifs de ce projet a été la valorisation des collections et la réorganisation des réserves du musée national de Yaoundé, au Cameroun.

One of the aims of this project was to enhance the collections and reorganise the reserves of the Yaoundé National Museum in Cameroon.

©Droits réservés



LIBAN LEBANON (p. 38)
Dans le sud du Liban, le soutien d'Expertise France a permis à l'ONG SHEILD de mettre en place cinq cliniques mobiles dirigées par des travailleurs sociaux qui gèrent des groupes de soutien psychosocial pour les familles locales et déplacées.

In southern Lebanon, Expertise France's support has enabled the NGO SHEILD to set up five mobile clinics run by social workers who manage psychosocial support for local and displaced families.

©Droits réservés



OcéAN INDIEN INDIAN OCEAN (p. 46)
Chute de la Lily, Ampefy, Madagascar. Cette photo a reçu le prix coup de cœur du jury lors du premier concours photographique organisé fin 2023 dans le cadre du programme VARUNA, ouvert aux étudiants de l'enseignement supérieur dans la zone Océan Indien.

Lily Falls, Ampefy, Madagascar. This photo was awarded the Jury's Favourite prize in the first photography competition organised at the end of 2023 as part of the VARUNA programme, open to higher education students in the Indian Ocean region. © Tantely Enzo Zald Karim RAZAFIMISA



**GRAND MEKONG
GREATER MEKONG** (p. 54)

Soutenu par L'Initiative, le projet porté par le Shoklo Malaria Research Unit (SMRU) de la clinique de Wang Pha en Thaïlande tend à répondre aux besoins complexes en matière d'accès aux soins des femmes migrantes de Birmanie installées en Thaïlande.

Supported by L'Initiative, the project run by the Shoklo malaria research unit (SMRU) at the Wang Pha clinic in Thailand aims to provide a response to the complex needs of Burmese migrant women living in Thailand in terms of healthcare access

©Droits réservés



TUNISIE TUNISIA (p. 62)
Minassa Lab, l'incubateur de la scène culturelle et créative tunisienne, fait partie des structures de soutien à l'entrepreneuriat accompagnées dans le cadre d'Innov'i. À droite, Ilyes Boughzela, fondateur de la start-up Shoezy, spécialisée dans la customisation de sneakers. Minassa Lab, the Tunisian cultural and creative scene incubator, is one of the entrepreneurial support structures supported by Innov'i. On the right, Ilyes Boughzela, founder of the start-up Shoezy, which specialises in customising sneakers. ©Douraid Souissi



GRÈCE GREECE (p. 70)
En juin 2022, dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, une conférence était organisée par la DG REFORM pour marquer dix ans de coopération dans le domaine de l'administration publique et de la gouvernance entre

la Commission européenne et la République hellénique.

In June 2022, as part of the French Presidency of the Council of the European Union, a conference was organised by the DG Reform to mark 10 years of cooperation in the field of public administration and governance between the European Commission and the Hellenic Republic.

©Droits réservés



EUROSOCIAL EUROSOCIAL (p. 79)

Hôpital d'El Tambo, Cauca, Colombie. Le programme EUROsociAL+ a notamment permis la mise en œuvre d'un nouveau modèle de soins de santé primaires intégrés en Colombie. Par ailleurs, il veille à intégrer la notion d'égalité de genre dans l'ensemble des politiques publiques.

El Tampo Hospital, Cauca, Colombia. The EUROsociAL+ programme has been particularly active in implementing a new model of integrated primary healthcare in Colombia. It is also taking care to integrate the notion of gender equality into all public policies.

©Droits réservés



RWANDA RWANDA (p. 87)

Le projet AFTER vise à améliorer la qualité de l'enseignement technique et professionnel et l'insertion des jeunes diplômés sur le marché du travail au Rwanda. Il a notamment permis de soutenir le département de mécatronique de l'IPRC de Tumba, dans le district de Rulindo. The AFTER project aims to improve the quality of technical and vocational education and the integration of young graduates into the labour market in Rwanda. In particular, it has provided support for the mechatronics department at the IPRC in Tumba, in the Rulindo district.

©Droits réservés



GUINÉE GUINEA (p. 94)

Un groupement de femmes du quartier de Simanbossia confectionne du savon artisanal pour lutter contre la transmission des maladies infectieuses, en partenariat avec l'ONG Vision Sans Frontière. Ratoma, Conakry.

A group of women from the Simanbossia district make handmade soap to combat the transmission of infectious diseases, in partnership with the NGO Vision Sans Frontière. Ratoma, Conakry.

©Traoré Karifa



UKRAINE UKRAINE (p. 102)

Dans le cadre du programme mAIDan, à l'initiative du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, de soutien à la reconstruction de l'Ukraine, Expertise France a coordonné les travaux conservatoires de la toiture du théâtre régional de Tchernihiv, fortement endommagée suite à une frappe de missile russe.

As part of the Maidan programme, initiated by the Ministry of Europe and Foreign Affairs, to support reconstruction of Ukraine, Expertise France coordinated the conservation work on the roof of the Chernihiv Regional Theatre, which was heavily damaged by a Russian missile strike.

© Veronika Yaresko



(p.12-13) Dans le cadre du volet de préservation des espaces naturels et forestiers du programme GCCA+AO, des prises de mesure des stocks de carbone ont été réalisées dans une forêt du Bénin. ©Rodrigue Ako

© Rodrigue Ako



(p.24-25) **LIBAN LEBANON**

© Dalia Khamissy



(p.28-29) Un artisan tisserand perfectionne les finitions de sa tenture, dans le cadre du projet de création du musée des Rois et des Amazones du Dahomey à Abomey. A master weaver perfects the finishing touches on his hanging, as part of the creation project of the Museum of the Kings and Amazons of Dahomey in Abomey.

© Rodrigue Ako



(p.112-113) Vue panoramique des vestiges du site archéologique de Carthage, à Tunis.

Panoramic view of the remains of the Carthage archaeological site in Tunis. © Yoann Cimier



(p.126-127) Récolte et tri du clou de girofle à Anjouan aux Comores, avant qu'il ne soit séparé de ses feuilles et de la tige et mis en séchage. Le projet AFIDEV a pour objectif d'améliorer la compétitivité, l'organisation et la diversification des filières agricoles d'exportation (vanille, ylang-ylang, girofle). Harvesting and sorting cloves in Anjouan, Comoros, before they are separated from their leaves and stems and dried. The AFIDEV project aims to improve the competitiveness, organisation and diversification of the agricultural export sectors (vanilla, ylang-ylang, cloves).

©Faïd Hadji

Remerciements pour leur contribution et leur participation à la création du livre des 10 ans :

Many thanks for their contribution and participation in the creation of the 10-years book:

Maha Alba, Marion Allimant, Dimitri Andriot, Abdoulaye Bah, Nathalie Berger, Jules Bismuth Bonnaud, Sara Boubakri, Cassilde Brenière, Cyrielle Cahuzac, Alpha Kabinet Keita, Volodymyr Chaban, Pénélope Charvet, Sofia Chiroux, Dr Sékou Condé, Samantha O Connell, Ronan Corlay, Xavier Cousquer, Emma Cruz, Élodie Cuenca, Lamia Dandan, Mamadou Dieng, Matthieu Discour, Landry Doko, Jane Echinard, Viviana Espitia, Juliette Falkehed, Éric Fleutelot, Olena Fonova, Lilly Formaleoni, Clara Fortuno, Ahcène Gheroufella, Ivan Gisem, Gnakoye Felemou, Eveque Hakizimana, Zeinab Hamdan, Allaouiya Hatubou, Hugues Heumen Tchana, Eva Homs, Nicolas Huet, Sarah Holt, Clément Hut, Dimitra Ioannou, Nicolas Jacquemard, Vasilis Kapetanakis, Pascal Konou, Olga Kovalchuk, Alphonse Kpoghomou-Nomou, Irina Lämmler, Yasmine Laribi, Adeline Lautissier, Bruno Leprêtre, Débora Lesel, Ester Mancera, Mohamad Mansour, Safa Marrakchi, Alfonso Martinez-Saenz, Nathalie Menut, Zeineb Messaoud, Alejandra Mora Mora, Dr Sylvie Mucyo, Kiba Muvunyi, Emmanuelle Myoux, Dr Khuat Thi Hai Oanh, Grégoire Olivero de Rubiana, Sofiya Oliynyk, Stephan Orivel, Anna Ostapko, François Pacquement, Antoine Peigney, Jérémie Pellet, Ana Perez, Séverine Peters-Desteract, Ronan Pezzini, Curtis Piel, Edouard Pont, Sevahnee Pyneeandy, Simon Raulin, Alisa Rozanova, Konstantin Rubel, Olivia Snaije, Christine Soné-Kellé, Olivier Sublard, Olha Sribniak, Roua Thini, Marisol Touraine, Iheb Triki, Dr Ni Ni Tun, Oksana Tsymbrivska, Hryhorii Usyk, Isabelle Valot.

Direction éditoriale

Expertise France
40 boulevard Port-Royal
75005 Paris
www.expertisefrance.fr

Directeur de la publication

Jérémie Pellet, directeur général

Coordination éditoriale

Ronan Corlay, Nicolas Jacquemard,
Curtis Piel, Grégoire de Rubiana,
département de la communication

Illustrations

Edouard Pont

textuel

Conception et réalisation

Les Éditions Textuel
2 rue Rampal
75019 Paris
www.editionstextuel.com

Coordination éditoriale

Emmanuelle Myoux

Auteurs

Irina Lämmner,
François Pacquement
et Olivia Snaije

Conception graphique

Catherine Barluet

Relecture

Joséphine Gross

Photogravure : Graphium à Saint-Ouen
Achévé d'imprimer en janvier 2025
sur les presses de Graphius à Gand
Dépôt légal : février 2025







Depuis 10 ans, Expertise France contribue à renforcer durablement les politiques publiques dans plus de 140 pays. Aux côtés d'organisations de la société civile et d'acteurs publics, l'agence conçoit et met en œuvre des projets qui stimulent l'innovation et favorisent leur action au bénéfice de tous. Cet ouvrage met en lumière dix projets emblématiques de l'agence à travers les témoignages de ses partenaires.

For the past 10 years, Expertise France has been contributing to the sustainable strengthening of public policies in more than 140 countries. In collaboration with civil society organisations and public players, the agency designs and implements projects that drive innovation and enhance their impact for the benefit of all. This book showcases ten of the agency's emblematic projects, illustrated through the voices of its partners.

